

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

De l'Obligation au Travail

Pour les Indigènes des Colonies d'exploitation

(spécialement dans les territoires français
de l'Afrique centrale)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le 1^{er} Juin 1923

PAR

M. LOUIS BOUILLIER

Président : M. ROLLAND

Suffragants { M. PERREAU
 { M. NOGARO



**ÉDITIONS
DE "LA VIE UNIVERSITAIRE"**

13, QUAI DE CONTI, 13

PARIS

DE L'OBLIGATION AU TRAVAIL



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552604_0001

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

De l'Obligation au Travail

Pour les Indigènes des Colonies d'exploitation

(spécialement dans les territoires français
de l'Afrique centrale)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le 1^{er} Juin 1923

PAR

M. LOUIS BOUILLIER

Président : M. ROLLAND

Suffragants { M. PERREAU
 { M. NOGARO



ÉDITIONS
DE "LA VIE UNIVERSITAIRE"
43, QUAI DE CONTI, 43
PARIS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
PREMIÈRE PARTIE	
<i>Le travail forcé.</i>	
Travail libre et travail forcé	7
PREMIÈRE SECTION. — <i>Obligation aux Travaux Publics.</i>	
INTRODUCTION	15
CHAPITRE I. — L'impôt en espèces.....	16
CHAPITRE II. — L'impôt en nature.....	18
CHAPITRE III. — Système van den Bosch.....	19
CHAPITRE IV. — La Corvée.....	24
§ 1. — Prestations régulières.....	25
§ 2. — Levées de corvéables sans règlementation de garantie pour l'indigène.	31
§ 3. — Portage	34
CHAPITRE V. — Le service du travail obligatoire..	38
APPENDICE A. — Emploi des condamnés pour l'exécution des Travaux publics.....	40
APPENDICE B. — Recrutement par l'intermédiaire des chefs indigènes.....	43
DEUXIÈME SECTION. — <i>Obligation au travail privé.</i>	
CHAPITRE I. — Esclavage.	46
§ 1. — Esclavage de traite.....	46
§ 2. — — de case.....	49

CHAPITRE II. — Le servage.....	52
CHAPITRE III. — Travail forcé et travail obligatoire.....	54
CHAPITRE IV. — Sanctions en cas de manquement au contrat de travail.....	60
APPENDICE. — Du louage des condamnés indigènes aux colons.....	67

DEUXIÈME PARTIE

De l'obligation au travail

dans les territoires français de l'Afrique Centrale.

INTRODUCTION	69
PREMIÈRE SECTION. — Colonies.	
CHAPITRE I. — L'A. O. F.	79
§ 1. — Les Races.....	79
§ 2. — La Réglementation et son histoire.....	89
CHAPITRE II. — L'A. E. F.	98
§ 1. — Les Races.....	98
§ 2. — La Réglementation et son histoire.....	108
DEUXIÈME SECTION. — Pays à mandat.....	115
CHAPITRE III. — Le Togo	116
§ 1. — Les Races.....	116
§ 2. — La Réglementation et son histoire.....	118
CHAPITRE IV. — Le Cameroun.....	122
§ 1. — Les Races.....	122
§ 2. — La Réglementation et son histoire.....	124
CONCLUSION	129
PIÈCES ANNEXÉES.....	137

INTRODUCTION

Nous nous proposons d'étudier les différentes formes possibles de l'obligation au travail pour les indigènes des colonies dites d'exploitation.

Ceci exclut, avec bien entendu la main-d'œuvre pénale métropolitaine et les « intended servants », les « coolies » immigrants, eux-mêmes.

Mais nous considérerons, avec M. Duchêne, « comme la « première forme d'atténuation de la liberté, lorsqu'une intervention de la force publique, peut obliger un travailleur « indigène à exécuter un contrat de travail librement souscrit avec un Européen ».

Après un exposé général des systèmes essayés dans les diverses colonies, — tant françaises qu'étrangères — nous verrons plus spécialement les applications qui ont été faites dans les territoires de l'Afrique Centrale soumis à notre administration (colonies et pays à mandat). C'est là, en effet, que le problème se pose et avec le plus de pureté, et avec le plus d'acuité.

Nos possessions de l'Afrique du Nord sont à caractère « mixte » et là on peut faire fonds sur les Berbères. L'Indo-Chine a généralement une population dense et assez laborieuse.

Dans nos vieilles colonies le problème se complique, on ne peut plus, tant du fait de l'immigration, que de celui de l'émancipation de 1848.

Il reste, il est vrai, Madagascar où le général Galliéni fit un essai fort intéressant de travail forcé. On y use aussi du reste de l'immigration africaine et indienne.

Mais nous avons préféré nous en tenir à un groupe homogène de colonies; nous parlerons d'ailleurs à l'exposé général des livrets Galliéni.

PREMIÈRE PARTIE

LE TRAVAIL FORCÉ

Travail libre et travail forcé

Le problème de la main-d'œuvre aux colonies, a toujours et justement, le premier préoccupé les planteurs et gouvernants.

L'alcool et les fusils de traite ont décimé les indigènes ; la prodigalité et la force de la nature tropicale les ont parfois rendus indolents.

Ils ne suffisent donc généralement pas à la mise en exploitation de leur pays.

Quant à l'Européen, il est inapte à tout travail physique soutenu (1). D'aucuns, comme M. Harmand (2), se sont même élevés contre ces noms improprement employés de colons et de « colonie d'exploitation ». Pour eux est colon le vigneron qui chassé du Midi par le phylloxera, est allé planter sa vigne en Algérie, non le coiffeur établi au Gabon.

(1) Sur ce point et l'insuffisance de main-d'œuvre, voir les conclusions du Comité Dupleix sur la colonisation — infra page 9.

(2) *Domination et Colonisation*.

Pour eux, on devrait remplacer les mots « colonie d'exploitation » qui crient d'être ensemble par le terme « domination ».

Mais il n'y a là, qu'une question accessoire d'étymologie, juste d'ailleurs et nous nous conformerons à l'usage.

Divers palliatifs à cette insuffisance de la main-d'œuvre, ont été proposés.

Il n'est pas douteux que le machinisme ne soit le préférable. Nous verrons par la suite que le meilleur remède à l'odieux portage est l'automobile. Déjà, au moins en Afrique Orientale Française, elle a considérablement facilité les choses.

L'immigration des « coolies » présente le plus souvent de réels dangers pour la colonie, surtout s'il s'agit des Chinois pourtant si travailleurs.

La meilleure preuve en est dans l'abondance de la législation sur la matière, dans tous les pays où l'on pratique ce moyen (1).

D'un autre côté, cette pratique a souvent rappelé, par ses abus, l'esclavage, et plus d'une fois les embarqués se sont-ils révoltés.

Arrêter au contraire l'émigration est la première mesure à prendre (2). Le plus, sûr moyen d'éviter celle-ci, est de ne pas pressurer l'indigène.

(1) Sur les trois gros volumes in-8° de l'Institut Colonial International *la Main-d'œuvre aux Colonies*, deux au moins sont consacrés aux arrêtés sur la matière.

(2) Aussi, la législation sur la matière est-elle également très fournie, quoique moins que la précédente, citons : Compagnie Al. de Nouvelle Guinée :

Décret du 13 janvier 1887 ; décret ordonnance du 15 août 1888 ; décret ordonnance du 18 septembre 1894 ; Caméroun, décret du 7 octobre 1887 ; Togo,

L'exemple des émigrations en masse, et de populations pourtant sédentaires, les agriculteurs du Saloum, en Gambie Britannique, à la suite d'une augmentation de la capitation dans nos territoires, en est un pénible et récent exemple.

Or, l'obligation au travail, n'est-elle pas une des principales incitation à cette émigration.

On voit par là avec quelle doigté il en faudra user. Facilement maniables dans certaines colonies isolées, et peuplées de sédentaires comme Madagascar, où d'ailleurs le général Galliéni l'a durement employée, elle devient d'un usage difficile, dans nos dominations continentales, bordées de colonies étrangères.

« Le véritable colon c'est l'indigène », et toutes les enquêtes faites à ce sujet ne viennent que confirmer cette expression du bon sens (1). C'est donc lui plus que le planteur

décret du 24 décembre 1891; S. O. A. Ad., décret du 17 mai 1891; Indes Orient. Néerl., 19 janvier 1887; Congo Belge, 12 mars 1889 et bien d'autres encore

Cf. publication de l'Institut Internat. Colonial 95-99 *la Main-d'œuvre Coloniale*, 3 vol.

Arrêtons-nous un peu sur la réglementation française. Sénégal, 17 juin 95. Le gouverneur, en son conseil privé, doit donner l'autorisation d'embarquer des indigènes, sous peines de poursuites contre l'engagiste et le capitaine.

Le premier doit verser 40.000 francs de cautionnement si l'embarquement a lieu pour des pays non français. La révocation de l'autorisation est toujours possible. Les amendes sont doublées en cas de récidive, etc...

La Commission des mandats marqua une hostilité très nette — lors de sa dernière séance — à l'émigration de travailleurs indigènes des pays à mandat. C'est ainsi qu'elle demanda des explications sur la présence de Néo-Guinéens dans les mines des phosphates de l'Ile Nauvu (p. 32 de la session d'août 1922).

(1) Enquête du Comité Dupleix.

Haut-Sénégal (Niger). L'Européen ne peut y entreprendre aucune colonisation. Le véritable colon doit être l'indigène.

Côte d'Ivoire. La grande colonisation se heurte au manque de main-d'œuvre. La petite colonisation n'est pas davantage possible.

Guinée. La colonisation est très difficile.

européen qu'il faut nous attacher. Le blanc ne sera que son directeur, dans le sens d'éducateur aussi bien que le chef d'exploitation. Mais si l'indigène ne veut pas se laisser diriger? S'il préfère vivre dans cette agréable oisiveté que lui permet la nature de son pays? Aurons-nous le droit de le contraindre à nous aider à mettre son pays en valeur?

Les adversaires du travail forcé se retranchent volontiers derrière le vieil odage « *ad factum nemo precise cogi potest* » et l'art. 1.142 du Code Civil. Ceci paraît dépourvu de tout sens. Nous verrons — et sans étonnement — que le droit nègre n'a rien de commun avec les pandectes ! (1).

Il donne tout pouvoir au chef de village de disposer du travail de ses hommes, au chef de famille de celui de ses parents. Ne sommes-nous pas les chefs des chefs de village ?

Or, en fait, nous avons le devoir de contraindre l'indigène

Sénégal. On ne peut faire ni grande ni petite colonisation.

Dahomey. Les européens ne peuvent pas songer à la colonisation.

Gabon. L'Européen ne peut que s'occuper de la direction d'entreprises indigènes agricoles.

Madagascar. La grande colonisation n'offre pas de bons résultats. La petite peut se placer près des grands centres.

Inde Franç. Aucune colonisation n'a chance d'aboutir.

Indo-Chine en général. Il n'y a qu'à commercer avec les indigènes. On ne pourrait faire une concurrence victorieuse à l'agriculture indigène qu'avec des procédés arbitraires, tout à fait inadmissibles.

Annam. On pourrait faire de la colonisation avec les indigènes.

Tonkin. En l'état présent, des difficultés sans nombre attendent le colon.

Cambodge. La colonisation ne pourrait se réaliser que par l'importation de main-d'œuvre.

Et M. G. Deherme : « La colonisation agricole est impossible. Il n'y en aura jamais. Il n'y a pas place en A. O. F. pour le colon proprement dit. » Enfin, M. le Gouverneur Rodier disait qu'il ne « connaissait pas une seule concession ayant répondu aux espérances fondées. »

(1) De son côté, l'Annamite ne se considère pas comme lié si son chef de village n'était pas présent au contrat d'engagement.

au travail si c'est là une bonne méthode. Il est inadmissible que l'on fasse les choses à moitié. La mise en valeur du pays a été le but avoué de la conquête, comme elle, elle devra se faire par tous les moyens. Voici ce qui paraît évident en théorie. Mais pratique, n'y a-t-il pas autant de dangers à procéder à une exploitation brutale du pays qu'à procéder à conquête brutale ?

En morale stricte, la discussion peut naturellement s'étendre à l'infini. Ne devons-nous pas instruire le noir ? Or, l'instruction ne va-t-elle pas sans la coercition ? Cela devient de la pédagogie et nous n'avons pas à en faire. Nous verrons seulement ce qu'ont donné les moyens de contrainte au point de vue pratique. Nous verrons aussi si les indigènes de nos possessions sont aussi réfractaires au travail qu'on l'a souvent dit.

Au point de vue strictement économique, la question ne semble pas se poser. Le pays a besoin d'être mis en valeur et le système de l'immigration temporaire n'est qu'un pis aller. Ainsi en Indo-Chine, dès que le Chinois a, comme ouvrier d'un planteur, gagné quelques piastres, il s'installe comme revendeur, véritable parasite qui envoie son gain dans son pays. Dans le cas le moins mauvais, où l'engagé demeure comme ouvrier, il n'en draine pas moins chez lui l'argent de la Colonie.

Au point de vue politique, comme nous l'avons déjà vu, tout est question de doigté. Il faut éviter de mécontenter et de faire fuir les indigènes. Une connaissance parfaite de la psychologie du naturel est alors nécessaire. Telle race, que nous avons trouvée asservie, sera heureuse du régime de « liberté atténuée » que nous lui donnerons, telle autre,

habituee au commandement ne pourra souffrir de contrainte.

De toutes facons il faudra toujours eviter les procedes vraiment immoraux, comme la deportation, qui ne peuvent qu'irriter l'indigene, quelque bas qu'il soit dans l'echelle de la civilisation.

Et pourtant que ne l'a-t-on prone ce systeme de la deportation ! « On devrait pouvoir demander pour la zone cotee des travailleurs de la Sangha ou de l'Oubanghi — et inversement ». M. Remond qui propose ce moyen genial — au besoin avec emploi de la contrainte physique si « l'influence morale (1) » des fonctionnaires ne suffit pas — M. Remond a-t-il bien compte qu'il y a a vol d'oiseau 800 kilometres entre ces deux « zones » ?

Nous demeurons convaincu que le meme auteur s'indignerait de bonne foi contre la permission que les maitres avaient de separer l'esclave de sa famille.

Le negre transporte, dit-on, est plus travailleur, plus soumis. Le chien roue de coups aussi. Et la contrainte physique, si dure soit-elle, n'atteint jamais la contrainte morale. « Il songe moins a s'echapper parce qu'il ne sait ou aller ». Cet argument nous laisse sans voix.

Mais songe-ton a la somme de haine qui s'amasse dans le coeur de ces gens ? Est-ce bien la le moyen de nous les attacher pour en faire — un jour ou l'autre — nos associes, nos federes ? Certes ce ne sera pas encore demain — mais c'est par le procede de pure exploitation que tant de colonies ont ete perdues. On voit jusqu'a quel point l'application

(1) Comme disait M. le Commissaire General.

du principe du travail forcé est délicate. Elle se complique encore si l'on songe que des races les plus disparates coexistent sur le même territoire (1).

Ceci nous inclinerait, si le travail forcé est un bon moyen, vers l'application du statut personnel devant « l'impôt-travail ».

(1) Tels les Indiens Roucoyennes et les Nègres marons en Guyane, tels les Moïs et les Annamites, tels les Arabes et les Ouadaïens.

PREMIÈRE SECTION

OBLIGATION AUX TRAVAUX PUBLICS

INTRODUCTION

La première contrainte qui se manifeste est la contrainte par l'état dans son propre intérêt. Certes, quand il oblige l'indigène à travailler au compte du colon, le gouverneur dit bien le faire avant tout dans l'intérêt de la colonie, qu'il met en valeur, et de ses habitants, qu'il instruit ainsi. Mais l'intérêt immédiat est celui du colon et de la métropole. Pourtant, les deux théories du travail pour l'état et du travail pour le colon se mélangent. Nous le verrons pour l'impôt notamment, qui perçu par et pour l'Etat force souvent l'indigène à travailler pour le colon. A Madagascar, l'Histoire des livrets pour le travail privé n'est que la suite de l'Histoire des prestations pour l'Etat. Enfin, la corvée de portage que nous étudierons aux travaux publics fonctionnait aussi pour le particulier. Quoi qu'il en soit nous divisons notre étude en deux branches : travaux publics, travaux privés et nous subdiviserons la première partie en autant de branches qu'il y a d'échelons entre la con-

trainte la plus douce et la moins directe, l'impôt en argent et la plus brutale, la corvée.

Nous terminerons par un court appendice sur le travail des condamnés indigènes.

CHAPITRE PREMIER

L'Impôt en espèces

L'impôt considéré comme obligeant l'indigène au travail, est lui-même susceptible de plusieurs degrés. Il peut n'être qu'une simple capitation comme nous la percevons un peu partout dans nos colonies et dont le but direct est de procurer des ressources à l'Etat. Ce n'est qu'indirectement qu'elle pousse le noir au travail. Mais il y a aussi « le système de « taxation très élevée que voulaient les propriétaires de « mines d'or de l'Afrique du Sud, taxation qui aurait mis « les noirs dans l'impossibilité de l'acquitter sans fournir « un grand nombre de journées de travail aux blancs ». (Leroy-Beaulieu. *De la Colonisation*.)

De toutes façons d'ailleurs, l'impôt perçu en espèces oblige l'indigène à entrer en commerce avec le blanc, principal détenteur de la précieuse monnaie métallique, c'est donc vers lui que l'on doit s'efforcer d'arriver.

L'impôt est d'ailleurs souvent perçu sur l'engagiste, et l'engagé paraît alors libéré de toute charge.

Ainsi en Indo-Chine, l'arrêté du 5 novembre 1896, dispen-

sait l'engagé de « l'impôt des capitations, de l'impôt personnel, de l'impôt des prestations, des gardes et généralement toutes corvées dues au village ».

Par contre, le colon paie 5 piastres par engagé. Nous verrons ultérieurement que si ce dernier déserte, on ne manque pas de lui réclamer le montant des impôts, ce qui vient s'ajouter à la sanction ordinaire.

Ce mode de perception sur l'engagiste présente l'intérêt de paraître un avantage à l'indigène qui ne paie pas directement l'impôt. L'avantage est plus grand encore pour ce dernier s'il y a dispense de prestation ou même de service militaire. Nous verrons que c'est sur cette base que reposa le système institué à Madagascar.

Par contre dans l'exposé des motifs du Décret du 7 avril 1911 (A. E. F.), il est justement observé que l'impôt directement perçu sur l'indigène lui permet « d'acquérir peu à peu « une notion exacte de son individualité et également des « charges qui lui incombent ».

Le véritable intérêt de la colonie, c'est que l'indigène travaille; nous avons vu que peu importait que ce fût à son compte ou à celui des planteurs. La perception directe incite certainement moins l'indigène à entrer au service du colon, mais du moment où elle l'incite autant à travailler, nous pouvons dire que le but économique de l'impôt est atteint (1).

(1) Il faut signaler comme curiosité financière que la majoration d'impôt que supportaient les indigènes célibataires à Madagascar avait pour but de les inciter à se marier pour « produire » de la main-d'œuvre.

CHAPITRE II

L'Impôt en nature

C'est certainement la forme la plus primitive d'impôt. Elle oblige directement l'indigène au travail. Il est vrai que sa perception sous cette forme au Congo français poussait, au dire des grandes Compagnies d'exploitation, l'indigène à « marauder » le caoutchouc et l'ivoire et même ce qui est plus grave à piller les convois. Néanmoins cet impôt comme tous les autres revêt aux yeux de l'indigène, le caractère d'un tribut. Il ne voit pas immédiatement le bienfait qu'il en retire surtout s'il sert, à l'aménagement de lointaines voies ferrées ou de ports. Aussi les Belges emploient-ils dans leur Congo un système qui mérite de retenir notre attention, sinon de nous servir d'exemple : l'indigène qui paie l'impôt en caoutchouc reçoit une petite somme très inférieure d'ailleurs à la valeur réelle dudit caoutchouc, mais qui pourtant est un profit pour lui, car, sans l'impôt, il n'eût jamais été à la cueillette. Il y a ainsi à la fois et un adoucissement de la contrainte de l'impôt et une incitation plus directe du travail.

De fait, l'impôt n'est guère, dès qu'il y a un gouvernement régulier, perçu uniquement en nature. Il est le plus généralement perçu en nature ou en espèces au choix du contribuable. Le paiement en espèces, outre les avantages que nous avons signalés, a celui de faciliter singulièrement la tâche du fonctionnaire perceuteur.

A cette transition vers ce système précédent s'en oppose

également une vers le suivant : dit système de Van den Bosch.

L'indigène est, comme le ryot hindou, considéré comme simple tenancier du sol qui appartient au gouvernement (1). C'est de son droit de propriétaire que celui-ci prélève un lourd impôt. C'est d'ailleurs une tendance générale des gouvernements modernes de fair évoluer cette possession précaire de l'indigène vers une pleine propriété.

Nous allons voir au chapitre suivant la part que ce dernier système, amené par le général anglais Raffles des Indes anglaises dans les Iles de la Sonde, prit à la naissance du système Van den Bosch.

CHAPITRE III

Système Van den Bosch

Si les Hollandais peuvent se vanter d'avoir dès 1688 interdit l'importation des esclaves dans leurs îles de la Soude, le système de pure exploitation commerciale qu'ils pratiquèrent jusqu'à nos jours, n'est guère à leur honneur.

(1) Signalons encore comme système mixte, celui usité par l'Etat du Congo. Il s'était réservé de vastes étendues territoriales en pleine propriété, et les faisait directement valoir au moyen d'un « impôt travail ». Le roi des Belges supprima ce régime par le décret du 22 mars 1910. La cueillette sur les terres domaniales sera désormais laissée aux porteurs de *permis de récolte* comme nous laissons le droit de chasse aux porteurs de permis de chasse.

L'impôt travail, auquel étaient astreints les indigènes, fut également remplacé par un impôt en espèce (Décret du 2 mai 1920.)

Le Gouvernement hérita, en l'adoucissant il est vrai, du système des « contingents » de la Compagnie des Indes. Les indigènes devaient lui vendre une quantité donnée de denrées coloniales qui leur étaient payées à un prix fixe et dérisoire (1). Encore ne parvenait-il aux cultivateurs, qu'après être passé par les mains des sultans !

Le gouverneur général Daendele (1808-1811) reconnut la misère où ce système plongeait les indigènes, et l'attribuant non au principe, mais à l'application, il réforma celle-ci en supprimant l'intermédiaire des sultans.

Lors de l'occupation anglaise, le gouverneur Stamford-Raffles, décréta à l'imitation de ce qui se passait dans l'Inde que l'« *altum dominium* » du sol, passerait des souverains indigènes, dédommagés par un traitement fixe, au gouvernement anglais. La culture devenait libre et l'impôt foncier perçu par le chef de dessas variait de $\frac{1}{2}$ à $\frac{1}{4}$ du revenu. Le système dit « du travail libre » conservé par les Hollandais, après qu'ils réoccupèrent les Iles — exception faite du café et du bois — marchait médiocrement. Les terres à café étaient concédées moyennant 8 florins par unité de surface nécessaire à la culture de 1 picul, lequel n'était payé par l'acheteur, le plus souvent le chef de dessas, que 6 florins. Encore obligea-t-on les locataires de ces terres à renouveler leur bail en 1823. Seuls les sultanats demi indépendants « Vorstenlanden » surveillés par d'intelligents fermiers d'impôts — (l'impôt était également ici payable en denrées coloniales), — étaient-ils prospères.

(1) Il y a là une analogie de forme avec le système du Congo belge, cité au début du précédent chapitre. Mais l'esprit en est entièrement différent.

Aussi le gouverneur Van den Capellen, voulut-il en prohibant l'affermage à des blancs faire cesser une concurrence dangereuse sur le marché du café. Le résultat fut la ruine des *Vorstenlanden* eux-mêmes, l'arrêt des initiatives privées, la longue et coûteuse révolte de Diepo Negoro et, seule conséquence heureuse, la révocation de Van den Capellen. Le gouverneur général Vicomte de Gisignies rétablit l'ordre, mais les finances néerlandaises demeuraient obérées. Aussi Guillaume I^{er} le remplaça-t-il par Van den Bosch, auteur d'un plan qui devait faire la fortune de la Hollande, sinon des Indes, et la renommée de son auteur.

Van den Bosch fondant les deux systèmes précédemment employés, maintint l'impôt foncier à 1/5 du produit des terres cultivées, mais y obligea la plantation de denrées coloniales qui ne coûtaient pas plus de soins que le riz, et disposa en outre d'1/5 du temps de travail des indigènes. Il promit d'écarter l'intervention draconienne des chefs de dessus, de donner une rémunération à l'indigène si le rendement dépassait la valeur de l'impôt et mit les risques majeurs (tempêtes, cyclônes, etc.), à la charge du gouvernement.

A la vérité seul le café réussit pleinement, mais tout compris, de 1848 à 1875, la Hollande reçut une redevance de 781 millions de florins de ses îles.

Ceci ne devait d'ailleurs être qu'une école pour les indigènes. En effet, la loi prévoyait après un second stade d'exploitation demi-libre, permettant toutefois une intervention « volontairement acceptée » du gouvernement, l'arrivée à l'exploitation complètement libre. En somme nous en revenons toujours à l'idée du travail forcé comme éducateur des

indigènes. Tel est du moins le principe universellement mis en avant, car le fait est l'intérêt immédiat du colon et ici de l'Etat. Comme cette méthode présente somme toute une certaine originalité, nous nous étendrons un peu sur ses résultats. Bien entendu nous laisserons de côté la partie commerciale de l'entreprise : elle fut brillante, pour la métropole du moins. La partie politique serait discutable. Est-ce bien au gouvernement, à la métropole que la colonie doit rapporter ?

En tout cas, il paraît qu'elle aurait dû garder partie de ses bénéfices pour ses travaux publics, l'instruction de ses habitants, toute choses qui paraît-il laissaient à la fin du siècle dernier fort à désirer.

Nous avons vu que la colonie a versé à la métropole des sommes variant généralement, selon la récolte, de 10 à 20 millions de florins (jusqu'à 40.500.000 en 1863). En plus, elle payait son année, ses fonctionnaires et les princes indigènes, ceux-ci dans les 30.000 francs par an. Nous sommes donc en droit de penser que les javanais étaient quelque peu frustrés.

Ils étaient en outre contraints à un travail qui les rebutait nettement, surtout celui du sucre et ils ne firent pas faute de s'en plaindre.

Du moins, Van den Broek affirmait qu'ils seraient soustraits, n'étant plus leurs tenanciers aux exactions des chefs indigènes. Or, qu'arriva-t-il ? Très sagement, d'ailleurs — au point de vue purement utilitaire — la Hollande installa les dits chefs indigènes comme surveillants des « ryots » et cela avec une hiérarchie savamment compliquée et d'autant plus lourde : c'était le prince, puis le wedono et son

« maire du palais », le patti, puis les assistants wedonos, enfin les chefs de village répartiteurs des champs. Ils recevaient outre leurs traitements fixes un pourcentage des produits et pour que leur surveillance fût plus efficace encore, on accrut leur puissance mettant tout le redoutable pouvoir des « blancs » à leur disposition. Et cependant la colonie continuait à être laissée dans l'ignorance, les excédents budgétaires versés à la métropole, le servage régnait, et, pour ne point contrarier les princes indigènes, parfois même l'esclavage. Rien n'était fait pour « élever le niveau moral et intellectuel des indigènes ».

Pourtant par le seul fait que l'ordre régna, la population décupla en un siècle (1800 : 3 millions d'habitants ; 1900 : 30 millions d'habitants).

Le gouvernement hollandais a à peu près complètement abandonné ce système qui ne subsiste plus que là où l'initiative privée n'a pas encore établi de cultures coloniales. Il continue donc à revêtir son caractère éducatif.

A-t-il bien, sous ce rapport, donné les résultats attendus ? Il ne paraît pas. Les Javanais ont toujours eu tendance à revenir à leurs cultures vivrières — c'est-à-dire surtout au riz. En effet, ils étaient dans une situation encore plus désavantageuse que les esclaves sous le rapport « éducation ». Ces derniers voyaient du moins les richesses produites employée sous leurs yeux par les planteurs et pouvaient désirer atteindre leur luxe. Les Javanais au contraire, ne se rendaient même pas compte qu'ils produisaient des richesses. Pourtant la contrainte exercée sur eux était moins odieuse.

N'aurait-on pas pu arriver aux mêmes résultats écono-

miques par un procédé plus doux ? C'est douteux, en tous cas cette question nécessiterait l'étude du caractère des Javanais, ce qui sort de notre plan.

Les résultats financiers ont été si brillants qu'on peut cependant se demander s'il n'y aurait pas quelque chose à retenir de ce système. Il faudrait toutefois des circonstances exceptionnelles — analogues à celles où se sont trouvés les Hollandais.

CHAPITRE IV

La Corvée

Tous les maîtres en science des finances sont d'accord sur la supériorité de l'impôt, sur la taxe ou la corvée. Il permet en effet de répartir plus équitablement les charges publiques et de profiter des avantages de la division du travail.

Ceci est vrai pour les pays où le problème de la main-d'œuvre ne se pose pas. Mais autrement ? Ne devons-nous pas tout mettre en œuvre pour effectuer les travaux publics indispensables ?

Nous nous sommes trouvés en présence de deux cas :

1° Dans certaines colonies de civilisation déjà à demi-avancée, nous avons trouvé ce système déjà employé. (C'est d'ailleurs le fait de tous les pays de moyenne culture, d'avoir recours à la corvée comme moyen d'impôt). Il n'y avait en pareil cas, qu'à profiter du système déjà établi ;

2° Dans d'autres au contraire, les indigènes se livraient seulement d'eux-mêmes aux « travaux publics » de première nécessité — si l'on peut donner le nom pompeux de travaux publics à ces élémentaires mesures de propreté et d'ordre. Mais ils ignoraient la prestation régulièrement dûe à l'administration.

Il fallait tout créer.

D'autre part deux modes de corvée étaient possibles : ou considérer l'indigène comme « corvéable à merci » ou régler un maximum de journées de travail. Ce dernier procédé est le seul digne d'un pays civilisé. C'est justement ce qui n'est pas le cas des colonies : le gouvernement peut, et c'est surtout vrai pour les porteurs et piroguiers, avoir besoin immédiatement des indigènes — qu'ils soient ou non occupés à leur culture. C'est bien entendu, cet impôt qui est le plus redouté — celui qui nous aliène le plus vite les indigènes — or, il est à peu près indispensable, pendant les premiers temps de la conquête, pour les besoins militaires du moins.

Enfin, vu son importance nous consacrerons une section au portage.

§ I. *Prestations régulières*

L'Empereur d'Annam, Minh-Mong, réglementa en 1840 la vieille institution de la corvée, avec un maximum de 48 jours par an et interdiction d'employer les corvéables à plus de 5 km. de leur domicile. Généralement très raisonnablement employée, la corvée donna pourtant lieu à de véritables levées en masse. C'est ainsi que 5.000 Cambod-

giens et autant d'Annamites furent employés au creusement du canal de Vinh-Mé, long de 58 km. Ils recevaient par mois 6 ligatures et 30 kg de riz — (1820, sous le règne de Gialong). — De même, les 11.500 indigènes occupés à l'« arroyo chinois » près de Saïgon, et les 1.500 au canal de Vinh-Long. On ne peut savoir les résultats économiques de ces grandes levées, toujours est-il que les salaires étaient élevés et que l'exécution des travaux ne laissait rien à désirer. A notre arrivée la corvée n'était donc pas impopulaire. Aussi nous étions-nous hâtés d'en user, et d'en abuser, pour les premiers besoins de la colonisation.

« On avait rassemblé, dit M. Chaillex-Bert, au Congrès de « Sociologie Coloniale, des milliers d'individus ; ils désertaient en grand nombre. Et comme on s'en étonnait en leur « faisant remarquer qu'ils travaillaient sur leur propre territoire et sans les déplacer ils répondaient :

« Oui, mais vous nous employez à des travaux qui sont « utiles aux Européens, mais pas à nous. Vous construisez « des routes, c'est pour vos voitures, nous n'en avons pas. « Vous les empierrez : cela nous gêne considérablement, car « nous marchons pieds nus ».

Les épidémies ne tardèrent pas à apparaître dans les chantiers, bientôt les révoltes. L'amiral La Grandière tenta une réglementation, fixant à un maximum de 4 par mois les journées de prestation, qui devaient être payées 50 cents chacune.

Mais les insurrections (Vinh-Long) se faisaient en masse. Déjà les déserteurs allaient grossir les rangs des pirates. Enfin la main-d'œuvre était franchement mauvaise. Aussi intervint le décret présidentiel du 10 mai 1881. « De toutes

« les charges publiques, disait ce rapport, la plus onéreuse,
« est sans contredit la corvée. Elle oblige l'ouvrier à quitter
« sa famille et ses intérêts ; elle constitue une entrave au
« développement de l'agriculture.

« En Cochinchine, cet impôt revêt un caractère odieux.
« Par suite de l'organisation sociale du village, le pauvre
« seul y est astreint ; mal nourri, couchant en plein air, tra-
« vaillant dans les marais, le corvéable subit de véritables
« souffrances et presque toujours, une épidémie de chaleur
« force l'Administration à licencier les chantiers ». Mais,
devant la nécessité, on dut rétablir les prestations en Cochinchine par l'arrêté du 30 octobre 1897. De même elles existent au Tonkin (1) (arrêté du 30 juin 1899) et en général dans toute la péninsule mais très réduites, très sagement employées, et rachetables. En Annam (Ordon. Roy. des 15-28 août 1917) : elles sont de 5 journées par an dont 3 rachetables. Pour les Moïs un régime un peu différent existe. Au Cambodge d'après l'Ord. Roy. du 20 sept. 1917, les journées sont rachetées au taux de 3 piastres pour les Cambodgiens, de 6 pour les asiatiques étrangers (2). C'est là que la corvée avait amené des troubles peu après la rétrocession de la province de Battambang pourtant si heureuse d'être rattachée à sa mère patrie. Au Laos fonctionne un régime analogue. A Madagascar, au lendemain même de l'Annexion, le Résident général prit un arrêté solennel proclamant la suppression de l'esclavage (2 septembre 1896). C'était un geste superbe mais qui a coûté bien cher à la

(1) En sont dispensés les indigènes employés dans les concessions des colons.

(2) Nous verrons qu'il existe en outre, au Cambodge, la corvée non limitée.

colonie — et surtout aux Magalches. Nous verrons ultérieurement qu'il y a « esclavage de traite » et « esclavage de case », esclavage par le blanc et esclavage par l'indigène : « Chaque fois, disait un voyageur, à Madagascar que j'ai vu « battre un nègre c'était un blanc qui tenait le fouet. » Quoi qu'il en soit il fallut recourir à ce procédé « simple et facile » de la corvée, comme dit M. Meringhac, pour créer les deux routes reliant Tananarive à la côte.

Il y a peu d'histoires aussi lamentables que celle-ci.

A peine un mois et demi après le salaire arrêté précité, le 26 octobre 1896, la corvée était instituée « moins, a-t-on « dit, pour créer une charge fiscale que pour astreindre au « travail la majorité des indigènes et recruter de force une « main-d'œuvre qui ne se trouvait plus sous le régime de « la liberté ». Mis au point par les arrêtés du 19 janvier et du 8 novembre 1897 le régime était le suivant :

Tous les indigènes mâles de 16 à 60 ans sont astreints à 50 jours de travail par an avec faculté de rachat à partir de 40 ans (1). D'autre part les Hovas ayant un certain nombre « d'honneurs » pouvaient aussi se racheter à un prix variant de 15 à 45 francs. On ne devait pas éloigner les indigènes de plus de 20 km. de leur domicile. Groupés par village les prestataires pouvaient emmener leur famille. Enfin les employés des colons étaient dispensés de travail public, jusqu'à 10 par exploitation et au delà un certain quotient.

La ration alimentaire atteignit 800 gr. de riz avec de la viande deux fois par semaine. Les prestataires touchaient en outre 2 francs par jour. Il y eut d'éclatants abus, et une

(1) En fait, les 50 jours furent rarement atteints.

moralité effrayante (1). Les colons eux-mêmes, à qui ce régime devait fournir indirectement de la main-d'œuvre, s'émurent (2) et le général Galliéni supprima ce système des plus impopulaires. Par le décret du 31 décembre 1900 la corvée était remplacée par une majoration de la taxe personnelle. En somme c'est là où on en vient toujours : majorer l'impôt pour obliger l'indigène à travailler, mais travailler à sa guise. Enfin les Foknolona pouvaient se charger — contre une certaine somme — des travaux publics. Le fait que l'on a pu continuer les travaux sans ce système monstrueux prouve bien qu'il y avait possibilité de s'en passer. Et il semble que le général Galliéni faisait une erreur de psychologie, ou voulait excuser son prédécesseur, quand il affirmait que c'était à l'éducation du travail par ce système qu'il devait de pouvoir recruter sans peine « ces « 1.200 indigènes travaillant volontairement et régulièrement sur les chantiers de l'Etat » (Rapport) (3) et d'admirer « l'empressement des Hovas à se rendre sur les

(1) C'est du moins ce qui ressort de tous les exposés consultés. Seul, M. le Commissaire Sabatier, dans sa thèse *la main-d'œuvre à Madagascar*, affirme qu'il n'y eut en 8 mois que 55 décès pour 40.000 indigènes. Mais ce sont probablement les chiffres officiels et en évacuant les mourants, il y a toujours moyen de s'arranger.

(2) V. infra p. 33 La pétition des colons.

(3) Si l'on en croit M. Valmoir (*Problèmes de colonisation*, Paris, Rivière 1909, p. 82), ces indigènes auraient — en fait — été « réquisitionnés et conduits sous bonne escorte sur les chantiers les plus voisins ». C'est possible — c'est même un système assez souvent employé aux colonies (V. rapport Nouel) — où nous verrons qu'il y a souvent loin de la loi écrite à la loi appliquée. Quoi qu'il en soit, il ne paraît plus — après cet arrêté — y avoir eu d'abus. Les travailleurs, ainsi recrutés, avaient du moins le gros avantage d'être réputés « libres » donc, plus ménagés.

« chantiers et à répondre à l'appel de nos officiers et de nos
« entrepreneurs » (id.).

Cette leçon ne paraît pourtant pas avoir porté tous ses fruits. On lit dans le compte-rendu de la première session de la Commission des Mandats (8 octobre 1921, page 17).

« M. Ormby-Gore signale que, dans un territoire comme
« celui du Tanganyka il y a des tribus indigènes qui con-
« sidèrent qu'il est indigne d'un homme de travailler. Les
« autorités britanniques du Kenya ont dû imposer une
« limite de soixante jours de prestation obligatoire annuel-
« lement qui, de même que quelques mois de travail volon-
« tairement accompli, libèrent l'indigène de toute autre
« obligation de travail dans l'année ».

Devant les résultats précédemment constatés il est permis d'être sceptique sur l'excellence de cette mesure. En fait on dispense toujours des prestations les femmes et les enfants. Pourtant en 1899 le Gouverneur des Comores prit un arrêté contraignant à la corvée les indigènes *des deux sexes* pour la création de routes nouvelles. Cette obligation était d'autant plus mal venue qu'elle s'appliquait en majeure partie à des mahométanes : pour elles, à la contrainte d'un travail considéré comme servil, s'ajoutait l'obligation de se montrer en public le visage découvert. L'effet ne fut pas long à suivre : les îles entrèrent en effervescence et l'arrêté fut rapporté sur le champ.

§ II. *Levées de corvéables sans règlement de garantie pour l'indigène*

Dans les cas précédemment étudiés nous avons toujours vu une garantie donnée à l'indigène sous forme de réglementation limitant le nombre de jours à lui demander et, souvent le périmètre dans lequel on pouvait l'employer. Mais il n'en est pas toujours ainsi. Des pressants travaux publics, d'impérieuses raisons militaires peuvent obliger à une véritable levée en masse d'indigènes. Il y a, surtout dans ce dernier cas, une forme de la réquisition. Comme cette dernière se produit presque exclusivement sous forme de portage — (ou encore de payage) — nous y reviendrons dans le paragraphe consacré à ce point spécial. Signalons encore, dès maintenant, que cette réquisition peut se produire à l'occasion de sinistres publics, tels qu'incendies. Nous trouverons une réglementation visant précisément cet objet au Togo. Il est évident que dans ce cas « *salus populi suprema lex* ».

Mais il y a nettement abus quand on a recours à ces réquisitions pour des travaux publics ordinaires. C'est ce qui arriva au Congo belge.

« La construction de chemins de fer, a failli être compromise par l'effrayante mortalité des travailleurs, réquisitionnés sur place, et n'a été menée à bonne fin que grâce aux engagements libres, d'indigènes sénégalais et soudanais, tant terrassiers qu'ouvriers d'art. »

Cependant la réquisition de tous moyens de transport (animaux, véhicules ou embarcations) ainsi que du per-

sonnel qui en assure la conduite peut avoir lieu *en tout temps* et sans limite au Cambodge (art. 7 de l'arrêté du Gouverneur Général du 26 décembre 1916). De même (art. 1) de toute personne (indigène ou assimilée) non seulement en cas de calamité mais pour le fonctionnement des services publics et même « à titre exceptionnel, pour l'exécution de « travaux publics d'un caractère général et le transport des « matériaux destinés à être employés dans ces travaux « lorsque la main-d'œuvre volontaire fera défaut dans la « région où devra s'exécuter le travail projeté ».

Il arrive naturellement que de pareils procédés soulèvent les populations.

C'est ainsi qu'au Cameroun allemand « après un début « plein de promesses, l'œuvre coloniale subit un temps « d'arrêt, et la sécurité même de la colonie, se trouva com- « promise par l'attitude hostile des Balis et des Bangmas. « Les hommes fournis par les deux tribus de l'intérieur « avaient presque tous péri faute d'une nourriture et de « soins suffisants. Un Européen qui commit l'imprudence, « de retourner chez les Bangmas pour recruter de nouveaux « travailleurs fut mis à mort par représailles. Une expédi- « tion a été envoyée pour venger ce meurtre ; mais les plan- « teurs n'ont plus de travailleurs, et il faudra beaucoup de « temps pour rétablir de bonnes relations entre colons et « indigènes » (1).

Devant ces brillants résultats de la corvée — sous quelque forme qu'elle s'exerce — on comprend ce qu'écrivait le baron de Mandat Grancy après son voyage au Congo belge.

(1) Rapport de M. Nouet sur la corvée au Congrès de Sociologie Coloniale de 1900.

« J'ai toujours soutenu que la race nègre qui a résisté à
« 300 ans de traite sera détruite par 50 ans de philanthropie. »

« La corvée, concluait M. Nouet après le rapport précité,
« la corvée qui semble à première vue une forme de travail
« peu coûteuse est au contraire la plus chère de toutes, car
« aux dépenses peu élevées qu'elle occasionne il est juste
« d'ajouter des frais indirectes considérables tels que l'entre-
« tien d'une force armée qui, sans elle serait inutile. *Elle*
« *tend à faire disparaître le plus important de tous les capi-*
« *taux celui que rien ne peut remplacer pour la culture du*
« *sol : l'homme né dans le pays.* » C'est bien ce dont
s'étaient rendu compte les 51 colons qui adressèrent le
15 janvier 1900 au général Galliéri la pétition suivante :

« Monsieur le Gouverneur,

« Vous êtes, comme nous tous, au courant de la mortalité
« effrayante qui frappe les prestataires employés à la cons-
« truction des routes de Tananarive-Tamatave, Tananarive-
« Majunga. Elle a atteint dans ces deux derniers mois une
« proportion si grande, qu'on peut prévoir à brève échéance
« que la population, même la plus valide des hauts pla-
« teaux sera tellement réduite, que les colons ne pourront
« plus rien entreprendre. »

« C'est précisément, continue M. Nouet, dans les pays
« insuffisamment peuplés (1) que la corvée est pernicieuse.
« Moins il y a d'indigènes et plus il est nécessaire de les
« faire venir de loin sur les chantiers ou sur les chemins

(1) Là justement où on sera le plus porté à en user.

« suivis par les convois ; cet éloignement de leurs foyers
« augmente leur souffrance et leur mortalité, leur répu-
« gnance à obéir à la réquisition, leur désir de s'y soustraire
« par la fuite ou la révolte. »

§. III. *Le Portage*

« Le portage est certainement le plus
« mauvais emploi du travail humain. »
Général MANGIN.

Le portage qui tient une place si considérable dans la vie de l'indigène, est, pour lui, si redoutable et si redouté, ses conséquences sont si nombreuses et si pénibles, qu'il méritait une place spéciale dans notre exposé.

Il a été et sera encore longtemps pour nous une nécessité absolue. Là où ne passe aucune voie ferrée, aucune rivière (1), là où l'animal de bât est tué par la tsé-tsé, par les vagues pistes, qui zèbrent la brousse, passe l'homme. Bien souvent, et dans toutes les possessions européennes, le portage a donné lieu à des abus criants, justifiant les critiques les plus acerbes, parfois même provoquant des interventions étrangères, généralement intéressées d'ailleurs et explicables par de tous autres motifs que l'humanité pure, — que celui qui est sans tache jette la première pierre !...

C'est en effet une obligation absolue qu'au lendemain même de la conquête que tant de charge de vivres, de munitions, montent par mois de la côte au Tchad, dans

(1) Et là encore, le piroguage a donné lieu à des abus identiques, mais la chaloupe à vapeur le remplace le plus souvent à brève échéance.

l'Oubanghi, à Fort-Grampel, sur le Gribinghi, à Fort-Lamy sur le Chari, ou bien encore dans le Haut-Tonkin et le Laos.

Il faut donc avant d'accuser tenir compte des circonstances et des obligations de chacun et savoir accepter ce qui est inévitable, mais cela seulement. Or nous devons confesser que nous avons en divers pays méconnu ces règles élémentaires où l'humanité se concilie à la bonne politique. Nous ne sommes certes pas les seuls, mais ce n'est pas là une excuse.

Que les indigènes refusent le travail, — occupation dans leurs cultures, ou paresse, crainte d'un trop long voyage, d'une trop longue absence — et l'administrateur sera obligé de réquisitionner « manu militari » des porteurs. On a vu, en Afrique Equatoriale des noirs se sauver, se cacher dans la brousse et dans les marécages. On a vu des chefs blancs exaspérés se saisir des femmes, des enfants et des infirmes, dans des camps d'otages afin de déterminer pères, frères et maris à mettre les charges sur leur dos. Si en Afrique noire les abus ont été les plus fréquents, nos conquêtes en Indo-Chine ne sont pas sans souvenirs pénibles à cet égard (1). On devine quels peuvent être les conséquences de pareils actes : haine, fuite, chaque fois qu'il est possible, déchéance physique de la race.

(1) Le Haut Tonkin a été dépeuplé le long de toutes les voies stratégiques, par la corvée de portage exigée en toute saison. Elle n'était pas rachetable et dépassait un mois. Exigée pour les besoins militaires, elle intervenait aux moments les moins opportuns. Certains villages firent la dépense d'animaux de bât pour se décharger souvent de la besogne. On ne peut donc que s'étonner du fait que le gouvernement n'ait pas eu lui-même recours à ce procédé de préférence au portage.

Nous ne manquerons pas de trouver de nombreux exemples du portage, et de ses résultats, dans la seconde partie de cet exposé. Citons cependant dès maintenant l'explorateur Foureau : (entre le Gribanghi et l'Oubanghi).
« A chaque marigot traversé on trouve les restes de villages autrefois florissants où poussent encore, dans la brousse des papayers, du manioc, de la canne à sucre, du coton, des bananiers. *C'est le portage humain qui est la cause de la disparition de la population* : les habitants redoutant le recrutement pour le portage ont fui en dehors du chemin. »

Le portage sévit tellement dans cette région de l'A. E. F. que des révoltes éclatèrent. En même temps qu'on les réprimait un arrêté du Commissaire Général (2 décembre 1904) supprimait le portage réquisitionné entre Fort-Sibut et Fort-Crampell. Pour le remplacer on prévoyait un corps de porteurs professionnels. Cette institution, si elle avait réussi, ayant eu un intérêt général, nous l'étudierons dès maintenant. Les 500 porteurs professionnels, munis de livret, recevaient 0 fr. 30 d'indemnité de nourriture, par jour et 12 francs par mois de traitement. Malheureusement les Loangos engagés ne trouvèrent guère à se nourrir et devinrent rapidement indisponibles par maladie.

Puisque le portage professionnel n'a pu réussir, du moins convient-il de réglementer l'indispensable réquisition, surtout quand elle est faite au profit de traitants. Il y a d'ailleurs, intérêt général à réserver la réquisition au gouvernement et à son seul usage. La réglementation portera sur la limite maxima des charges, la longueur maxima de l'étape, et même, et surtout peut être, le rayon dans lequel on a le

droit de déplacer l'indigène. C'est dans ce sens que le gouvernement a pris ses mesures.

En effet rien n'est aussi odieux pour l'indigène en général, et le noir en particulier (1), car il est très attaché à sa case, que les déplacements l'entraînant loin de son village. Physiquement cela l'épuise, moralement cela le déprime, économiquement cela l'oblige à délaisser ses cultures, politiquement cela porte une atteinte sensible à la natalité.

Voici d'ailleurs encore une fois ce que dit M. Foureau :

« Ce qui effraie surtout les noirs de la région, et du reste
« tous les indigènes des pays à portage, c'est le portage loin-
« tain, celui qui consiste à recruter des hommes en un point
« et à les garder durant des centaines de kilomètres. Du
« jour où l'on aura le soin de n'employer les nègres que de
« village en village, c'est-à-dire pendant 20 ou 30 km., ils
« ne seront plus aussi réfractaires et ne désertent plus
« leurs cases. Là est la solution du problème en attendant
« que l'on ait supprimé complètement ce barbare moyen de
« transport qui anéantit chaque année des populations
« entières sur le sol africain, et qu'on l'ait remplacé par
« des animaux ou par une voie ferrée même à traction
« d'animaux, sur les points à grand transit ou à grand
« trafic » (2). (Mission Foureau-Lamy, d'Alger au Congo,
par le Tchad, Paris 1902, p. 780-781).

(1) « Si Vouzet et Chanoine furent massacrés par leurs tirailleurs, ce n'est pas que ceux-ci se fussent rendu compte du crime de leurs chefs, mais que ces derniers leur avaient dit qu'ils ne reverraient plus jamais leur village. » (C. Hubert.)

(2) Plus simplement maintenant par de bonnes et larges pistes, susceptibles de laisser circuler l'automobile.

CHAPITRE V

Le Service du Travail obligatoire

La loi bulgare prévoit deux ans de travaux publics obligatoires pour tous les citoyens valides. Il y a là une prestation faite une fois pour toute.

M. Albert Thomas qui rapportait ce fait à la Commission des Mandats (séance du 7 octobre 1921) suggérait l'idée d'employer ce système aux colonies.

Ce n'est pas la première fois que cette question était agitée. Dès les premières éditions de son livre sur la Colonisation, M. Leroy-Beaulieu combattait énergiquement « ce « système ingénieux qui masque l'iniquité du procédé. On « pourrait dire, par exemple, que de même qu'un blanc « habitant le continent de l'Europe est assujéti à deux ou « trois années de service militaire, et une fois ce temps « accompli à plusieurs périodes successives de 28 jours ou « de 13 jours de même service, ainsi on pourrait imposer « aux noirs adultes de pareilles durées de travail soit sur les « chantiers publics, soit sur des chantiers privés déter- « minés » (op. cit. p. 593, T. II).

Il est certain que l'assimilation du sujet français au citoyen français, devant les charges est une parfaite iniquité. Mais, du moment où le service militaire est maintenant obligatoire dans la plupart de nos colonies on comprend fort bien la proposition de M. G. Barthélemy de soumettre au *service du travail* les indigènes inaptes au service armé et cependant

aptes à travailler. Cette proposition ayant été faite spécialement pour l'A. O. F. nous y reviendrons dans la deuxième partie de cet ouvrage.

Disons cependant de suite que cette solution paraît avantageuse pour le gouvernement, comme pour l'indigène. D'une part il est préférable pour le travail d'avoir une main-d'œuvre de longue haleine, plutôt qu'une succession de prestataires, d'autre part on peut mieux organiser dans ce cas les logements, les soins, etc... Le tout est de savoir comment les indigènes accepteraient cette mesure, dont ne devrait, à notre avis, bénéficier que l'Etat.

On ne peut le dire car, à notre connaissance du moins, aucune tentative de ce genre n'a été faite dans les colonies. Les longues prestations en Indo-Chine et à Madagascar ont donné de bien piètres résultats. Mais encore une fois, on pourrait avoir, s'il s'agissait d'ouvriers fixes, une meilleure organisation.

Il paraît d'ailleurs, et c'est l'avis de M. d'Andrade, que si le noir n'aime guère, le plus souvent, travailler la terre, il s'offre volontiers pour les travaux des mines ou des chemins de fer.

Enfin on a l'expérience du service militaire obligatoire qui a, somme toute, été assez bien accepté. Il est évidemment toujours dangereux de prendre une si formidable initiative. Mais ce ne peut pourtant être qu'ainsi que les progrès se réalisent.

APPENDICE A

Emploi des condamnés pour l'exécution des Travaux publics

« En principe, il vaut toujours mieux faire exécuter une
« corvée à l'indigène que de lui infliger une amende. Aux
« Colonies la main-d'œuvre manque presque toujours, mais
« les travaux malsains et pénibles à exécuter ne manquent
« jamais. Cependant comme il faut que ces travaux se
« fassent, mieux vaut les infliger à des coupables à titre de
« châtiment que d'y employer les habitants honnêtes. »

(Congrès international de Sociologie coloniale 1900.
M. Girault).

Financièrement l'Etat a tout à gagner à utiliser ses détenus. D'ailleurs l'insolvabilité de l'indigène rend inquiétant le problème de la perception des amendes.

Le système de la rédemption des condamnés par le travail est tout à fait séduisant en théorie et tout à fait discutable en pratique. Sans approfondir cette matière, sujette à tant de discussions, notons qu'il est bon, surtout pour des populations primitives, que la peine ait un puissant effet préventif; or, l'indigène considère trop souvent, comme disait un magistrat colonial portugais, (Congrès précité), la prison comme un « idéal ». Et ce n'est pas là une opinion isolée, tous les coloniaux que l'on peut interroger sur la matière, sont de cet avis.

Aussi a-t-on répandu le système du travail des condamnés dans les colonies; malheureusement, les méfaits d'une

trop rapide « assimilation », sévissent chez nous et l'usage de notre Code pénal trop peu modifié, ne permet guère d'employer à cet effet que les condamnés à la peine des Travaux Forcés.

Quelques essais assez réussis de défrichement des terres domaniales par les prisonniers algériens ont été tentés à Levaches (Alger), Lacroix (Constantine), Berroughia (près de Médéah). Ils ont généralement réussi ; mais au lieu de vendre les terres ainsi mises en valeur, on maintient dans ce dernier établissement des détenus, et le gouvernement a ainsi « transformé ses 1.200 prisonniers en tranquilles pasteurs « ou viticulteurs » (Babled).

La Tunisie a procédé de même à Bordg-Tota (2.400 hectares). Installés en 1891, les 260 détenus avaient en 5 ans, terminé tous les Travaux Publics du centre et défriché 1.200 hectares. Ils cédèrent la place en 1902, aux colons pour entreprendre la même besogne dans l'olivaie abandonnée de Djebel-Djouggas, cependant que certains de leurs « collègues » construisaient pistes et routes (Porto-Farina à Bizerte avec embranchement sur Tunis), ou travaillaient aux salines.

L'arrêté du 12 juillet 1891 prévoit que les Indo-Chinois internés à Poulo-Condore, peuvent être transportés sur un point quelconque du Gouvernement Général, pour y être employés aux Travaux Publics. Le Gouverneur Général de Madagascar avait demandé, en 1903, au Gouvernement de l'Indo-Chine de lui envoyer 2.000 forçats, ce qui lui fut refusé, la transportation constituant une aggravation de peine non prévue alors par le Code pénal indigène. Nous verrons que, depuis, pareil accord a été passé avec

l'A. E. F. L'arrêté du 1^{er} mars 1898, du Tonkin, prévoit l'emploi des indigènes détenus dans les prisons, pour Travaux Publics, sous la surveillance de miliciens indigènes.

En Cochinchine, même chose, (Arrêté local du 3 avril 1897), pour les indigènes et asiatiques condamnés aux Travaux Forcés où à la réclusion. Madagascar a toujours employé ses détenus pour les Travaux Publics, le dernier texte sur la matière est l'arrêté du 27 juillet 1921 (J. O. de Madagascar du 6 août), prévoyant des camps de prisonniers employés aux Travaux Publics; enfin nous verrons que les engagés déserteurs ou non pourvus de livrets, étaient condamnés à exécuter une peine sur les chantiers de l'Etat.

Cet emploi est on le voit assez général dans nos colonies. Il paraît pourtant regrettable qu'il n'ait pas été étendu jusqu'aux peines de simple police, en évitant bien entendu de soumettre alors l'indigène à des travaux malsains. C'est ce que les hollandais ont fait (1) dans leurs Indes où l'on distingue :

1° Les Travaux Forcés « dans la chaîne ».

Les condamnés mâles ayant un anneau de fer autour du cou ; cette peine équivaut à la réclusion ;

2° Les Travaux Forcés « sans chaîne » ;

3° Les Travaux Forcés pour peine de simple police ne dépassant pas trois mois.

Ce qu'il y a de mieux, c'est que cette réglementation a été faite dans l'intérêt de l'indigène dont la mortalité croissait d'une façon inquiétante quand il était interné.

(1) Les Anglais les ont à peu près suivi (voir les documents annexes).

Voici donc un autre avantage que nous n'avions pas examiné. Notons qu'il est inconciliable avec l'emploi du détenu à des travaux malsains, travaux qu'il faudrait réserver aux grands condamnés.

APPENDICE B

Recrutement par l'intermédiaire du Chef

Il était de tradition, surtout en Afrique, que l'administration ou les particuliers en quête de main-d'œuvre, s'adressent au chef de village. Nous verrons dans l'étude spéciale sur l'A. O. F. que celui-ci jouait, au point de vue du « droit » indigène, le rôle de loueur — qui lui était reconnu — l'opération s'analysant par un louage de personne qui n'a plus rien d'équivalent chez nous.

Ce système a été très vanté. (V. Almada de Neigreros, *la Main-d'œuvre aux Colonies*). Il a été et est encore employé un peu partout, mais la tendance générale est de le réserver à l'usage de l'Etat. Seul, en effet, celui-ci apporte les garanties nécessaires à l'indigène.

Car il n'y a pas à se leurrer, de quelque façon qu'on l'analyse juridiquement, en fait, c'est un mode de contrainte.

M. Anton demandait en effet à M. Diderich, qui soutenait ce système à la session de Bruxelles de l'Institut Colonial International :

« Comment le chef indigène faisait-il vis-à-vis de ses

« sujets ? » — « Je l'ignore. » — « C'est précisément ce qu'il
« serait intéressant de savoir. Il n'y a peut-être pas toujours
« là, application de la liberté du travail ».

Il est de fait assez spécieux de faire malmenier l'indigène
par son chef et de dire ensuite qu'on respecte la liberté du
travail.

On n'emploie donc plus guère ce procédé, que dans l'inté-
rêt public, en remplacement de la corvée (1).

Il est en effet préférable, car cela entre dans les mœurs de
l'indigène.

Il est d'ailleurs inutile de nous étendre plus longuement
sur ce système qui tiendra une assez longue place, dans
nos études sur l'Afrique Centrale Française.

(1) L'article 21 § 1 de l'ordonnance sur le travail de 1911, en Rhodésie
Méridionale, interdit l'intermédiaire du chef dans les contrats privés de main-
d'œuvre.

L'ordonnance du Gouverneur de la Nigérie Méridionale du 6 février 1913,
oblige l'engagé à avoir l'autorisation de son chef (art. 2). Cependant, l'art. 15,
considère comme nul — vis-à-vis de l'employeur — les contrats conclus sous
l'influence d'une... « intimidation ou contrainte ». L'ordonnance ne parle
d'ailleurs pas de contrat collectif par l'intermédiaire du chef. Doit-on consi-
dérer l'influence du chef comme rentrant dans l'énumération de l'art. 15 ?

Le règlement royal sur le recrutement et l'emploi des Néo-Hebridais par
les sujets britanniques, paraît, au contraire, écarter nettement le contrat, par
l'intermédiaire du chef, puisqu'il décide :

Art. 10. — Nul sujet britannique ne « pourra employer un indigène, ni
« comme recruteur, ni pour la besogne active du recrutement des travailleurs
« indigènes ».

D'ailleurs, la plupart des règlements britanniques sur la matière, prévoyant
que non seulement le recruteur, mais encore ceux dont il se servira, devront
être porteurs d'une licence, il paraît évident que toute participation patente
du chef indigène sera écartée.

DEUXIÈME SECTION

L'OBLIGATION AU TRAVAIL PRIVÉ

La justification théorique de ce système est que le colon travaille dans l'intérêt final de la Colonie. Ne nous leurrions pas, ce qu'il cherche c'est son intérêt et il le cherche très âprement : si on le laissait faire, il saignerait le pays à blanc. Ce mode d'exploitation à outrance, a en effet toujours été celui mis en action là où le gouvernement n'a pas sagement servi de balancier.

« Je crains, disait M. Doumer, alors Gouverneur Général de l'Indo-Chine, de ne pouvoir jamais satisfaire les colons européens, car leurs desiderata ne tendent rien moins qu'à l'établissement sous une forme indirecte de servage indigène ce que je trouve à la fois immoral et dangereux pour notre domination en Indo-Chine ».

Nous allons passer en revue les procédés par lesquels les gouvernements — moins sages que M. Doumer — ont eux-mêmes mis les indigènes à la disposition des particuliers, ou permis, par leurs lois qu'il en soit ainsi.

Éliminons d'abord le contrat collectif par l'intermédiaire du chef de village, nous avons vu qu'il n'existe plus au pro-

fit du colon, en général, et nous étudierons les cas particuliers en leur lieu.

D'abord le procédé le plus sinistrement célèbre, *l'esclavage*. Bien qu'il n'existe plus, sous sa forme généralement connue, il a été si fameux, il a laissé tant de traces encore que nous ne pouvons le taire.

Puis, le servage, l'obligation pour l'indigène de s'engager (livrets) et enfin l'obligation sanctionnée pénalement, de rester soumis au contrat librement souscrit.

CHAPITRE PREMIER

L'Esclavage

§ I. *L'Esclavage de traite*

« L'esclavage des nègres, dit Roscher, a son côté économique brillant. L'injustice sociale de l'esclavage a fait « perdre de vue ses avantages économiques. » Empressons-nous de dire que cet avantage de l'esclavage n'existait que là où le travail libre ne pouvait lutter contre lui. On sait en effet, et depuis Rome, combien peu le travail servile donne de produits nets. C'est que l'appât stimulant, le gain, n'existe pas. Il est vrai que le fouet voulait être le stimulant inverse. Quoi qu'il en soit, et selon les calculs de J.-B. Say, un esclave coûtait aux Antilles 500 francs par an (entretien et amortissement du prix d'achat), tandis qu'un manœuvre blanc se payait 1.800. A supposer que celui-ci travaille deux

fois plus, et mieux, il y avait encore avantage immédiat et profit brut pour le maître à user d'esclaves.

Mais en restant dans le domaine économique, « le grand
« inconvénient de l'esclavage et cette immobilité de la cul-
« ture, c'est cette absence de rotation, c'est la fabrication à
« outrance et sans mesure d'un seul produit, qui épuise la
« terre, qui expose à des crises fréquentes et qui condamne,
« en fin de compte, les colonies à esclaves, à une décadence
« rapide et à une liquidation longue et pleine d'angoisse ».
(Leroy-Beaulieu. Op. cit., p. 572, T. II de la 6^e édit.).

• Et ce n'est pas tout.

« On est surpris, dit M. Gaine, un témoin oculaire, de
« voir des centaines d'esclaves, des troupeaux de mulets
« et des bœufs qui cultivent quelquefois moins de 50 hec-
« tares et font valoir un domaine que cultiveraient en France
« quelques valets de ferme et une demi-douzaine de
« chevaux. Pourquoi laissez-vous la moitié de la terre en
« jachère ? demandait-on au gérant d'une habitation. — Ce
« sont les bras qui manquent ». « C'est-à-dire que vous
« manquez d'une herse, d'une houe à cheval, d'une charrue
« à deux versants et d'un peu de force de volonté pour faire
« adopter à vos esclaves ces instruments dont la valeur est
« en France, de 280 francs » (1) (2).

Mais, dira-t-on, il est indéniable que l'émancipation des esclaves — si juste soit-elle — ait porté à nos vieilles colonies un coup dont elles ne se sont point relevées.

(1) *Revue Coloniale* 1847. T. XI, p. 140.

(2) « La charrue que les premiers colons français avaient apportée aux Antilles, disparut quand la traite eut été autorisée. » (J. Duval. *Les Colonies et la Politique coloniale*, p. 154).

« Comme Maurice, l'île Bourbon subit à peine un léger
« temps d'arrêt : les coolies lui arrivèrent des Indes (1), elle
« fit venir de machines de France et la prospérité reprit bien-
« tôt dans des proportions inattendues. » Cette assertion de
M. Leroy-Beaulieu paraît d'ailleurs un peu exagérée. Il n'en
demeure pas moins vrai que la crise traversée par nos vieilles
colonies après 48 doit surtout être imputée à l'apathie des
planteurs. Satisfaits des revenus que leur procuraient leurs
terres avec un mode barbare de culture, ils se laissèrent
surprendre, par l'émancipation.

On reconnaît donc maintenant d'une façon très générale,
que l'esclavage est, non seulement au point de vue moral,
mais économique, un mode grossier d'exploitation.

On ne pouvait enfin, et c'est le dernier point de vue qui
nous intéresse, on ne pouvait enfin attendre que l'escla-
vage donnât beaucoup aux nègres le goût du travail.

De fait, dès l'émancipation, la plupart retournèrent aux
cultures vivrières, aspirant juste à se suffire à eux-mêmes.
Il ne faut pourtant pas passer sous silence que Haïti conti-
nue, quelque déplorable que soit son état politique, à expor-
ter des denrées coloniales en quantités imposantes, ni que
dans nos vieilles colonies on vit parfois les noirs s'associer
pour racheter des exploitations sucrières. Cependant, très
généralement le noir émancipé est hostile au travail de la
terre, qu'il soit citoyen américain, libérien ou Français.

« Le Conseil général de la Guadeloupe avait décidé, sur
« l'initiative d'un de ses membres, que l'enseignement agri-

(1) Il en fut de même dans les autres vieilles colonies.

(2) Rappelons que M. Reclus estime à 20 millions les noirs périés pendant
le seul transport.

« cole serait adjoint aux cours des écoles primaires de la
« Colonie. Aussitôt que cette décision fut mise à exécu-
« tion des protestations violentes s'élevèrent de la part des
« familles de couleur, elles menacèrent de retirer leurs en-
« fants des écoles en déclarant qu'elles les y mettaient pour
« apprendre à lire et à écrire, mais non pour « manier la
« houe » et le Conseil Général ne fut plus réélu. » (Du-
pincé. Rapport sur la main-d'œuvre dans les Colonies Fran-
çaises. *Revue Coloniale*). Evidemment les noirs voyaient dans
ce « travail à la houe », quelque chose du travail servile.

§ II. *L'Esclavage de case*

L'esclavage, disions-nous, est à tous points de vue une ins-
titution primitive. Aussi le trouvons-nous encore en fait,
chez les indigènes de la plupart de nos colonies. Pour eux,
« le but de l'existence doit être de défendre la vie indivi-
« duelle ou collective menacée, par le seul moyen que les
« primitifs puissent concevoir : le travail multiplié — et gas-
« pillé — des individus ». (Rapport sur le Cameroun pour
1921).

On trouve donc encore les « captifs de case », vivant à
côté de la famille indigène, agrégés à elle, à titre d'auxi-
liaires subalternes. Il est certes quelques peuples qui n'ont
pas d'esclaves, tels les sauvages et laborieux Lobi, tels les
guerriers Fang, mais ce sont là des exceptions.

La raison première de l'esclavage est moins la cruauté
de l'homme que son horreur pour le travail ; sa légitimation

économique réside en ce que l'Etat agricole et industriel du pays est fort peu avancé, que le machinisme est encore inconnu, que les animaux domestiques manquent le plus souvent, alors que la guerre de tribu à tribu fournissait une main-d'œuvre abondante et intelligente. Néanmoins nous avons vu qu'il y a là un calcul faux.

Actuellement, où nous avons pacifié le pays, les esclaves de case ne sont guère que les descendants des captifs de guerre ou « esclaves premiers » (1). Nés d'unions contractées avec d'autres esclaves dans la maison du maître, ils seront dits chez les bambaras « esclaves enfantés dans la maison ». Et ainsi de génération en génération, car le captif de case, est inaliénable. Comme l'esclave premier, il n'est pas la chose individuelle du maître, il fait partie du bien collectif de la famille, plus encore, il participe à cette propriété collective à condition de demeurer serf. En de semblables conditions n'apparaît-il pas que ces gens nés sur un territoire qu'ils ne sauraient considérer autrement que comme leur propre patrie, qui souvent y vivent depuis des générations, qui jouissent de tous les privilèges extérieurs accordés aux hommes libres ne sont point « des esclaves » et à peine des « serfs », ils sont plutôt comparables à cette plèbe romaine, et sont à proprement parler des « clients » vivants autant en parasites qu'en domestiques. « Ce ne sont point des étrangers, ils forment la masse de la population. Il en est souvent d'influents dans la famille », comme ces affranchis romains; on en rencontre chef de village; on en a vu usur-

(1) Une autre source, prohibée celle-ci, est la mise en gage pour dette. Nous en verrons d'abondantes applications dans la 2^e partie.

per le trône des puissants Keïta et s'y maintenir avec gloire. Comment auraient-ils le désir de quitter le groupe familial dans lequel ils vivent ? où généralement ils sont bien traités ? Le pays de leurs ancêtres : ils ne le connaissent pas, et si par hasard ils s'y présentaient, ils y seraient reçus en étrangers. Enfin, le captif de case est assuré du lendemain, puisqu'il fait partie de la maison, que son seigneur doit le loger et le nourrir. Cette protection dans la lutte contre l'existence convient à son caractère indolent ; il vit effacé, satisfait de son sort et n'en concevant pas d'autre.

On comprend donc l'erreur de notre gouvernement se hâtant de proclamer l'émancipation générale. Partout où il agit ainsi — et c'est hélas ! presque dans toutes nos possessions — il en est résulté une profonde perturbation dans la société indigène. Le maître était privé de sa main-d'œuvre, l'esclave désorienté ne savait que devenir, sinon un vagabond. Heureusement, la plupart insensibles aux « principes de 89 », préférèrent-ils rester dans leur situation dépendante, mais sûre.

Nous devons donc laisser mourrir de lui-même l'esclavage de case, sans rien faire pour le maintenir, sans rien faire pour précipiter sa chute. Mieux vaut, puisqu'il n'a rien de choquant pour la morale, ne pas compromettre par de pompeuses « déclarations » la sécurité économique et politique de nos possessions (2).

(1) Ordonnance royale Cambodgienne du 11 juillet 1897. Arrêté du Résident Sup. du 2 septembre 1896. A. E. F. et A. O. F. décret du 12 décembre 1905, etc.

(2) C'est cette solution — adoptée par les pratiques Anglais — et à laquelle nous nous sommes enfin ralliés que préconisait l'Institut de Droit International. — Décembre 1888. Session de Lausanne.

CHAPITRE II

Le Servage

C'est en Nouvelle-Calédonie qu'on le trouve encore sous sa forme la plus caractéristique. Des engagements forcés sont imposés aux travailleurs canaques. Par la seule volonté des chefs indigènes ils peuvent devenir perpétuels et héréditaires (ce qui est bien le caractère propre du « colonat ») « les enfants dès l'âge de 10 ans sont alors attachés au service personnel des colons et deviennent simples serfs à 15 ans. Ils ont pour compenser ces obligations une concession de terre en propriété révocable au cas où ils changeraient de résidence, une ration de riz pendant l'exécution du travail et un salaire déterminé » (1). Si nous ajoutons que nous « parquons » les tribus indigènes, on voit que nous n'avons rien à envier dans notre seule colonie de peuplement à la façon dont les Anglo-Saxons agissent en pareils cas.

Serait-ce une loi fatale, une application du darwinisme, que cette extermination des indigènes au profit des colons ? (1).

Le contrat de Khamessa que nous voyons fonctionner au Maghreb (presque uniquement en Tunisie) lie également le métayer par une sorte de colonage, mais bien plus doux et non héréditaire. Il tire d'ailleurs sa source d'une dette anté-

(1) Bry et Perrault, *Lois du travail industriel*, p. 507.

(1) Colon dans le sens étymologique.

rieure au contrat : le Khamès s'engage pour la payer, le contrat de métayage garantissant sur sa part future le remboursement : par conséquent s'il rompt son engagement il s'engage à être « contraint par corps » à la demande du propriétaire. « La classe des Khamès se recrutant parmi les « agriculteurs endettés, l'augmentation ou la diminution de « leur nombre indique le degré de prospérité ou de crise de « l'agriculture à une époque déterminée. Aussi le contrat « de Khamessa tend à se raréfier depuis l'établissement du « protectorat français et le développement des institutions « de prévoyance et de crédit agricole » (Babled).

C'est partiellement ce qui explique sa disparition en Algérie. Il faut ajouter aussi que la loi n'édicte aucune contrainte contre le Khamès déserteur.

Le servage va partout en disparaissant ; nous avons supprimé ce qui pouvait y ressembler aux Comores (1).

Selon le Colonel Meynier il subsisterait encore, ou plutôt un esclavage déguisé, dans les colonies portugaises d'Afrique. Mais il nous a été impossible d'en trouver la confirmation dans aucun document. C'est ainsi que les nombreux rapports présentés au Congrès de Sociologie coloniale de 1900 célébrèrent à l'envi et en termes vraiment dithyrambiques, le bonheur d'être sujet colonial portugais (1).

(1) Babled. *Mouvement de la Législation Coloniale*, p. 216.

(2) Décret du 18 mars 1907.

(1) Les documents postérieurs sur la question font défaut, les indigènes étant apparemment soumis pour les contrats de travail au Code civil portugais. V. *infra* au Chapitre IV.

CHAPITRE III

Travail forcé et Travail obligatoire

La commission des mandats de la Société des Nations n'a pas proscrit formellement le travail forcé aux colonies non plus que le Bureau international du Travail, qui n'avait d'ailleurs que des avis, non des ordres à donner.

Néanmoins l'un comme l'autre de ces deux organes de la Société des Nations lui sont nettement hostiles. On peut s'en rendre compte par le seul texte des questions posées aux puissances mandataires (1). On peut aussi s'en rendre compte par la conversation qui eut lieu entre M. A. Thomas, du Bureau International du Travail et des Membres de la Commission des mandats (séance du 7 octobre 1921).

L'un de ceux-ci, M. Fereire d'Andrade, faisait à ce sujet une distinction, qui paraît des plus intéressantes, entre le travail *forcé* et le travail *obligatoire*.

Le premier, qu'il voulait bannir sauf pour les prestations et en cas de calamité publique, consistait à réquisitionner l'indigène pour telle besogne déterminée. De l'autre au contraire il était partisan ; c'est-à-dire qu'à ces yeux l'indigène n'a pas le droit de ne pas travailler, mais qu'il demeure parfaitement libre de choisir et son occupation et son maître.

Suivant M. d'Andrade dans cette classification si claire et si logique, nous étudierons l'une après l'autre ces deux formes de contrainte employées au bénéfice du colon.

(1) Voir *infra*. Textes et documents, pièce n°...

Le travail forcé a été institué par l'Union de l'Afrique du Sud dans le Sud-Ouest Africain dont elle a le mandat (1).

Nous le trouvons encore dans notre colonie de la Nouvelle-Calédonie. L'arrêté du gouverneur du 4 janvier 1917, prévoit que, pendant les quatre mois nécessaires :

« Des indigènes loyaltiens ou néo-calédoniens pourront
« être mis, chaque année, dans la mesure du possible, à la
« disposition des colons de l'intérieur en vue d'être affectés
« exclusivement à la récolte du café, du coton, ou de toute
« autre culture similaire ainsi qu'à la cueillette des feuilles
« de niaouli » (art. 1).

C'est l'administration qui les procure aux colons. Mais comment les recrute-t-elle ? Il paraît évident qu'il y a là encore application du travail forcé.

A Madagascar enfin, des prestataires furent jadis loués aux colons.

Cette forme de travail est nettement incompatible avec la plus élémentaire justice. On peut prétendre la justifier en disant qu'on ne l'accorde qu'à des entreprises privées mais présentant un intérêt général. Ce n'est certes pas le cas des deux exemples précités où il s'agit d'une part d'exploitation de diamants, d'autre part de plantations. Ou bien alors on arrive à dire que toute entreprise privée est utile à la communauté, ce qui est d'ailleurs vrai mais fait disparaître la dernière garantie que l'on prétend assurer à l'indigène.

D'ailleurs même à supposer qu'on limite strictement le travail forcé à des entreprises de caractère nettement public

(1) Report of the administration of the S. W. A. for the year 1919 presented to both Houses of Parliament (1920 Cape town).

Id., for the year 1920, *id.*

(constructions de chemin de fer par exemple) on n'évitera pas des troubles dans la population indigène.

« M. Ormsby-Gore signale que dans quelques territoires
« non mandatés certaines compagnies de développement de
« caractère privé, ayant obtenu du gouvernement l'autori-
« sation de recruter, fut-ce par obligation, un personnel de
« travailleurs pour des travaux semblant être d'intérêt général, des troubles s'étaient produits » (1).

Ceci nous amène à parler des grandes compagnies de colonisation, ou, plus généralement de toute entreprise privée à qui l'Etat « afferme », si l'on peut dire, tout ou partie de sa puissance publique.

Dans les colonies françaises cependant, ces compagnies ne sont guère dotées que d'un monopole d'exploitation. Toutefois quand, ce qui est fréquent, leur cahier de charge leur impose la construction de travaux publics, l'administration leur procure couramment des travailleurs par le moyen du contrat collectif.

C'étaient autrefois elles qui, le plus souvent percevaient l'impôt, ou plus exactement payaient une taxe pour chacun de leurs engagés, ceux-ci étant dispensés de toute imposition vis-à-vis de l'Etat. Mais là encore il n'y avait rien d'exceptionnel et il en était de même pour le moindre colon.

Le seul exemple où, dans les possessions françaises un particulier eut la ferme des impôts non seulement en espèce, mais encore des « impôts-travail » (1) se trouve en Indo-Chine (2).

(1) Commission des mandats, 1^{re} Session 4 au 8 octobre 1921, p. 16.

(1) Comme disaient les Allemands au Togo.

(2) Où d'ailleurs, l'affermage des impôts en espèce fut chose courante.

Le gouvernement concède à un colon un vaste domaine, sous condition que celui-ci le mettra en valeur par « métayage collectif ». Le planteur recrute donc des indigènes, avec leur famille, les installe en un village, fait pour eux l'avance de l'impôt, leur fournit semences et instruments. Par contre l'engagé se trouve réduit à la condition d'un véritable serf, avec d'ailleurs les avantages du colonat : le contrat est illimité et il ne peut être chassé de sa terre tant qu'il paie la redevance prévue. Mais aussi, en dehors des soins qu'il doit apporter à sa terre il est tenu *envers le colon* d'un certain nombre de jours de travail pour la culture du domaine propre de celui-ci et pour la constructions des travaux publics qui, d'après le cahier des charges, doivent être établis dans la concession. D'ailleurs comme la loi ne donnait au concessionnaire que des sanctions civiles pour maintenir le métayer dans son domaine comme, d'autre part, le gouvernement se mettait à créer des centres pour les indigènes, et à des conditions plus avantageuses, le métayage collectif ne tarda pas à décliner (1).

Et il ne faut pas s'en plaindre : l'indigène, donc la colonie, n'a rien à gagner à se trouver en présence d'un colon, avant tout acharné à son propre intérêt, armé de pouvoirs discrétionnaire (2).

*
* *

Le travail obligatoire, au sens où l'entend M. d'Andrade a fonctionné à Madagascar. Et son histoire, celle des

(1) Babled. Mouvement de la Législation Coloniale.

(2) On sait les scènes pénibles dont fut témoin le Congo belge, et comment les Compagnies concessionnaires traitaient les nègres employés à la recherche de l'« or noir ».

« Livrets Galliéni » n'est guère faite pour justifier les sympathies qu'il a pour lui.

Comme jadis en France, le travailleur est souvent aux colonies, pourvu d'un livret. Celui-ci est d'ailleurs établi à des fins diverses selon les lieux.

Institué au lendemain de l'émancipation de 1848 comme un moyen de constater que l'ancien esclave n'était pas devenu un vagabond sans travail, il était, au Congo et aux Comores une garantie pour l'engagé lui-même, et en Indo-Chine un simple permis de séjour.

Le général Galliéni, Gouverneur de Madagascar, s'inspira du premier système quand il supprima l'impôt des prestations. Ce dernier, en effet, par les dispenses qu'il accordait aux engagés, favorisait le recrutement de la main-d'œuvre (1). Il en était d'ailleurs résulté là encore de remarquables abus : un tiers de contrats de travail entre Européens et Malgaches étant fictifs... mais rapportant une honnête redevance aux premiers.

Voici les grandes lignes de la réglementation du travail à Madagascar en 1901. Tout indigène mâle devait être porteur d'un livret s'il n'appartenait pas à une certaine classe sociale, ou n'était pas attaché au gouvernement. Ce livret constatait qu'il était bien engagé au service d'un colon, et cette obligation pesait sur lui qu'il eut, ou non, des ressources suffisantes pour vivre. Les femmes n'étaient soumises à cette réglementation que si elles s'engageaient, de leur plein gré, et alors astreintes à la même discipline :

(1) Demeurait pourtant en vigueur, l'arrêté du 29 octobre 1898, exemptant du service militaire tout indigène engagé pour cinq ans dans une exploitation européenne.

L'absence illégitime de 5 jours entraînant la perte du double des journées d'absence ;

Au delà les tribunaux prononçaient des sanctions pénales (1 à 5 jours de prison, 15 francs d'amende). L'indigène trouvé sans livret faisait d'abord 6 mois de prison, puis neuf mois de travail dans les chantiers de l'Etat et, enfin était engagé de force chez un colon.

Il était, semble-t-il, assez inutile d'avoir supprimé si solennellement l'esclavage domestique pour en arriver là. Et de fait non seulement les hommes libres, mais aussi les émancipés se plaignirent de ce système.

Heureusement pour l'indigène, les colons ont-ils généralement horreur du trouble et de la paperasserie. En outre l'arrêté, 7 mars 1901, ne leur permettait de se prévaloir des sanctions légales que s'ils avaient parfaitement tenu à jour les livrets de leurs engagés et rempli à leur égard toutes les obligations auxquelles ils étaient soumis. Aussi en pratique les menaces de poursuite légale ne furent-elles, aux mains des engagistes qu'un épouvantail servant à extorquer aux indigènes des réductions de salaire.

L'arrêté au 1^{er} janvier 1905 revint enfin au droit commun. Mais il y avait alors exagération dans l'autre sens : on supprimait la contrainte par corps en cas de rupture injustifiée du contrat. Nous allons voir que cette erreur, commise dans la plupart de nos colonies, dut être partout rapportée comme elle le fut à Madagascar.

CHAPITRE IV

Sanctions en cas de manquement au Contrat de Travail librement consenti

La rupture du contrat de travail de la part de l'indigène vis-à-vis de l'entrepreneur européen est généralement considérée comme un délit « qui expose celui qui s'en rend coupable non plus simplement au paiement de dommages et intérêts mais à une sanction pénale et coercitive. Ce principe nouveau qui choquerait en Europe les scrupules de tous les juristes, a pris place dans les législations coloniales » (M. Duchêne).

En effet nous le trouvons très couramment employé bien qu'à des degrés plus ou moins différents.

Pour les colonies françaises c'est en Annam que nous trouvons la réglementation la plus sévère. L'ancien arrêté du 6 avril 1898 autorisait le colon à procéder « préventivement » à l'arrestation des indigènes travaillant sur leurs terres, sauf à en avertir la Résidence (1). On comprend les paroles de M. Doumer que nous avons précédemment rapportées : si l'on écoutait le colon on réduirait tous les indigènes à l'état d'esclaves. Il chercha un procédé moins draconien, il alla même, et il eut semble-t-il tort, jusqu'à repousser le projet que lui présentaient ses bureaux parce qu'il maintenait les châtimens corporels du droit local. Peut-être fallait-il les atténuer ou les remplacer, comme font les Hollandais par des « travaux forcés de simple

(1) Voir au Cameroun la réglementation allemande analogue. La paresse elle-même était sanctionnée corporellement.

police » mais les 1 à 15 francs d'amende du projet de 1917, sont une aimable plaisanterie appliquée à des insolvable, ce qui est le cas le plus général. Pourtant on s'en était déjà rendu compte en 1899 quand on ajouta aux sanctions civiles de l'arrêté du 17 août 1896 des sanctions pénales. Mais nous avons vu aussi ce qu'il faut penser de l'effet de la prison sur les indigènes. La contrainte par corps, en cas de non-paiement d'amendes ou de dommages et intérêts est donc aussi inefficace. Le pouvoir disciplinaire du maître lui-même, que nous allons trouver au Cameroun et que nous venons de voir dans l'ancienne réglementation de l'Indo-Chine est, au contraire formellement interdit au Congo belge. Si l'engagé a à se plaindre il en réfère aux « tuteur des noirs » qui juge s'il peut ou non quitter le travail, réprimande ou fait poursuivre le colon. Mais le noir n'a pas ici non plus le droit de quitter son travail ; sinon il est repris et remis à son maître (1).

C'est le procédé que l'on voit employé (Décret du 5 février 1905) aux Comores où l'indigène doit restituer à son maître les journées de travail manquées. Il s'y combine d'ailleurs avec l'amende, les dommages et intérêts et la contrainte par corps que nous voyons employée très généralement dans toutes nos colonies (Madagascar, Inde, Indo-Chine, Somalis; pour l'Afrique Centrale voir à la II^e Partie) (2).

(1) En Nouvelle-Calédonie, la capture d'un engagé fugitif, donne droit à une prime de 1 à 3 francs.

(2) Parfois, la Législation descend dans le détail le plus minutieux des manquements au contrat. Les exemples les plus remarquables en sont l'ordonnance de 1913 de l'Uganda (v. pièce 1), et — à un degré moindre — l'arrêté de 1918 de l'Indo-Chine (v. pièce n° 3).

L'engagement est absolument libre dans les Indes; cependant les codes anglo-indiens prévoient des sanctions en cas de rupture du contrat de l'engagement. Et l'on ne peut pas dire, étant donné l'abondance de la main-d'œuvre qu'il en est ainsi pour ne pas laisser le colon sans ouvriers. (Pour l'Uganda voir Textes et Documents, pièce n° 1. De même pour l'ancienne colonie de l'Afrique Orientale Allemande, pièce n° 2).

En Rhodésie méridionale, par l'article 22 de l'Ordonnance de 1911, l'engagé déserteur, ou « saboteur » est condamné à une amende allant jusqu'à 10 livres sterling ou, à défaut ou sans option, à la prison avec ou sans travaux forcés pendant deux mois au maximum.

L'indigène congolais déserteur pourra être condamné à une amende de 200 francs soumis à une servitude pénale de 7 jours et obligé de reprendre son service, d'après le Décret du Roi des Belges, du 9 février 1912, art. 10.

Seul le Portugal soumettant les engagés indigènes aux mêmes sanctions que les ouvriers européens, se contente de les priver des gages échus et non payés (Code Civil, Art. 1379 et 1394).

Que l'on refuse le droit de grève en masse, aux indigènes se conçoit encore. Cela amènerait trop facilement des émeutes, comme celles dont le Dahomey vient tout récemment d'être le théâtre. Mais pourquoi leur refuser le droit de rompre à leur gré le contrat de travail.

« Il y a certainement quelques cas délicats dans ces contrats de travail entre noirs et blancs.

« Mais d'abord sont-ils tous librement consentis, et n'est-ce pas en profitant de l'ivresse ou en recourant à quelque

« ruse que le plus souvent on extorque ces engagements ?
« Aussi est-il impossible en stricte morale de sanctionner
« chez les noirs des contrats de travail à très long terme
« dépassant 6 mois ou un an, au très grand maximum,
« quand le colon embaucheur a fait des frais considérables
« pour faire venir les noirs sur les lieux où se trouve
« l'ouvrage; de un mois, ou au grand maximum de 3 mois
« quand il n'a pas eu de frais notables à faire pour amener
« le noir. En outre le noir doit pouvoir toujours se dégager
« en payant les frais qu'a fait le colon embaucheur et à titre
« de dommages et intérêts une somme en sus, égale à la
« moitié par exemple de ces frais ou, au grand maximum à
« ces frais eux-mêmes (op. citat. T. II, p. 586).

Les conclusions de Leroy-Beaulieu paraissent modérées, surtout quand on envisage l'appui que l'on donne, en Europe au travailleur parce qu'on le considère comme plus faible que le patron. Combien plus le pauvre indigène! Les colons sont des hommes plus énergiques et, par conséquent, plus durs que les « capitalistes » européens. L'indigène aura en outre à faire, s'il demande justice, à une autorité instinctivement partiale. Il aurait donc besoin de plus de protection encore que le travailleur européen, et voilà qu'on lui refuse non seulement le droit de grève, mais le droit de quitter son travail à sa guise. Evidemment! Mais il faut tout de même bien accorder un minimum au colon. D'autre part « l'indigène n'a qu'une notion très nuageuse de la morale des « contrats. Il n'hésite guère à rompre un engagement librement consenti et en cours d'exécution, pour un motif « futile (comme celui de son engagement d'ailleurs) ; à la « nouvelle qu'un vieux palable de femmes mal éteint se

« rallume dans son village, il déserte le chantier ou l'exploitation » (Rapport Cameroun 1921).

Il faut nous rendre à ces raisons, comme s'y rendit le Congrès de l'Institut Colonial International (La Haye 1895). Seulement il faut s'assurer que l'indigène aura vraiment accepté le contrat en toute connaissance de cause (1). La Législation de l'Afrique Française que nous étudierons par la suite est très remarquable à cet égard.

On distingue le contrat de travail dans lequel l'indigène s'engage pour plus de trois mois, et qui le lie, du simple louage de main-d'œuvre sans réglementation spéciale (Togo art. 2, du Décret du 29 décembre 1922 ; Cameroun, id. ; A. E. F., art. 2, Décret du 4 mai 1922).

On suppose que le colon concluant un contrat a fait des frais pour amener, ou installer ses engagés ; il doit pouvoir en répartir l'amortissement sur une époque qui, suffisamment longue pour lui permettre de rentrer dans ses débours ne liera pourtant pas l'indigène pour un temps exagéré. La durée de cette époque a été différemment appréciée. 7 ans jadis au Congo Belge (1) pour les indigènes de plus de 18 ans, 2 ans, généralement dans nos colonies.

On devra s'assurer disions-nous, que l'indigène a agi en toute connaissance de cause. De fait la législation coloniale actuelle prévoit toujours, et parallèlement aux sanctions visant les fauteurs de grève, des pénalités pour « quiconque » à l'aide de menaces, violences ou manœuvres quelconques,

(1) D'ailleurs, le fait que l'administration jouera un rôle actif lors de la signature du contrat de travail, ne justifiera-t-il pas la surveillance exercée, et les sanctions prises en cas de rupture ?

(2) Trois ans seulement d'après la nouvelle législation.

« aura trompé la bonne foi ou pesé indûment sur la volonté
« des indigènes dans le but de les amener à s'engager. »

Déjà en permettant l'institution de « recruteurs » telles qu'il en existait aux colonies Anglaises et Néerlandaises, le général Galliéni avait prévu des sanctions contre eux s'ils abusaient des indigènes, et d'ailleurs contre les indigènes s'ils empêchaient leur besogne.

En dehors des frais qu'il fait pour l'installation de l'engagé, le colon lui consent souvent des avances, ce qui en cas de désertion complique encore la chose (1). On suppose que l'indigène se rend compte qu'il aggrave ses obligations, encourant forcément des sanctions pénales en cas de départ injustifié, ce qui est plus ou moins vrai ; mais, nous verrons que le gouvernement entoure de plus en plus le contrat à long terme de garanties lui assurant que l'indigène en a bien connu et pesé les raisons (II^e Partie, Décrets cités). Mais que va faire le colon lésé ? Sanctions civiles, sanctions pénales avec contrainte par corps, tout ceci risque d'être vain si, cas le plus fréquent, son engagé est gueux

(1) Les avances sont parfois limitées : Art. 34 de l'arrêté du Gouverneur général de l'Indo-Chine du 11 novembre 1918 :

« En aucun cas, le total cumulé de ces avances ne pourra être supérieur à deux mois de salaire pour les engagés d'un an ou de deux ans, et à trois mois pour ceux de trois ans. »

(1) Pour les sanctions en cas de dissipation d'avance, délit non prévu par le Code pénal métropolitain, voir décret du 9 février 1912, Somali; décret du 7 novembre 1911, Madagascar; décret du 20 janvier 1910, Indo-Chine; décret du 11 juin 1911, A. O. F.; décret du 14 avril 1920, A. E. F.

L'ordonnance de 1913 de l'Afrique Orientale allemande avait trouvé un moyen radical de garantir les droits du planteur : il était autorisé à opérer préventivement une retenue sur les gages de ses engagés (v. pièce n° 2). Il est, dans ce cas, permis de penser que c'est l'indigène qui n'est plus protégé.

comme Job et considère la prison comme un agréable lieu de repos! Aussi a-t-il souvent recours à d'ingénieux moyens empiriques.

L'histoire de la réglementation en la matière, à Java, et des combinaisons employées par les planteurs n'est pas sans intérêt:

L'article 32 du Règlement applicable aux indigènes prescrivait aux ouvriers de remplir intégralement leur contrat de travail sous peine de travaux forcés de simple police, sans préjudice d'une amende de 16 à 25 florins et de dommages-intérêts. La Deuxième Chambre des Etats Généraux protesta qu'il y avait esclavage et fit supprimer ledit article. Il en résulta pour les colons une telle insécurité quant à l'engagement de la main-d'œuvre, qu'ils donnèrent régulièrement des avances à leurs engagés pour les obliger par des sanctions pénales prévues par l'article 328 du Code Pénal Indigène :

« Quiconque dans une intention frauduleuse s'est fait
« remettre à titre d'acompte une somme d'argent ou des
« objets d'une certaine valeur contre la promesse d'un tra-
« vail qu'il n'aura pas exécuté, sera puni de travaux forcés
« sans chaîne pour une durée de 1 à 6 mois ».

Mais les difficultés de procédure, l'insolvabilité de l'indigène firent préférer au colon des artifices divers. En voici un normalement employé avec les convoyeurs :

Le planteur stipule, dans le contrat de travail l'achat de la charrette et des bœufs de l'indigène pour un prix très inférieur au prix réel, mais « complémentaire » de l'avance consentie. Et si le contrat est fidèlement exécuté la vente est résolue « de plano ».

APPENDICE

Du louage des Condamnés indigènes aux colons

L'idée d'employer le forçat au service du colon n'est pas neuve. Pourquoi ne pas en faire autant du condamné indigène? D'abord l'évasion est à craindre, car l'indigène est dans son pays et en connaît les ressources et les gens. D'un tout autre côté le planteur qui n'osera frapper un convict a trop de tendances souvent à maltraiter l'indigène, pour que celles-ci ne soient pas accrus s'il a à faire à un condamné.

Aussi sans repousser complètement l'application de cette idée, devra-t-on la restreindre à de très rares applications: pour des exploitations présentant un certain intérêt public (concession de Travaux Publics par exemple), ne donner les condamnés qu'en masse et sous la surveillance de gardes.

L'Indo-Chine qui répondait à Madagascar qu'elle ne pouvait transporter ses condamnés, s'était pourtant livrée à cette pratique, au profit des colons d'autres colonies françaises et particulièrement de la Nouvelle-Calédonie.

Des abus n'ayant pas manqué de s'ensuivre, cette pratique fut d'ailleurs suspendue.

Cependant et en conformité avec les règles que nous énoncions, la Société des Mines de charbon de Kébao ne pouvant faute de main-d'œuvre libre tenir ses engagements, le Gouverneur du Tonkin lui accorda de la main-d'œuvre

pénale indigène que la société s'engageait à surveiller, nourrir et loger.

Madagascar prêta aussi parfois ses condamnés, notamment pour la corvée de vidange (v. pièce n° 18).

La corvée de vidange pour les condamnés est encore pratiquée en Afrique Occidentale Française, où, comme à Madagascar elle a, paraît-il, un grand effet préventif, ce qui d'ailleurs se comprend.

Quoi qu'il en soit, et sauf exceptions comme ces deux derniers cas, il y a assez de Travaux Publics à exécuter dans les colonies, pour qu'elles gardent pour elles-mêmes leur main-d'œuvre pénitentiaire, ou encore le prêtent au gouvernement d'une autre colonie.

DEUXIÈME PARTIE

DE L'OBLIGATION AU TRAVAIL DANS LES TERRITOIRES FRANÇAIS DE L'AFRIQUE CENTRALE

Introduction

Il nous paraît indispensable avant de nous occuper de la réglementation que nous imposons aux noirs de nos colonies de passer rapidement en revue certains de leurs caractères ethniques.

Nous ne nous attacherons évidemment qu'à ce qui peut nous intéresser directement et n'avons nullement l'intention de faire œuvre d'ethnographe. Mais nous parlerons : de la force physique, des aptitudes, du caractère de chaque groupe.

C'est surtout ce dernier point qui nous retiendra ; imposer le travail à une tribu qui supporte impatiemment notre tutelle serait politiquement une erreur.

L'imposer à un groupe laborieux de lui-même, en serait une autre, au moins économiquement.

Encore une fois le statut personnel paraît *a priori* le meil-

leur système à appliquer. Nous y reviendrons en temps voulu.

Etant donné le caractère de cette étude, nous nous sommes appuyés sur les travaux d'hommes qui, comme MM. Delafosse et Bruel connaissaient les hommes et le pays, plus que sur ceux d'incontestables savants comme M. Deniker, mais qui ne nous indiquent guère que des relations et signes ethniques sans aucun intérêt immédiat pour nous.

Répétons enfin, avec M. Bruel (A. E. F.) combien il est difficile d'essayer de parler des races noires, et c'est ce que lui-même a été partiellement obligé de faire, d'après différents ouvrages. Tout le monde dit Bambara, M. Delafosse dit Banmama, c'est peut-être plus exact, mais combien plus gênant ! Tel autre dira Niam-Niam alors que celui-ci dira Azindé.

On voit combien il est difficile de ne pas s'y perdre.

Certaines races, tels les Peuhls ayant nomadisé et guerroyé sur toute notre Afrique Centrale s'y trouvent partout répandus. Leur cas n'est pas unique.

Nous parlerons donc d'abord des groupes sans chercher à les bien localiser, quitte à reprendre par colonie les races et le quantième de chacune après l'étude générale.

Mais avant même de descendre dans ce détail il y a tout de même des caractères communs à tous les noirs à préciser et, surtout des opinions éronnées qui les englobent tous dans une même réprobation à combattre.

« Le noir est vraiment calomnié. On le calomnie physiquement en lui prêtant toutes les laideurs. On le calomnie moralement en lui prêtant tous les vices ».

(L. Hubert).

C'est un lieu commun que le noir est naturellement paresseux et stupide. Dans quelles limites est-ce vrai? C'est certainement faux pour ce qui est du domaine artistique. « L'élégance des bijoux et des poteries qu'ils fabriquent et « de certaines sculptures sur bois et sur ivoire » est des plus remarquables (1).

Il faut admirer « le dessin et la couleur de leurs nattes et « de leurs tissus, le bon goût de leur talent d'ornementa-
« tion... leurs dispositions musicales innées, les instruments
« qu'ils ont su créer et dont ils tirent souvent un parti sur-
« prenant, leurs melopées et improvisations poétiques ».

(Delafosse, *Les Noirs d'Afrique*, p. 159).

Dans le domaine intellectuel « rien ne nous permet d'affir-
« mer que la race des Africains noirs est inférieure aux
« Blancs d'Europe; c'est tout au plus si l'on peut dire qu'ils
« sont plusieurs étapes en arrière ». (Général Mangin, *loc. cit.*)

On ne peut nier qu'ils aient produit de grands conquérants comme Ousman-da-Fodio et El Hadj Ornar; de grands administrateurs, ce qui vaut mieux, comme les rois de la dynastie mandinngue des Keïta : Soundjaba (XIII^e), Congo Moussa (XIV^e) et le serf usurpateur Sakoura comme le sonni Ali-le-Grand et l'Askia Mahommed, et ce qui est certainement le mieux de tout, de grands légistes comme cet Ahmed Tabo, qui emmené prisonnier à Marakech pleurerait surtout sa bibliothèque. « Elle comptait 1.600 volumes,

(1) Il faut parcourir pour s'en convaincre, l'ouvrage de MM. Clouzot et Level, *l'Art nègre et océanien* surtout les planches XXIII (tout à fait belle tête sculptée Benin), XXV, XXVII, XXIX (remarquable vase congolais), XXXII.

disait-il, et de tous les membres de ma famille, j'étais celui qui en avait le moins » (cité par A. Bernard. Le Maroc).

Leurs lettrés avaient acquis une connaissance de l'arabe des plus satisfaisantes et avec des moyens assez incommodes. Ils avaient à Timbouctou une capitale intellectuelle célèbre dans tout le monde oriental. Et il fallut, pour que son déclin commença, l'arrivée au pouvoir d'Européens, les « Roummat » ou « Arma » renégats espagnols, au service du Maroc.

Les peuples noirs « ont su avec leurs seules ressources, « former des idiomes dont la richesse et la précision font « l'étonnement de tous ceux qui les étudient, des idiomes « qui pourraient, par le simple jeu normal de leurs lois « morphologiques et sans interpolations étrangères, fournir l'instrument nécessaire à ceux qui les parlent, si ceux-ci venaient à faire un jour un bond en avant de quinze « ou vingt siècles; inventer de toutes pièces, comme ont fait « les Vaï de la Côte des Graines et les Bamoun du Cameroun « un système d'écriture parfaitement viable... Il faut admettre que ces peuples ne méritent pas d'être traités « d'inférieurs au point de vue intellectuel. (Delafosse op. cit., p. 159). »

Soit, mais au point de vue travail manuel? Ici il paraît que le noir est naturellement assez paresseux. Il a l'excuse de la nature luxuriante au milieu de laquelle il vit, elle lui fournit tout, et lui évite avec le travail, l'esprit de prévision, qui sont certainement deux grands moteurs de cette civilisation matérielle qui est la seule que nous voulions reconnaître.

Ajoutons que dans nos climats tempérés, nous avons eu beau jeu de dompter la nature; sous les tropiques au con-

traire « elle est un obstacle plutôt qu'une force ». (Rapport sur le Togo 1921).

Néanmoins il y aurait certainement injustice à juger les noirs d'après l'état où nous les avons trouvés. L'histoire nous apprend que le Soudan a été autrefois irrigué artificiellement, que, comme d'ailleurs, au Bornou, les cultures y ont été prospères. Seulement nos traitants et Pombeïros sont arrivés d'un côté avec les fusils et l'alcool — l'« lagoulou » qui était encore ces temps-ci une « unité monétaire » — de l'autre les Arabes encore avec des fusils — et l'homosexualité Bruel (A. E. F.).

Les Rabah, Samori, Tippo-Tib et autres, ont transformé de prospères contrées en déserts et souvent — le portage a complété leurs œuvres, — sans parler de l'exploitation de l'« or noir », le caoutchouc, qui a donné lieu à des atrocités qui ne le cèdent en rien à celles de l'exploitation de l'or du Nouveau Monde.

Le noir est-il susceptible d'éducation? Peut-on espérer lui faire acquérir le goût du travail?

La première condition est de supprimer les causes de déchéances de la race noire. C'est-à-dire avant tout l'alcool, puis la syphilis, et le portage, sans oublier, si l'on peut, l'avortement qui se pratique normalement dans certaines Tribus de l'Afrique Equatoriale (1).

Pour notre sécurité politique, autant probablement que dans l'intérêt de l'indigène, nous réprimons la vente des armes.

Enfin, signalons une discussion, dans laquelle nous ne

(1) Ajoutons que certains attribuent en partie au manque d'alimentation carnée, l'apathie des indigènes. Il faudrait donc chasser la tsé-tsé.

nous avancerons guère, pour savoir quelle religion nous devons favoriser chez l'indigène. Le capitaine Binger, et après lui le Colonel Meynier, sont partisans de l'islamisme.

Nous ne nous occuperons ni du point de vue politique (1) ni du point de vue moral, ni du point de vue civilisation (l'islamisme, dit-on, serait plus approprié que le christianisme à la culture des noirs), mais nous en tiendrons à la question travail. Personne ne niera ici qu'il faut éviter le fatalisme musulman et préférer la loi chrétienne du travail.

Plus directement en excitant le désir du noir par les objets de notre commerce ne l'inciterons-nous pas à travailler ? C'est très généralement admis. Certes, ses désirs seront plus ou moins désordonnés.

« A la suite d'un premier contact avec la civilisation européenne, naissent bientôt d'autres désirs variés dont l'objet déconcerte généralement notre logique et dont le caractère le plus net est de faire passer le luxe avant la satisfaction des besoins proprement dits » (2). (Rapport sur le Cameroun 1921).

Evidemment, il faut tâcher de « canaliser » leurs goûts, surtout d'éviter que nos commerçants ne les grugent ; mais, il faut aussi éviter de les contraindre à accepter « notre logique », en croyant qu'elle est, pour eux comme pour nous,

(1) C'est surtout sur ce terrain que se place Leroy-Beaulieu pour combattre cette opinion — et c'est un point qui n'est pas négligeable. — Id. gl Mangin : Pour les musulmans « l'obéissance au chrétien n'est jamais qu'un malheur dont il faut s'efforcer d'abrégier la durée ».

(2) M. Bruel (*le Congo Français au point de vue économique*), raconte qu'un commerçant, étant arrivé avec un lot de lanternes à pétrole, elles lui furent rapidement enlevées — et par des noirs de l'intérieur. E. M. Bruel en est justement réjoui.

la meilleure. Il serait surtout redoutable de suivre, pour cette logique, les conseils de nos traitants, car, elle risquerait fort de se confondre avec leur intérêt.

Nous retrouverons tout au long de cet exposé des exemples prouvant que le noir peut très bien être éduqué. Nous les situerons en leur place, car tout ce que nous venons de dire n'est vrai qu'« *in genere* » et il n'y a rien de si différent d'un nègre qu'un autre nègre, si paradoxal que cela nous paraisse. Aussi, reprendrons-nous toute cette étude pour chaque race occupant nos territoires.

Citons cependant dès maintenant un fait prouvant que le noir s'assimile nos leçons.

« Les Compagnies concessionnaires se sont décidées à faire
« l'éducation des indigènes, en leur faisant connaître de meil-
« leurs procédés de coagulation et en leur montrant à faire
« non plus des boules, mais des lanières ou des ortes de crè-
« pes de 3 à 4 millimètres d'épaisseur, ce qui facilite le sé-
« chage et empêche l'incorporation des impuretés ou tout au
« moins, les rend très visibles. Enfin, on a cherché à empê-
« cher les indigènes de mêler les divers latex. Aussi, à
« l'heure actuelle, le caoutchouc acheté aux indigènes, est
« de bien meilleure qualité qu'il y a 5 ou 6 ans et par ailleurs
« les indigènes ne fuient plus pour ne pas travailler à la ré-
« colte de la gomme précieuse. Ils sont arrivés à comprendre
« que l'exploitation des lianes, des arbres ou des rhizomes,
« leur procurerait des salaires ou des gains fort raison-
« nables ». (Bruel A. E. F.).

Le grand argument des « anti noirs », est l'exemple de la
« perle des Antilles » Haïti et de la République de Libéria.

Il est certain, que le premier surtout n'est pas encourageant, les Haïtiens n'ont guère emprunté à la civilisation que leurs somptueux uniformes de généraux. Qu'en peut-on conclure de plus que la contrainte — et sous forme la plus odieuse la plus caractérisée : l'esclavage — n'est pas un mode d'enseignement du travail?

Nous l'avons précédemment vu avec l'exemple des cours d'agriculture proposés en Guadeloupe.

Qu'en conclure encore, sinon que la politique d'assimilation pure est une utopie? Ce qui est bon pour le blanc, n'est pas forcément bon pour le noir (1). Mais n'en déplaît à notre orgueil, ce qui est bon pour le noir ne sera peut être pas forcément bon pour nous.

M. Delafosse s'extasie au contraire de ce que les indigènes aient résisté au manque de transition qu'il y a entre l'esclavage et la culture intellectuelle qu'ils atteignent si aisément (2). Les écoles de la Libéria donnent tout comme nos institutions des Antilles de véritables « humanistes ». Quant aux « grands hommes » noirs, formés à notre civilisation, n'a-t-on pas appelé Toussaint Louverture, le Napoléon des Noirs? Enfin, nous venons d'avoir l'exemple du président Barclay.

Quoiqu'il en soit, il vaut probablement mieux laisser les

(1) Tel paraît être, à supposer qu'il soit parfaitement bon pour le blanc le suffrage universel, à en juger par l'état politique de nos vieilles colonies.

(2) Le général Mangin, en parlant des noirs des Antilles : « Il en est d'excellents, mais ils ont eu le mérite de résister à deux épreuves :

L'une héréditaire, celle de l'esclavage, qui est essentiellement démoralisante.

L'autre épreuve, c'est l'ascension subite, sans préparation, au niveau du maître d'hier par les droits du citoyen prématurément accordés... (*l'Opinion* du 30 mars 1923).

noirs se développer selon leur propre norme. Mais ceci n'est plus notre sujet.

En somme, il paraît d'après ce que pensent les gens expérimentés, que l'éducation des noirs sera une chose qui, assez lente aux yeux des colons, sera singulièrement rapide aux yeux sociologues.

PREMIÈRE SECTION

COLONIES

CHAPITRE PREMIER

L' A. O. F.

§ I. *Les Races*

Tout au Nord nous rencontrons aux confins du Sahara, les Maures et leurs métis, Les Pourogues, s'avancant jusqu'au Sénégal.

Nous les retrouvons entre le Haut Sénégal et le Niger, toujours nomadisant, parfois commerçants, et quand ils le peuvent, pillant.

Chercher chez eux de la main-d'œuvre, serait une aimable plaisanterie.

C'est chez les noirs que nous la trouverons. Ce sont, d'abord les Ouolofs vivant entre le Sénégal, la Falémée et la Gambie. C'est une forte et belle race « les plus noirs des nègres », dit Deniker, d'une taille moyenne 1 m. 73 (indice céphalique de 75,25). Intelligents et assez facilement « assimilables », si l'on peut dire, ils sont bons commerçants et agriculteurs et nous

fournissent d'excellents artisans. Aussi ont-ils servi à la construction des voies ferrées non seulement de toutes nos colonies du Centre Africain, mais encore du chemin de fer du Congo belge. Leurs voisins les Serères, s'étendent au nombre de 200.000 environ de Rufisque à la Gambie. Très grands (ils ont souvent deux mètres) et forts ils sont de bons manœuvres et parfois d'habiles artisans. Leurs cultures prospères s'étendent et ils produisent bétail, coton et arachide. Malheureusement, ils sont grands buveurs d'une agréable composition où l'alcool se marie avantageusement avec le tabac, le poivre, et le piment rouge.

Nous étudierons pêle-mêle sans nous occuper des différences, résultant des plus ou moins grands croisements qu'ils eurent avec les nègres, la race que l'on est convenu d'appeler Peuhle et dont les foubés seraient le rameau pur (1^{re} 75, indice nasal 95.3, dolichocéphale ind. céph. 74.3), certainement métissée quoique d'origine incertaine. Ils étaient pasteurs et le sont en général encore. Mais leur grande intelligence leur permet de s'assimiler tous métiers, aussi bien d'ailleurs que l'agriculture. Grands conquérants (surtout depuis leur islamisation) ils se sont répandus sur toute notre colonie de l'A. O. F. (et une partie de l'A. E. F. même), qui fut sous El Hadj Omar, leur empire. Fréquemment ils asservissaient la race indigène à un colonat agricole gardant pour eux les occupations « nobles », c'est-à-dire avant tout la guerre. Par contre, ils se mettent, s'il le faut, au service d'autrui. En somme c'est une race vigoureuse et intelligente sur laquelle nous pouvons faire fond. Répandue sur tout notre empire, non seulement elle nous servira directement, mais encore elle peut former un échelon entre nous et le nègre. Maintenant,

politiquement elle est peut-être à surveiller quoiqu'elle nous ait donné parfois de réelles preuves de fidélité. On considérerait comme leurs métiers, les Toucouleurs cultivateurs et pêcheurs (platyrhiniens : 99.9 d'ind. nasal). Ils s'engagent volontiers à notre service surtout comme briqueteur, chaudiernier ou laptot pour, une fois une « fortune » faite, s'en retourner chez eux. Intelligents et énergiques on peut faire fond sur eux comme main-d'œuvre, mais au point de vue politique, encore il s'en faut défier, car ils sont ambitieux et sournois.

Le Bassin inférieur de la Casamance, est l'habitat des Diolès, Bagnoun et Balantes, tous extrêmement arriérés. Les deux premiers groupes sont cependant de travailleurs acharnés et cultivent de vastes rizières.

Dans le Haut-Sénégal-Niger, nous retrouvons les Maures.

— Ceux de l'Azouad, très fortement imprégnés de sang arabe, sont pasteurs et ne demanderaient qu'à redevenir brigands.

— Chez ceux de l'Hodh, on retrouve un groupe sémite peu nombreux, mais puissant et, avec les mêmes tendances.

Le groupe Berbère plus pondéré, s'adonne volontiers au commerce et à l'élevage.

L'élément mixte relativement instruit, oscille entre les deux influences.

Enfin, les Touaregs seraient (Delafosse), plus nomades par nécessité que par atavisme.

Le Haut-Sénégal-Niger fut le berceau du puissant Empire Songhaï; on serait donc en droit de s'attendre à trouver dans cette race de réelles qualités. Or, il n'en est rien. Son pouvoir

d'antan venait de sages princes berbers ou soninkès qu'ils eurent à leur tête.

Le Mandingues étendirent aussi leur empire sur ces territoires. Nous distinguerons avec M. Delafosse :

Les Mandés du Nord. Soninkès ou Sara Kholès et Dioulès intelligents « et actifs, s'assimilant facilement les civilisations « et les langues étrangères ainsi que les techniques des divers « métiers et professions doués du génie commercial, s'expa- « triant volontiers, naturellement attirés vers les progrès « extérieurs de la civilisation et désireux d'acquérir une situa- « tion qui leur permette de tenir un rang brillant dans la « société, appelés plus que d'autres à contribuer à la diffu- « sion des idées nouvelles, et par là même ils peuvent nous « être utiles ou nuisibles selon la nature du courant qu'ils « croiront avoir intérêt à prendre ». (Delafosse, Haut Sénégal, T. I, Chap. 2). Ils sont d'ailleurs avant tout agriculteurs et nous fournissent beaucoup de laptots.

Les Mandés du centre sont plus variables selon les sous-races; généralement aussi agriculteurs et chasseurs ils font de bons artisans mais sont extrêmement peu commerçants et ne pratiquent guère l'échange.

Il faut distinguer :

1° Les Kagoro et les Bambaras autrefois nos grands ennemis. C'étaient, déjà avant notre arrivée, de très acceptables agriculteurs pratiquant l'assolement, la fumure et la taille des arbres ;

2° Les Malinkès et Foulinkès plus intelligents;

3° Les Khassordes peu énergiques, mais très malléables. Quant aux Mandés du Sud ils sont encore plus diversifiés.

Ce sont les sauvages Bagas de Guinée, qui, ont surtout emprunté à notre civilisation, l'alcool. « Ils sont laborieux « comme tant de nègres dits « paresseux incorrigibles ». (Reclus). La Guinée est leur habitat.

De même les Landoumans.

Au contraire, leurs proches parents les Haoussas « constituent une belle race à la physionomie enjouée et sympathique ; doués de bon sens et d'une certaine adresse leurs « artisans ne sont pas sans valeur » (Annuaire de l'A. O. F.). Mais ils sont avant tout, comme nous avons eu l'occasion de le dire, commerçants. Rayonnants comme tels sur un vaste territoire ils ont fait accepter leur langue sur les marchés du Ouadaï comme du Dahomey.

Les Mendes et les Nalous — peu nombreux d'ailleurs — sont de médiocres agriculteurs. Au contraire les Kissiens, petits et faibles, (sans doute martinés de Négrilles) qui ont été refoulés vers la forêt. Environ cent vingt mille y vivent d'agriculture et d'élevage. Les Soussous ou Dialonkhès, étendus par leurs migrations guerrières sur toute une partie de l'A. O. F. forment une belle et bonne race. E. Reclus disait « d'avance on peut les ranger au nombre des peuples « qui rentreront dans le courant des nations civilisées. »

Très primitifs, les Sénoufo sont des travailleurs patients et méthodiques. Peu intelligents, ils paraissent pourtant capables de s'élever. C'est un peuple d'agriculteurs. « Adroits « de leurs mains, par-dessus tout, calmes et patients, ils « constituent un peuple éminemment propre à fournir la « main-d'œuvre, sans initiative, mais facilement dirigeable « dont le développement d'un pays neuf a surtout besoin » (Delafosse, id.). On peut en dire autant pour les nègres, plus

réfractaires d'ailleurs à notre civilisation, de la famille voltaïque (Tombo, Mossi, Bobo et les très sauvages Gouroussi).

Des Krous de la côte, Deniker et E. Reclus disent « au moral comme au physique ce sont les peuples les plus remarquables de l'Afrique. » Malheureusement leur sous-race des Glèbos qui peuple en partie notre colonie de la Côte d'Ivoire, compte parmi les moins avancés.

Puis viennent, en descendant toujours la côte, les actifs Avikoums, et les Agnis, dont les Apolliniens, très recherchés comme « bois d'ébène » parce que « les plus beaux des noirs » (Deniker).

Au Dahomey la seule race vraiment intéressante par son activité comme par son chiffre de population est celle des Fons, ou Dahoméens. La race mère, les Adjas est restée sauvage. Vigoureux et bien musclés, les autres se sont subdivisés en trois groupes. Chacun d'eux, à des degrés variables, présente des qualités physiques et intellectuelles acquises par les migrations et les croisements (1). Ce sont les Dahoméens d'Allada, actifs commerçants, vivant dans un pays riche ; ceux de Porto-Novo, agriculteurs et commerçants ; ceux enfin, d'Abomey, qui forment, physiquement et intellectuellement le groupe dominant.

Les Peuhls du Dahomey sont au moins autant agriculteurs que nomades, ce sont des demi-sédentaires.

Exception faite des Yorubas, fidèles et sociables, agriculteurs et habiles artisans qui débordent du Lagos sur le centre de nos territoires, le reste de la population est peu

(1) Ils avaient, comme d'ailleurs, beaucoup de peuplades guerrières, l'excellente habitude d'épouser leurs plus belles captives de guerre. On attribue souvent à cela la beauté physique des races guerrières, outre l'entraînement continu.

intéressant, tranquille d'ailleurs; ce sont les Carubas, au Nord, puis les Dendès, les Cotocolos, etc...

E. Reclus signale dans ces parages, la présence de quelques centaines de nègres brésiliens, martinés de portugais et en parlant la langue, ayant, de leur propre initiative fait pour eux ce qui fut fait pour leurs voisins de Libéria. Très actifs, l'esprit ouvert ils pourraient être d'utiles intermédiaires.

Signalons d'ailleurs, une fois pour toute le très intéressant point suivant : en bordure de la côte (1) beaucoup de nègres, frottés avec les traitants de « bois d'ébène » dont ils étaient souvent les intermédiaires se sont métissés de Portugais et d'Espagnols. Ils sont, n'en déplaise au préjugé trop général qui frappe les métis, beaucoup plus aptes que les autres à s'associer à nous.

Reprenons maintenant les races par colonie, en indiquant leur quantum dans chacune et le rapport de densité. (Annuaire du Gouv. Général de l'A. O. F., 1921).

Sénégal :

Lebous	12.000
Bambaras	150.000
Peuhls	190.000
Toucouleurs	17.000
Oulofs	400.000
Sérères	200.000

(1) Nous ne répéterons plus, pour éviter les redites, cette remarque qui est dorénavant vraie pour tous les territoires cotiers, tant au Togo qu'au Cameroun, qu'au Gabon.

Mandingues	65.000
Soninkès	
Diolès	100.000
etc, Total.....	1.225.523
Superficie, 192.000 km ² .	
Densité, 6, 37 par km.	

Mauritanie :

Maures	190.000
Toucouleurs	37.000
Soninkhès	17.600
etc., Total.....	261.746
Superficie, 400.000 km ² .	
Densité, 0, 68 km.	

Guinée Française :

Dialonkhès	
Landouman	
Mendès	6.000
Peuhls	
Kissiens	120.000
Timènes	
Bagas	
Nalous	7.000
Malinkhès	500.000
Toma	70.000
Total	1.875.951
Superficie, 231.702 km ² .	
Densité, 8, 11 par km.	

Côte d'Ivoire :

Total : 1.545.680 habitants.

Superficie, 315.000 km².

Densité, 4,90 par km.

Dahomey :

Total : 842.243 habitants.

Superficie : 107.000 km².

Densité : 7,87.

Soudan :

Habitants

Bambaras 690.000

Peuhls 425.000

Miniankas 172.000

Toucouleurs

Khassorkès

Ouassoulankhès

Malinkhès 180.000

Songhaï 104.000

Maures 105.000

Touaregs

Souinkhès

Arborigènes

Total 2.474.589

Superficie, 923.500 km².

Densité, 2.67.

Haute-Volta :

Arborigènes (Fétichistes) :

Habitants

Races voltaïques, surtout Mossi. 1.650.000

Envahisseurs :

Foulbès	238.000
Soninkhès (Markas).	
Songhaïs	50.000
Total	2.973.442
Superficie. 370.000 km.	
Densité. 8.02 par km.	

Niger :

Arabes	2.000
Touaregs et Toubbous	154.000
Peuhls	73.000
Haoussas	424.000
Djemas (ou Songhaï)	212.000

Habitants

Total	1.084.042
-------------	-----------

Superficie : 1.200.000 km².

Densité. 0.90 par km.

Habitants.

Total général pour l'A. O. F..... 12.283.216

En somme, les populations de l'A. O. F. sont assez nombreuses pour fournir un fonds de main-d'œuvre raisonnable, assez intelligente pour s'adapter à notre culture.

Ce n'est pas à dire que, nous allons trouver de suite de quoi établir de grandes industries d'exportation dans la colonie. C'est ce que désirent les colons, mais ce n'est pas ainsi qu'il faut procéder.

D'abord, par le commerce, donner à l'indigène le désir

du travail — travail qui sera presque toujours la cueillette (en effet d'après les statistiques, la grosse proportion de produits à exporter provient de cette source).

Ce n'est que bien plus tard, quand on aura peu à peu augmenté l'instruction des indigènes, quand on aura multiplié la population que l'on pourra songer à faire naître dans le pays une industrie locale d'exportation utilisant les produits du pays, — tels par exemple, que des savonneries dans les pays à arachides.

§ II. *La Réglementation et son histoire*

Dès 1849, dans la colonie du Sénégal, des arrêtés locaux s'étaient préoccupés de la libération des esclaves.

L'arrêté du 13 avril 1849, complété et remanié par ceux du 5 décembre 1857 et du 11 octobre 1862, prévoyait le rachat des captifs. Les libérés étaient munis d'un certificat de liberté et s'ils étaient mineurs de 18 ans ils étaient confiés à des particuliers qui devaient s'occuper d'eux jusqu'à cet âge.

Cette dernière disposition permit aux planteurs de rétablir un esclavage déguisé, en même temps qu'elle devenait une source de revenus pour les Maures. Ces derniers dans leurs razzias, enlevaient des jeunes noirs qu'ils revendaient à des colons *philanthropes*, en quête de main-d'œuvre. Bien entendu, ils finissaient par émanciper leurs pupilles, mais comme ceux-ci pouvaient difficilement prouver leur âge, ils s'en servaient longtemps. Aussi un arrêté du 24 novembre 1903, confia-t-il exclusivement les noirs rachetés à des établissements autorisés.

Enfin, des *villages de liberté* étaient créés à proximité de nos postes pour les esclaves fugitifs ou repris aux Maures par nos patrouilles.

Nous citerons, pour l'A. O. F., un exemple de cet esclavage domestique, répandu dans toutes nos colonies. On verra qu'il se retrouve avec ses caractères traditionnels.

« Les démêlés des Tenda (1), avec les Bassari, les Badya-vank et les Peuhls, leur permettaient d'opérer de fructueuses razzias, chez leurs voisins.

« Ils faisaient deux parts des captifs ramassés, la première, qui comprenait les hommes déjà faits, était vendue en Guinée ou en Casamance...

« L'autre lot composé surtout de femmes et d'enfants, était conservé. Bien traités, ils vivaient de la même vie que leurs maîtres et certains d'entre eux, parvenaient à acquiescer à une réelle influence avec toute liberté d'aller visiter leur famille d'origine... Ils se résignaient à une situation qui leur laissait parfois plus de libertés qu'ils n'en auraient eu chez eux ».

Aussi comprend-on la perturbation qu'apporta dans la colonie la suppression dudit esclavage.

La plupart des serfs, n'en eurent cure — heureusement : les autres formèrent des ramassis de brigands. Par une politique que nous verrons toujours appliqués sur nos territoires, nous nous contentons maintenant de l'ignorer. L'esclave déserte-t-il ? Nous n'aidons pas le maître à le reprendre, nous lui interdisons même toute brutalité, mais

(1) DELAFOSSE : *Les Tenda* (Revue des Etudes ethnographiques et sociologiques, 1912).

si, sur le plus général, l'esclave vit satisfait de son sort, nous serions bien fous de reprendre nos anciens errements.

Les faits de traite tombent sous le coup du Décret de 1905 (1). La traite à grande échelle ne se pratique plus, seules subsistent — comme dans toute l'Afrique noire — des cas isolés d'achat et de vente individuelle. Encore est-il difficile souvent de distinguer ces faits, de ceux résultant des contrats de louage. Nous avons vu précédemment que le chef a souvent le droit de louer ses hommes de village.

Ceci entre pleinement dans le droit courant indigène. Encore que ce procédé soit souvent discutable au point de vue moral comme il ne heurte pas, (s'il est modérément employé), la mentalité de l'indigène, comme d'ailleurs, il est d'une incontestable utilité, nous ne nous sommes pas fait faute de l'employer.

Voici du reste les principes du droit indigène sur la matière : « L'objet du louage peut aussi être une personne et, « dans ce cas, ou bien le loueur abandonne au co-contrac-
« tant, l'usage des bras d'un tiers. (C'est ce qui se passait au
« temps de l'esclavage, lorsque le maître pouvait louer ses
« esclaves et le seigneur ses serfs, et c'est ce qui se passe
« encore aujourd'hui en ce sens que le frère ou tuteur peut
« louer le service de ses enfants ou pupilles *et le chef, ceux*
« *de ses sujets*), ou bien le loueur se loue lui-même, ce qui
« revint à s'engager comme serviteur ou travailleur au ser-

(1) Le décret du 13 décembre 1905 était nécessité par l'insuffisance de la législation métropolitaine en la matière. Celle-ci (loi de 1831 sur la traite maritime et de 1848 punissant le commerce des esclaves par la perte de la qualité de Français) n'avait aucune portée sur les traitants de couleur. Ils sont maintenant punis de 2 à 5 ans de prison et de 500 à 5.000 francs d'amende. Ce décret a été modifié par celui du 8 août 1920.

« vice d'un autre. » (Delafosse, Haut-Sénégal-Niger, 3^e vol., p. 50.)

Le locataire peut résilier le contrat à son gré. De même le loueur, mais, dans ce cas, sauf indemnités. « Il convient
« de noter que le loueur (maître, chef, frère ou tuteur), spé-
« cifie généralement que son co-contractant devra, en outre
« du prix convenu pour la location, prix qui revient de
« droit au loueur, rémunérer les services à lui rendus par la
« personne, objet de louage, outre les frais d'entretien. »

Ce système est si couramment employé en A. O. F., où d'ailleurs nous sommes généralement installés depuis assez de temps, pour que les indigènes aient apprécié les avantages qu'ils avaient à nous servir, que la réglementation du travail y soulève moins de difficultés que partout ailleurs. Aussi, le décret du 8 juin 1911 (1), formant la législation du travail en A. O. F., n'offre-t-il absolument rien de remarquable.

Signalons cependant que l'Art. 408, de notre Code Pénal métropolitain sur l'abus de confiance ne permettant pas de punir les détournements d'avance, l'arrêté du 10 juin 1911, lui ajouta le paragraphe suivant :

« Sera également puni en A. O. F., des peines portées à
« l'Art. 406, l'indigène ou l'assimilé lié par un contrat de
« travail librement consenti qui détournera ou dissipera les
« avances de salaires qui lui auront été remises en espèces,
« effets, denrées, marchandises, instruments agricoles ou
« industriels, ou bétail, en n'exécutant pas volontairement

(1) J. O. du 21 juin.

« le travail auquel il se sera engagé pour recevoir ces
« avances ».

Qu'on ne s'imagine pourtant pas que les ouvriers abondent. L'Ecole Pinet Laprade fournit d'excellents contre-maîtres.

Les noirs nous donnent également de très présentables laptots mécaniciens; mais comme une litanie revient après chaque chapitre consacré à l'industrie, pour chaque colonie, dans l'Annuaire du Gouvernement de l'A. O. F., la phrase suivante : « Toutes les industries nécessaires à la
« confection d'objets d'usage courant, sont représentées,
« dans la colonie, mais aucun ne pourrait donner lieu à une
« exportation européenne en raison de la difficulté de re-
« cruter de bons travailleurs en nombre suffisant » (1).

C'est aux engagements collectifs, par l'intermédiaire du chef que l'on a le plus souvent eu recours pour recruter la main-d'œuvre des travaux publics. M. G. Barthélemy, pour les grands travaux publics, que l'on projette, proposait l'institution du service du travail obligatoire. « Le contingent
« demandé chaque année, à l'A. O. F. est de 18.000 hommes
« Or, pour une population à près de quinze millions d'ha-
« bitants, une classe doit approximativement atteindre
« 85.000 hommes. En admettant qu'il y en ait 20.000

(1) La circulaire du G. G. Clozel du 6-5 1912, constate bien la « répugnance
noir à se plier aux conditions du louage », mais aussi que « l'indigène des villes
éprouve des besoins nouveaux qui l'amènent de plus en plus à se faire à l'idée
du travail. Aussi les corps de métiers y sont-ils assez bien représentés ». Il est
donc une fois de plus évident que le noir de la brousse deviendra — s'il ne l'est
déjà — un auxiliaire pour nous du jour où il aura été touché par notre civi-
lisation, du jour où, selon le mot du colonel Thy, « on aura remplacé pour lui
« la jouissance de la paresse par une autre jouissance quelconque plus grande ».

« d'inaptes à tout service c'est encore 40, à 45.000 travailleurs que la colonie devrait pouvoir fournir » (1).

On usait également de prestataires pour l'exécution des travaux d'intérêt général. Et les prestations n'étant pas réglementées — comme nous le verrons — l'indigène se trouvait pratiquement corvéable à merci. Cela donna lieu à des abus, au Soudan, où l'on supprima la corvée; naturellement on fut obligé de la rétablir. La corvée — importée par nous — était d'autant plus nécessaire que l'esclavage n'existait plus. Le seul texte en la matière, fut longtemps la circulaire du Gouverneur Général Chaudié (10 juillet 1891) Interdisant d'employer les prestataires pour l'usage personnel des administrateurs ou des chefs, elle restreignait la corvée à la création de pistes, à l'entretien et au débroussaillage des lignes télégraphiques, au portage et généralement à tout travail public — contre paiement d'un salaire. Mais celui-ci n'était pas fixé, ni la durée exigible. Tout ce que prévoyait la circulaire, c'est « qu'il est expressément interdit « d'exiger des corvées quelconques pendant le temps consacré par l'usage pour le défrichement des terres, leur ensemencement, l'entretien des cultures et la récolte des produits ». Cette sorte de contrat qui tient le milieu entre la soumission d'entreprise et le contrat collectif, et que nous avons vu passer à Madagascar avec les Fokonolona, était également prévue. « Il vous est loisible de vous entendre avec les villages pour les travaux à la tâche, dans un délai et à un prix convenu à l'avance, laissant aux indi-

(1) D'après M. Louis Proust : *La Mise en valeur de l'A. O. F.* Petit journal du 20-III-23. — Le rapport de M. G. Barthélemy n'étant pas encore, au moment où nous écrivons, imprimé.

« gènes de s'y employer en plus ou moins grand nombre ».

D'ailleurs si les prestataires sont bien traités, loin d'être comme souvent, un centre de répulsion pour la main-d'œuvre, le camp de travaux publics devient, au contraire, un centre d'attraction. C'est ce qui se passa pour le chemin de fer du Dahomey.

« Les terrassements proprement dits, ont été commencés
« à Kotonou, le 20 juin 1900, avec un groupe de 250 indi-
« gènes, recrutés par les chefs d'Allada et de Calavi. Peu à
« peu des volontaires venant de Porto-Novo, Lagos, des Popo
« et même du Nord du Dahomey, sont venus se joindre à ce
« groupe et porter l'effectif du chantier à un chiffre oscillant
« entre 500 et 1.500 suivant la saison » (1).

Dans toutes les colonies de l'A. O. F., et particulièrement dans les territoires militaires du Soudan, les commandants de cercle avaient inauguré un système qui par la brutalité de son application ne le cédait en rien à son ingéniosité.
« Un village éprouve-t-il pour une raison quelconque (mau-
« vaise récolte, épizootie, invasion de sauterelles, etc.), de la
« difficulté à verser la totalité de son impôt annuel, le com-
« mandant, de cercle peut décider qu'une partie sera acquit-
« tée sous forme de corvée » (2). Quand l'occasion s'en pré-
sentait les indigènes étaient loués à un traitant européen, comme porteur et le salaire revenait à la caisse d'impôt. Heureusement, M. le Général de Trentinian, apporta-t-il quelques adoucissements à ce régime qui finit par disparaître.

(1) *Bulletin du Comité de l'Afrique Française*, octobre 1901.

(2) Rapport Nouet. Congrès Soc. Col. 1900.

M. le Gouverneur Général Clozel, promulgua enfin l'arrêté du 25 novembre 1912 (1), qu'il avait annoncé par sa circulaire du 6 mars 1912. Il a été remanié par les A. G. G., du 25 septembre 1918, et du 21 décembre 1921, qui fixent les règles fondamentales laissant aux lieutenants-gouverneurs, le soin de régler le détail.

Sont exempts les vieillards, femmes, enfants, infirmes; militaires et agents de la Force publique; peuvent l'être, les agents de l'administration, les chefs, les juges, les élèves des écoles officielles.

Le maximum exigible est de 12 jours par an; le déplacement donne droit à une indemnité.

Au Sénégal, tout habitant, chef de famille ou d'exploitation, est appelé à fournir pour tout individu mâle et valide, entre 16 et 60 ans, membre ou serviteur de sa famille, 4 jours par an — ou, s'il préfère — à les racheter au taux de 2 ou 4 francs. Le rachat est obligatoire pour les indigènes portés sur les rôles de la population flottante, les fonctionnaires ayant plus de 5.000 francs de traitement, les officiers publics et ministériels, les chefs indigènes non astreints à la surveillance.

Si l'indigène est employé à plus de 5 kilomètres de chez lui, il a droit à une ration en nature ou l'indemnité correspondante.

Au Dahomey (Arrêtés locaux du 8 février 1919 et 25 juillet 1921). Le régime est variable selon les cercles, le taux de

(1) Comme exemple d'arrêté local pris en application de cet A. G. G. qui fixait à 12 jours la limite maxima de la prestation, signalons celui du Dahomey (3 septembre 1913). Le nombre des journées de travail exigible annuellement variait de 6 à 8 selon les cercles, le taux de rachat par jour de 0 fr. 25 à 1 fr. 25.

rachat oscillant de 0,25 à 2,50, le nombre de journées de 6 à 12.

Au Soudan, (A. L. du 14 février 1919 et du 5 août 1921). Tous les citoyens valides et non dispensés sont obligatoirement soumis à la corvée, de 8 à 10 jours. Peuvent seuls se racheter les indigènes inscrits sur les rôles de la population flottante, les habitants de Bamako, Kayes, Mopti, Tombouctou et Segou, les employés des entreprises privées (taux de 0.70 à 1.50).

Si le travail a lieu à plus de 15 km, du centre d'inscription, le prestataire a droit à une ration de 800 grammes de mil, ou 400 de riz, 50 grammes de graisse et des condiments, ou 0,20 à 0,40 par jour.

Dans la Haute-Volta les arrêtés locaux du 14 février 1919 et du 14 octobre 1920 fixent de façon analogue le taux du rachat, le nombre de jours exigibles et l'indemnité de déplacement.

De même au Niger (Arrêté 31 décembre 1917).

S'il en faut croire les rapports le régime donne d'excellents résultats. « La première année la route n'est guère qu'en terre battue. Chaque année les prestataires la rechargent de latérite et le rechargement finit à la longue par constituer un véritable sous-sol dur sur lequel les véhicules peuvent passer... le portage diminue » (1).

S'il en est ainsi tout va pour le mieux, car l'A. O. F. n'a pas été exempté de révoltes causées par ce barbare procédé de transport. En 1900, les indigènes de Cavally, du Comoès, de la rivière de Lahon, se révoltaient contre le portage à

(1) M. Valude. Document parlementaire Chambre Annexe 4231 (4 avril 1922).

longue distance qu'on leur imposait. C'est cette forme qui, nous l'avons vu, est la plus odieuse pour tout indigène, mais surtout pour le noir, qui est extrêmement attaché à son pays, à son village, à sa case.

Aussi, actuellement, grâce aux petites étapes choisies, grâce aux contrats collectifs, au soin que l'administration apporte à faire changer le plus possible de route, pour ne pas avoir toujours recours aux mêmes indigènes le portage qui n'est plus obligatoire, fonctionne-t-il normalement.

Souhaitons que les vastes travaux publics que l'on est sur le point d'entreprendre fassent presque complètement disparaître ce vestige des temps barbares.

CHAPITRE II

§ I. *Races de l'Afrique Equatoriale Française*

Nous rencontrons d'abord, au Nord de l'Afrique Equatoriale des musulmans nomades comme nous en avons rencontré au Nord de l'Afrique Occidentale.

Ce sont quelques Touaregs, venus en 1901, lorsque notre occupation des territoires de Zinder, les a chassé de l'Est du Tchad. Quelques-uns, soumis, « habitent Abechir, où ils « font un petit commerce, comme celui de fabricants « d'outres ». (Bruel A. E. F.).

De nombreuses tribus d'Arabes habitent autour du Tchad dont — les Boundjos (métissés).

Les Ouled Sliman (nomades et pillards), les Zouia (ou Borkou), senoussistes, les Chouas :

— Chouas Abbala, éleveurs de chamceaux et de moutons, très nomades, méprisent la terre et ses travaux.

— Chouas Baggaras, éleveurs de bœufs, métissés et sédentaires.

Puis les éternels Foulbès, toujours demi nomades, et que nous avons su nous attacher au point qu'ils passèrent Le Logone, après 1911, pour demeurer sous notre domination.

Les Têda, ou Touboua, ou encore Gourou, pour la plupart senoussistes, nomades et quereleurs, grands et de type sémite. Certains, toutefois sont, au Borkou, sédentaires.

Mais le fond de la population sédentaire est formé des Kanembou. « Ils ont gardé le souvenir de leur grandeur
« passée et à cause de cela, ils ne veulent pas être teintu-
« riers ou tisserands, ils n'admettent pas de dépouiller des
« animaux égorgés. Ce sont surtout des agriculteurs
« (Bruehl, *op. cit.*) », qui méprisent la caste des forgerons.

Les Yedima, populations des îles du Tchad, sont de même race. Ce sont les Boudouma, pasteurs et marchands de naboron, les Kouvi, agriculteurs et pêcheurs.

Des Lisi sont surtout remarquables, les Baghirmiers « en
« général très intelligents, fort habiles aux divers métiers »
(Reclus), ils sont surtout d'excellents cultivateurs, des tisse-
rands et des teinturiers. Malheureusement leurs luttes —
surtout la dernière contre Rabbah, les ont décimés et les ont
« tellement habitués à la profession des armes, que le mé-

« pris du labeur honnête est la première condition du respect » (1).

Les multiples groupes ethniques du Ouadaï, ne peuvent nous assurer aucune main-d'œuvre pour le moment, ils ne songent qu'à se battre et, comme les Goulas, à se faire battre.

Les Saras, étaient jadis de grands éleveurs de chameaux et de chevaux; mais, ceux-ci, ayant été décimés par la tsétsé et le reste enlevé par Rabah, ils sont devenus d'excellents agriculteurs. Depuis notre pacification, ils ont repris l'élève des chevaux.

Les Mbaï et Télès ont une véritable industrie locale de forgerons.

Les populations du Mayo-Kabi et du Logone, sont toutes laborieuses; mais, leurs pays étant inondé par les hautes eaux, les Ganès sont de médiocres agriculteurs et cherchent dans la pêche, le fonds de leur alimentation. Au contraire, les Sourrai-Mourdan sont, comme les Massias et Mourgou, de grands agriculteurs et éleveurs. Au dernier recensement (pour 25.000 habitants), ils avaient huit mille chevaux, quatre mille bêtes à corne, sans compter les moutons.

A l'Ouest du Logone, les Lakas, puis au N. E. de l'Oubangui, Bandas (2), enfin à l'Ouest du 17°, les Mandjas (2), Baxas et autres races parentes, (leurs noms de tribus commençant par le préfixe (Bous), ont généralement été déci-

(1) Dit encore E. Reclus. Geogr. Univers. Mais M. Bruel, à qui on peut probablement faire plus confiance, ne paraît pas aussi absolu sur ce dernier point.

(2) « Le Banda est un travailleur excellent. Les Mandjas nous fournissent une très grande quantité de porteurs dont nous avons besoin. Ce sont de grands producteurs de vivres. » (Gentil. Chute de l'Empire de Rabah).

més par le portage, auquel la conquête nous obligeait pourtant à avoir recours.

Décimés également, mais par les attaques des Foriens, les razzias des Nubiens, les invasions des Madhistes et les expéditions des Azandès, les robustes montagnards, du Bar-el-Ghagal, dont le pays a également été ravagé.

Les Azandés, ou Niam-niam, nous ont bien accueillis, et sont assez civilisés, encore qu'antropophages. Mais l'alcool, les abus sexuels, sont causes de leur rapide dégénérescence.

A partir du Mbari (affluent Nord de l'Oubangui, 20°), ces populations sont actives et nous fourniront, quand nous aurons fait croître leur densité, un excellent fonds de main-d'œuvre s'offrant librement à nous. « Depuis le passage de « la Mission Marchand, les Yakomas n'ont cessé de nous « fournir, ainsi que leurs voisins, les Sango, un grand nombre d'excellents travailleurs, de miliciens et de tirailleurs. « Ils se sont fait apprécier de tous, même des Sénégalais « qui, lorsqu'ils les connaissent, acceptent de servir sous « leurs ordres, car ils comprennent que ce ne sont pas des « *sauvages* ». (Bruel, *op. cit.*).

Plus en aval, les Banziri, grands commerçants, allant sur le fleuve, aussi loin que le leur permettent leurs pirogues et les rapides, « tous les Européens, qui ont fréquenté ces « parages ont gardé un bon souvenir de ces gens rieurs, « gais et plein d'entrain. » Malheureusement, les Banziri ont aussi des grandes tendances à s'appropriier également comme souvenir, sans doute— le bien des voyageurs négligents. Ici aussi, d'ailleurs, le portage et le piroguage ont sévi, la population d'autant plus décrue que, fatiguée, elle a été la proie de la tsé-tsé.

L'ouverture de factoreries a attiré vers nos commerçants, les Mondjembo ou Boudjos et les Bouckas; les uns sont de grands forgerons, les autres de bons laptots, qui comprennent vite le mécanisme de nos chaloupes à vapeur.

Après les Boudongo les Ngombé et Baloï, qui nous ont favorablement accueillis, viennent les disparates populations de la Moyenne Sangha et de la Haute Likouala, qui ne présentent guère d'intérêt à notre point de vue. Non plus d'ailleurs que les Boubangui, entre la Basse Sangha, et le confluent du Congo et de l'Oubangui: habitants d'un pays en grande partie inondée ils sont avant tout pêcheurs. La lèpre, la variole et la tuberculose les déciment. Ils nous sont d'ailleurs hostiles.

Plus intéressants, quoique rendus également hostiles, sont les Batékès habitants les plateaux découverts entre le Haut Ogoué et le Congo, au Nord de Brazzaville. Ils sont selon les régions, agriculteurs (Alima), ou commerçants (Brazzaville). C'est surtout ce dernier groupe qui avait maintenu par les armes son intermédiaire obligatoire entre les Boubangui et les gens de la Côte, et qui, ruiné par notre intervention, s'est tournée contre nous. Les Batékès d'Alima sont des porteurs réputés (taille, 1 m. 64).

Au nord de ces deux groupes, les Batégouès, qui cultivent en grand le manioc et le tabac, dont ils font l'exportation. Au reste ils travaillent remarquablement le fer et le cuivre.

Nous arrivons enfin au groupe si important des Fangs ou Pahouins, les mêmes que les Yaoundès du Cameroun. Dans nos possessions ils occupent un triangle rectangle ayant pour base la côte, pour sommet le 2° sud, l'hypothénuse s'étendant jusqu'à la Sangha, mais ils atteignent, au Came-

rout le 5° Nord. Comme les Mzabites ou nos Auvergnats, ils quittent facilement leurs villages, mais avec esprit de retour. D'ailleurs ils sont demi nomades (1), déplaçant leurs villages selon certaines normes fixes, quand la terre est épuisée, ou encore pour se rapprocher de nos factoreries.

Vigoureux, bien bâtis, grands batailleurs, chasseurs, laissant la pêche aux femmes, comme ils défrichent en leur laissant la culture. Après au gain et commerçants « leur vie
« se passe à convoiter des marchandises et à faire le nécessaire pour s'en procurer, soit en travaillant, soit en vendant des bois sur la côte, ou dans le bas Ogoué, soit en récoltant le caoutchouc, soit en mariant leurs filles et parfois en faisant prostituer une de leurs femmes » (2).

Très intelligents « ils ont de grandes qualités d'adaptation (3). Selon toute probabilité ils évolueront donc rapidement à notre contact et surtout lorsqu'une voie ferrée traversera leur pays ».

Grouvés autour du 1° lat. sud et du 9° longit., ou encore épars le long de l'Ogoué, se trouvent les Bakalaï ou Akelé, peu agriculteurs, demi nomades, chasseurs et commerçants.

Plus intéressants sont les Bakota, s'étendant, selon une ligne N. E. — S. W. de la Moyenne Sangha à l'Ougoué. Calmes et sédentaires ils « font de belles poteries et ont des montants de cases sculptés. Leur mobilier est beaucoup moins sommaire que celui de leurs voisins du N. W. (4).

(1) Ceux du Komono, les plus avancés d'ailleurs en civilisation, sont sédentaires.

(2) BRUEL. A. E. F.

(3) D'ailleurs déjà avant notre arrivée ils étaient encore assez élevés en civilisation et continuaient leur marche ascendante au fur et à mesure de leurs conquêtes.

(4) Les Fangs.

« Ils tissent beaucoup de pagnes de raphia et font de belles
« vanneries. Les Bakota sont actifs, intelligents, agriculteurs
« et commerçants. Leurs villages sont très grands et ont
« parfois plusieurs km. de long. A la différence des Fang
« ils ont des esclaves. » (Bruehl, *op. cit.*)

Depuis longtemps déjà en notre contact les populations du Koulou et du Niari, Les Bakongo « nous ont fourni
« depuis de longues années des porteurs et des travailleurs
« qui ont été dans la Sanga, dans l'Oubangui et dans le
« Haut-Chari. C'est eux qui ont fait en grande partie les
« travaux de terrassement nécessités par la construction du
« chemin de fer de Mindouli, ainsi que ceux entrepris aux
« usines de Rénéville et de Mindouli. Beaucoup d'entre eux
« ont d'ailleurs travaillé à la construction ou à l'entretien
« du chemin de fer belge. Ceux qui les ont employé déclarent
« que, rapidement, ils deviennent d'assez bons terrassiers,
« et aussi leurs voisins les Balali et les Basoundi »
(Ces derniers d'ailleurs, surtout en territoire belge).

Les Bavili dits Loango (1 m. 65), sont des porteurs illustres et souvent des employés de Factorerie. 300 par an environ s'expatrient à Cabendat ou au Congo belge. On en trouve d'ailleurs sur toute la côte faisant mille métiers appris à la mission de Loango. Les Bavili sont malheureusement en dégénérescence par suite de l'alcool, de la syphilis, du portage et de l'avortement. Ils furent jadis les fondateurs d'un important empire.

Sous l'Équateur, les populations de la boucle de l'Ogoué se divisent en plusieurs groupes :

Groupe des Badouma :

Les Badouma proprement dits, sont d'excellents

payeurs, pêcheurs et commerçants, vendant soit leur huile de palme, soit les pagnes de raphia qu'ils tissent.

Les Baoudji et les autres tribus de l'intérieur sont moins intéressantes parce que plus sauvages.

Groupe Echira, sur les plateaux.

Groupe Okanda :

En dehors des Bapendji, Simba et autres tribus sans grand intérêt il faut surtout retenir les Okanda proprement dits. « En contact avec nous depuis Brazza ils ont de vastes « cases avec verandah et notre civilisation a quelque peu « déteint sur la leur » (Bruel).

Comme toutes les races de la côte ils sont d'ailleurs quelque peu mélangés d'Européens, surtout de Portugais. Ceci est surtout vrai pour les Mpongouès ou Ayogos, et les tribus parentes. C'est une belle race qui a su se créer une langue « remarquable tant par la musique des sons que « par la logique des formes » (Reclus). Malheureusement c'est une des races qui nous emprunte plus facilement nos défauts que nos qualités, et s'éteint par l'alcoolisme, l'avortement et la syphilis.

Citons encore le groupe des Bengas, puis, pour finir, les Négrilles, autochtones, sauvages, petits, agriculteurs.

Les estimations sur la population du Congo sont assez floues, oscillant de 6 à 12 millions. Les voyageurs signalent souvent des densités de 10, 15 ou 20 habitants, mais ils passent, naturellement, dans les endroits les plus peuplés. Certes, sur les 1.800.000 km² de l'A. E. F. il faut compter les 600.000 km² du Nord Chari qui n'ont que 2 habitants au km². Le chiffre moyen auquel il paraît sage de s'en tenir

doit être de 10 millions. Encore est-il bon de remarquer que nous n'occupons pas, en fait, tout le territoire. En 1909, la statistique était la suivante :

26 % du Gabon étaient occupés ;

19 % du Moyen-Congo ;

40 % de l'Oubangui-Chari-Tchad.

Il est certain, et malgré la guerre, que l'on peut considérablement augmenter ces chiffres. L'occupation complète du pays ne saurait tarder, surtout étant donné la forte impulsion que l'on donne actuellement à notre politique coloniale. Le pays occupé, il faut intéresser les nègres au travail, ce qui est encore une question de temps, et en même temps augmenter la population.

C'est probablement ce qu'il y a de plus aisé. Par le seul fait que l'ordre règne la population croît étonnamment surtout quand la faible densité est due au désordre. Or c'est le cas de l'A. E. F. Sur la côte, et jusqu'à une profondeur de 500 km, sévissait la traite. Dans le Nord les razzias des Fellah, Nubiens et Ouadaïens, ces derniers avec Rabah à leur tête « ont amenés la disparition de centaines de milliers d'habitants. Dans d'autres jours l'anthropophagie et les sacrifices humains faits à la mort des chefs, sur la tombe desquels on immolait, lorsqu'ils étaient puissants, jusqu'à des centaines de femmes ou d'esclaves, ont empêchés la population de croître.

« Enfin partout ces fléaux de l'humanité que l'on appelle la variole et la maladie du sommeil ont fait des coupes sombres » (Bruehl-Congo).

On peut y ajouter la syphilis et souvent l'avortement, soit

par infusion d'herbes soit par pratiques mécaniques. On peut espérer, maintenant que nous avons arrêté traites et razzias, et que l'assistance médicale se développe, que la population doublera d'ici 50 ans.

On n'a qu'à voire ce qui s'est passé en Algérie (2.400.000 habitants en 1856, 4.100.000 en 1891) et ailleurs à Javah (3.000.000 en 1800, 30.000.000 en 1900) ou pourtant le pays fut jusqu'à ces temps derniers commercialement exploité.

« Le Congo a dès maintenant une population importante.
« Il a donc une main-d'œuvre possible et des consommateurs nombreux. Mais actuellement la main-d'œuvre est-elle abondante ? Loyalement il faut répondre non.

« Mais quand nous aurons lentement fait évoluer la mentalité indigène par l'occupation totale du pays, par diverses mesures bien appropriées et que toutes les peuplades du Congo auront constaté que nous agissons toujours avec bienveillance équité et justice, mais sans montrer cependant de faiblesse, ils s'engageront à notre service avec plaisir » (Bruehl-Congo).

« Certains prétendent cependant que le noir congolais n'est pas perfectible et qu'il ne peut progresser. Cette thèse n'est soutenue que par des débutants, qui n'ont pu constater comme nous, à 10 ans de distances, l'évolution, visible pour qui sait la regarder, là où notre action s'est exercée de façon continue. Et aussi par les gens qui ne veulent pas se rendre compte que, partout, les progrès ne se font que très lentement.

« Combien a-t-il fallu de temps aux paysans bourbonnais pour accepter, par exemple, l'usage des engrais chi-

« miques, des phosphates, des machines agricoles ? 10 et
« 20 ans parfois. Cependant, partout en France, il y a des
« Ecoles communales, des Professeurs d'agriculture, etc... ».
Et il y a en France des départements où on les ignore
encore. Pourtant on ne saurait dire que leurs habitants
sont moins intelligents : le paysan Corse est certes aussi
intelligent que le Beauceron mais combien plus indolent !

Revenons à l'A. E. F.

Nous avons rapporté plus haut l'histoire de l'éducation
des nègres pour ce qui est de la récolte du caoutchouc.
Citons, du même opuscule sur le Congo l'histoire de ces
Fangs, qui, dressés en peu de temps, à la suite d'une grève
des professionnels Inenga et Galoa, les dépassèrent en
adresse. « Pour évacuer l'Ebène, on laisse les indigènes
« choisir leur bûche dans le tas. Ils la portent sur la bas-
« cule et, attirés par l'appât du gain, se battent pour avoir
« les plus grosses.

« On le voit, le travail libre, sans surveillance, convient
« au noir. Aussi faut-il généraliser le travail à la tâche, qui
« a déjà donné d'excellents résultats lors de la construction
« du chemin de fer de Matadi » (Bruehl-Congo Français).

§ II. *Réglementation*

Ici encore nous retrouvons, quelques tribus exceptées
(tels les Pahouins), l'esclavage de case. La traite, réprimée
par les mêmes textes qu'en A. O. F., n'existe pratiquement
plus.

« L'indigène de l'Afrique Equatoriale n'a ni le besoin,

« ni le désir, ni le goût du travail. » Cette affirmation du Rapport de 1921 sur le Cameroun est opposée aux conclusions précitées, généralement empruntées à M. Bruel dont la compétence ne saurait être mise en doute.

Ce qui paraît ressortir de notre précédente étude, c'est que l'indigène a toujours montré la plus grande aversion pour le travail imposé sous forme de portage comme de prestations.

Déjà dans sa Géographie Universelle, au temps où nous n'avions guère que des comptoirs en Gabonie, E. Reclus rapportent que « Les Gabonais se réfugient à Corisco où ils « vivent du produit de leur pêche pour n'avoir pas à se « soumettre aux corvées d'entretien des routes et des quais « de Libreville ».

La prestation a pourtant, devant la nécessité de pourvoir aux travaux publics, été maintenue et n'est pas toujours rachetable. Néanmoins les garanties essentielles sont assurées aux indigènes : faible durée des travaux (7 jours par an) choix d'une période qui ne les gêne pas pour leur travaux agricoles (1). Nous avons déjà vu au chapitre précédent sur le portage les ravages qu'il a exercé dans l'ancien gouvernement de l'Oubangui-hari-Tchad. Des « forces considérables » avaient du être employées en 1900 pour recruter les porteurs. Le résultat ne se fit pas attendre, après l'abandon des villages par leurs habitants (ils le faisaient parfois en bloc comme à Codor, près Carnot) la révolte éclata.

Un très récent arrêté a remis en vigueur des arrêtés rela-

(1) Voir les textes pièces n^{os} 5, 6, 7, 8, 9. Dernier texte du 1^{er} décembre 1919.
A. G.-G.

tifs au portage rapportés par M. Angoulvant. Ces textes, applicables à certaines tribus du Haut Ogooué, limitent l'obligation du portage. Les indigènes peuvent être réquisitionnés selon un certain quantum par tribu, l'arrêté fixe également la limite de la charge et de la distance.

Dans cette colonie où tout est à faire le dilemme se pose plus nettement encore qu'ailleurs : ou opprimer l'indigène, lui faire construire des routes où passeront les autos, ou l'astreindre au portage. La première solution est encore préférable, car, avant tout elle est passagère, ensuite elle ne nuit pas à la santé de la race.

D'ailleurs « l'aide intercoloniale » a subi ici une heureuse application. L'Indo-Chine qui avait refusé ses forçats à Madagascar (1) vient de les accorder à l'A. E. F. Un décret du 1^{er} août 1920, a autorisé la création en A. E. F. d'établissements pour l'exécution de la peine des travaux forcés pour les individus d'origine indo-chinoise. L'Indo-Chine supporte leurs frais d'entretien.

L'impôt a été longtemps perçu par l'intermédiaire de l'engagiste. Le rapport sur le décret du 7 avril 1911 prévoyait « l'impôt ne sera plus acquitté par l'engagiste, mais « par l'engagé lui-même qui acquerra ainsi peu à peu, une « notion exacte de son individualité et également des « charges qui lui incombent. »

Sa perception en nature était également de règle (2), et

(1) V. SUPRA. App. A. 1^{re} Section : Emploi des condamnés pour l'exécution des travaux publics.

(2) Elle le fut d'ailleurs aussi — du moins mixte — en A. O. F. jusqu'à 1913.

les arrêtés locaux préoyaient des sanctions contre les noirs qui « truqueraient » les boules de caoutchouc (1).

Nous arrivons à l'importante question du contrat de travail.

Après l'arrêté du 11 mai 1903, intervint celui du 28 mai 1907, pour le Congo. On y distinguait le simple engagement, sans condition, et le contrat enregistré sur un livret remis à l'engagé. La durée maximum de l'engagement était de 2 ans. Un décret du 29 décembre 1909 compléta celui-ci; en dehors de quelques points de jurisprudence et d'inspection, sans intérêt pour nous, il sanctionnait l'absence illégitime de l'engagé. Est illégitime toute absence n'ayant pas pour cause la permission du maître, la maladie, ou le cas de force majeure. Outre la privation de salaire, elle donnait lieu à une amende d'un tiers de cette somme. Passé trente jours l'engagé était réputé déserteur et le contrat rompu les amendes allaient, non à l'engagiste (qui avait pourtant un droit strict, à des dommages et intérêts), mais à une caisse d'assistance. Ce décret envisageait la question sous un jour nouveau. Jusqu'ici en effet on s'était préoccupé surtout de protéger l'indigène, et seule la privation de salaire sanctionnait la désertion. C'était nettement insuffisant car l'engagiste avait le plus souvent fait des dépenses pour le recrutement et l'installation de ses travailleurs. M. Leroy-Beaulieu lui-même que l'on ne peut accuser de partialité en faveur des planteurs prévoyait des dommages et intérêts à prélever sur le désert-

(1) Arrêtés locaux. Congo, 18 mars 1903 (Dareste 1904, p. 268). Oubanghui, 5 décembre 1907 (Dareste 1908, p. 476).

teur. En fait le régime du décret de 1909 n'améliorait nullement les choses au profit du planteur, si une amende était prévue ce n'était pas à son profit. Simplement le caractère préventif de la peine était plus fort, car il y avait amende et recouvrable par contrainte par corps (maximum 1 mois). Mais nous avons vu ce qu'il faut penser de l'effet de la prison sur l'indigène. Ajoutons que les fauteurs de grève étaient punis correctionnellement. D'ailleurs le gouvernement agit souvent aux colonies, et agissait surtout, guidé plus par l'opportunité que par la loi. C'est ainsi que, pour éviter des troubles, des piroguiers grévistes furent transportés « manu militari » sur un autre point du Territoire (1). C'est là d'ailleurs un principe qu'il ne faut pas perdre de vue. Comme beaucoup d'institutions coloniales, telle la corvée, il a ses dangers, qui sont tous ceux de l'arbitraire, mais c'est aussi une nécessité (2),

Le Décret du 7 avril 1911, en maintenant la distinction encore faite, entre journaliers sans garantie réciproques, et ouvriers permanents vint remettre la législation du travail en harmonie avec le nouvel état de la colonie. De nombreuses clauses garantissaient à l'indigène, un salaire, une nourriture, un logis, et un repos suffisant, la durée du contrat étant au maximum de deux ans, la visite médicale étant obligatoire avant l'engagement. Etaient bannis les contrats passés entre les chefs de village et l'engagiste, sans

(1) BRUEL. A. E. F. Voir Supra, comment ils furent avantageusement remplacé par des Pahouins.

(2) L'exemple du Congo belge est sous ce rapport remarquable : il y a peu de législations coloniales aussi favorables à l'indigène, et il y a peu de colonies qui aient été aussi durement exploitées. V. conclusion.

la présence des intéressés ; sont annulés les contrats dans lesquels le consentement de l'indigène est vicié.

Enfin l'indigène est, en cas de désertion puni d'une retenue de salaire double du temps de l'absence (sans toutefois que cette retenue dépasse le salaire d'un mois) au profit de l'engagiste (v. texte pièce n° 4).

Ce nouveau décret, on le voit augmentait les garanties de l'engagé dans des limites justes d'ailleurs. Il lui accordait enfin de justes dommages intérêts en cas de désertion. Mais parallèlement il tenait à assurer que le consentement de l'engagé n'avait pas été obtenu par la force ou la ruse.

Il fut légèrement modifié le 16 juillet 1912 puis étendu par l'arrêté du 21 juillet 1916 aux territoires du Cameroun ayant fait partie de l'A. E. F. avant l'accord du 4 novembre 1911. Le Décret du 14 avril 1920 a, comme le Décret précité du 10 juin 1911 (A. O. F.), complété l'article 408 au Code pénal, assimilant les détournements d'avance et de salaire, à l'abus de confiance. Mais, au lieu de modifier simplement cet article on a élaboré « un texte spécial approprié « à la mentalité des indigènes » (Rapport).

Les indigènes coupables « seront punis d'un emprisonnement de six à quinze jours ou d'une amende de 50 à « 100 francs si les valeurs détournées n'excèdent pas « 25 francs ; si les valeurs détournées excèdent 25 francs et « dans tous les cas, s'il y a récidive les délinquants seront « punis d'un emprisonnement d'un mois au moins et d'un « an au plus, ou d'une amende de 100 à 500 francs ».

Enfin fut rendu le Décret du 4 mai 1922. Après avoir rappelé que le travail est libre en A. E. F. il prescrit pour tout engagement d'une durée supérieure à trois mois, l'éta-

blissement d'un contrat passé devant l'administration. Celle-ci en surveillera l'exécution tant au profit de l'engagé qu'à celui de l'engagiste. Des arrêtés du gouverneur général, qui ne doivent pas encore être parus, détermineront les conditions du contrat collectif passé avec un chef indigène.

Toutes garanties sont apportées pour assurer la liberté du consentement de l'indigène et l'exécution du contrat dont les clauses sont transcrites sur un livret remis à l'engagé.

Des conseils d'arbitrages sont institués pour juger rapidement et à peu de frais tous litiges survenant au sujet des contrats de travail. C'est en ce point surtout que le décret innove. Il va sans dire cependant que lesdits conseils d'arbitrages ne seront pas composés comme nos conseils de prud'homme. Mais enfin la présence d'un assesseur indigène encore que désigné par le Gouverneur Général, apporte quelques garanties aux engagés (v. texte, pièce n° 10).

DEUXIÈME SECTION

PAYS A MANDATS

Nous ne sommes plus, au Togo et au Cameroun, libres de légiférer à notre aise, ou, plus exactement, si nous le demeurons, nous n'en devons pas moins présenter nos actes à la Commission des Mandats qui, si elle trouve notre gestion défectueuse, peut en référer à la Société des Nations, et celle-ci nous enlever nos pouvoirs.

Celle-ci, la dernière fois, le 22 juillet 1922, nous renouvelait ses prescriptions.

« 2° Pourvoir à l'émancipation éventuelle des esclaves, et, dans un délai aussi court que les conditions sociales le permettent, faire disparaître tout esclavage, domestique ou autre;

3° Interdire tout travail forcé ou obligatoire, sauf pour travaux et services publics essentiels et sous condition d'une équitable rémunération;

4° Protéger les indigènes contre la fraude et la contrainte par une surveillance attentive des contrats de travail et du recrutement des travailleurs. »

La Commission des Mandats, cependant, adressait à

chaque puissance mandataire un questionnaire dont on trouvera plus loin la teneur (pièce n° 11); sans adresser, comme nous l'avons précédemment dit, d'injonction précise aux mandataires, ce texte montre cependant une hostilité très nette pour le travail forcé dans l'intérêt de particuliers, en même temps que le désir d'être assuré que le consentement de l'indigène n'a pas été vicié, ce par la présence de l'autorité administrative, au contrat, et par des garanties lors du recrutement. La Commission veut en outre être instruite des mesures disciplinaires et de contraintes employées à l'égard de l'indigène; elle paraît enfin hostile (v. *supra* « Travail libre et Travail forcé » et *infra*, la question C. I.) à l'émigration de travailleurs.

Nous allons voir que toutes ces questions de main-d'œuvre qui préoccupent tant la Société des Nations (puisque ce sont les premières du questionnaire) ont été traitées par la France avec un soin qui lui a, d'ailleurs, valu les félicitations de la Commission des Mandats.

CHAPITRE III

Le Togo

§ I. *Les Races*

Les indigènes du Togo sont avant tout des cultivateurs sédentaires. « L'appât du gain décide hommes et femmes à « s'adonner, en outre, au petit commerce ou au colportage, « et pousse des milliers de jeunes gens à s'en aller, de leur

« gré, fort loin de leur pays, pour s'engager comme salariés. Ces indigènes sont estimés dans toute l'Afrique occidentale pour leurs capacités physiques et intellectuelles « relativement élevées. » (Martin, Togo et Cameroun).

Les nègres de la côte sont de bons travailleurs, accoutumés au contact des blancs.

Plus au nord, ceux de l'ancien cercle de Misahöhe (actuellement presque entièrement à l'Angleterre) avaient pris eux-mêmes l'initiative de la culture des cacaoyers.

De même, dans la plaine Oti-Volta, les noirs s'étaient d'eux-mêmes mis à la culture du coton. Les Allemands se sont contentés d'améliorer les cultures. Il faut d'ailleurs reconnaître que si, comme nous le verrons, ils se montraient exigeants vis-à-vis des nègres, ils ont fait un réel effort pour la mise en valeur de leurs colonies d'Afrique Equatoriale.

Les habitants du nord Togo étaient jadis très belliqueux et xénophobes (1). Ils sont tous devenus, Kaboure, Tchamta, Ssara et Tanbema, des cultivateurs soigneux, pratiquant la fumure et l'irrigation. Les districts de Mangou Yendi et de Sokode-Bassari étaient également d'assez importants centres d'élevage. Le second de ces districts aurait, en 1909, compté au bas mot, 23.000 bêtes à cornes. D'ailleurs il est en grande partie peuplé de Foulbé que nous savons grands éleveurs. Cependant ils ne se soucient guère de communiquer leur science aux autochtones; « à l'égard des habitants du Trans-

(1) Encore qu'il n'y ait jamais eu au Togo, de véritables états organisés pouvant résister à l'arrivée de forces étrangères, comme l'état des Achanti, dans notre Dahomey.

« kara considérés comme très inférieurs à eux, ils affectent
« des manières méprisantes. » (Martin, *op. cit.*)

Le même district compterait 1.700 chevaux.

« Une partie des habitants se livre au commerce, mais
« sans préjudice de l'agriculture; il est rare de voir des com-
« merçants qui ne soient pas en même temps cultivateurs.
« Un certain nombre d'indigènes émigre à la côte d'Or,
« attirés qu'ils sont par les salaires élevés payés aux
« ouvriers. »

Le Togo septentrional est en somme, par son climat sain et sa population assez abondante et capable de nous fournir une bonne main-d'œuvre, appelé à un avenir certain. Malheureusement les voies de transport font encore défaut.

§ II. *La Réglementation et son histoire*

Le commerce des esclaves aboli depuis l'ordonnance de 1902 faite sur la présentation du chancelier, prince de Bulow, est depuis que le Togo se trouve placé sous notre mandat soumis aux sanctions prévues par le décret français du 12 décembre 1905, rendu applicable au Togo par le Décret du 24 novembre 1922.

Tombent naturellement sous les coups de ce décret les guerres de tribu à tribu faites dans le but de se procurer des esclaves. D'ailleurs notre surveillance les rend presque impossibles en période régulière.

Il n'en est pas de même de la mise en gage pour dette, la source principale de cette mise en gage est le jeu. Le perdant n'aliène guère sa liberté, mais plutôt celle de sa

femme (1) ou de ses enfants ou jeunes frères. Si le perdant ne rembourse pas, ils restent esclaves du créancier.

Certes ils savent bien qu'ils n'ont qu'à aller trouver l'administrateur pour que celui-ci leur fasse rendre leur liberté, et selon une proclamation faite dès notre occupation considère ces faits comme faits de traite. Mais ils craignent justement ces poursuites contre leurs familles, et aussi les représailles que cela ne manquerait de leur attirer.

Nous avons vu d'ailleurs que l'esclavage de case est, presque universellement en Afrique, extrêmement doux. Les esclaves domestiques descendant des esclaves premiers savent, eux aussi, « qu'ils n'ont qu'à se présenter devant « les chefs de circonscription pour recouvrer immédiate-
« ment leur liberté, sous la seule condition de payer leurs
« contributions, de fournir les prestations réglementaires,
« et de se conformer aux obligations imposées à tous les
« indigènes » (Rapport Togo).

Mais ils mettent autant de soin que leurs maîtres à nous dissimuler leur véritable condition, et nous aurions bien tort de les contraindre à être libres, malgré eux. Aussi nous sommes nous, et justement, contentés de supprimer l'obligation dans laquelle les mettait l'Allemagne, de rembourser à leurs maîtres leur « prix d'achat » pour recouvrer la liberté.

Le gouvernement allemand intervenait jadis pour fournir des travailleurs aux plantations d'Agu et de Kperne et aux usines dégrenage de coton à Atakpamé. En cas de rup-

(1) Il existe au Cameroun un arrêté visant spécialement ce cas.

ture de contrat ils étaient soumis à l'article 17 de l'Ordonnance d'Empire du 22 avril 1896.

« Les indigènes engagés comme domestiques ou en vertu
« d'un contrat de travail peuvent, sur la demande de leur
« patron être puni disciplinairement soit pour manque-
« ments répétés de leurs devoirs, ou paresse, soit pour muti-
« nerie ou abandon sans motif de leur service de travail,
« soit pour toute autre infraction importante commise à
« l'occasion de leur service de travail. Ils seront punis de
« châtiments corporels avec ou sans la peine des fers, pen-
« dant 14 jours au plus ».

Enfin, à l'exclusion toutefois des femmes et des enfants, tous les indigènes étaient soumis à l'« impôt-travail ».

A l'inverse de cette législation nous nous sommes efforcés d'instituer le travail libre.

Tout d'abord si l'administration continue à recruter des travailleurs pour les établissements sus-indiqués, c'est uniquement par contrat libre et après examen médical. Le portage assez actif dans le Cercle de Sassannée Mungo se faisait, avant le décret de décembre 1922 du moins, par l'entremise des chefs et, sans que jamais l'administration ait été saisie de plaintes à ce sujet. Le salaire oscillait autour de 1 £, par mois avec 2 d., 5 par jour pour la nourriture.

Les châtiments prévus par l'ordonnance allemande précitée avaient été supprimés par l'arrêté du 12 août 1921, remplacé lui-même par le décret du 29 décembre 1922, où l'on retrouve nettement l'inspiration du décret précité du 4 mai 1922 pour l'A. E. F. d'ailleurs voir le texte n° 12). On y retrouve aussi la proscription des contrats passés par

l'intermédiaire d'une tierce personne, même si l'engagé est consentant, et les conseils d'arbitrage.

Cependant les articles 6, § 3 et 13, de l'Arrêté du 12 août prévoient des réquisitions pour travail forcé en cas :

1° D'accidents, tumultes, naufrages, inondations, incendies, insurrections, brigandages, pillages, flagrant délit, clameur publique ;

2° Abandon de service par les porteurs, piroguiers, convoyeurs ou guides des charges qui leur sont confiées. »

Les peines peuvent en cas de refus de répondre à la réquisition atteindre 100 francs d'amende et 15 jours de prison.

Un arrêté du 23 novembre 1920, inspiré de l'ordonnance allemande du 22 janvier 1900, maintenant l'impôt travail, tout indigène mâle et adulte, étant assujéti à 12 journées de travail par an, rachetables à 7 fr. 50. Certains groupements étaient d'ailleurs autorisés à fournir, en remplacement des journées de travail, des produits du pays. La limite des journées rachetables, infinie pour les cercles d'Anecho, Lome et Klouto étant fixée pour les autres cercles par le Commissaire de la République sur proposition des Commandants de Cercle.

M. le Commissaire Général Bonnacarrère, publia alors, le 4 juillet 1922 un arrêté remplaçant l'impôt-travail par l'impôt personnel. On trouvera (pièce n° 13) des extraits nous intéressant et de sa circulaire et de son arrêté (n° 14) qui sont l'un et l'autre extrêmement remarquables. En résumé l'impôt-travail est remplacé par une taxe proportionnelle aux ressources de l'imposé.

Cependant pour l'exécution des indispensables travaux publics des prestations étaient établies, réduites au chiffre

minime de 4 jours par an et toujours rachetables. Les Européens aussi bien que les indigènes y sont astreints (A. du 3 juillet 1922, pièce n° 15 et 16). Un arrêté subséquent fixa le rachat de la journée de travail à 5 francs pour les Européens, 1 fr. 25 pour les indigènes.

CHAPITRE IV

Le Cameroun

§ I. *Les Races*

In Kamerun sind gras, und
Waldland zwei scharf getrennte
Begriff... (Dr Berke).

Comme dans tous les territoires du golfe de Guinée il faut très nettement séparer, au Cameroun, les peuples de la côte, frottés aux Européens, des gens de l'intérieur, bien plus sauvages. Ce n'est que dans le cœur même du continent noir qu'existèrent des empires d'une certaine civilisation, mais la région intermédiaire entre eux et la côte est la plus sauvage.

Nous laisserons de côté les Bali et les Bakwiri qui sont, maintenant sous le mandat de l'Angleterre. Ce n'est d'ailleurs que justice car les derniers au moins se considéraient comme sujets anglais et furent fort surpris d'apprendre que des conventions diplomatiques les avaient fait Allemands. Ils sont très frottés aux Européens, intelligents mais travailleurs des moins réguliers.

Les Duala, au nombre de 25.000, tranchaient par leur intelligence sur le reste de la population. C'étaient eux les commerçants du Bas-Cameroun, au même titre que ces Haoussas le sont dans le Nord. Mais, les factoreries allemandes se substituèrent à eux. Ils en gardèrent rancune à l'Allemagne et se trouvèrent, pour la plus part très appauvris. Les uns pourtant s'aventurèrent comme colporteurs plus avant dans la forêt, d'autres s'adonnèrent à la chasse. Ils s'assimilent aisément la civilisation et copient vite, jusqu'à nos modes.

Aux Bakoko, sur la rive droite de la Basse Sanago, et à cheval sur la Moyenne Sanago, se rattachent diverses branches, telles les Bassas. Ils sont de taille moyenne, mais très vigoureux.

Seuls, parmi les gens de la forêt, les Negvilles sont nomades. Les autres, encore qu'ils ignorent souvent l'usage de la charrue, pratiquent un rudiment d'agriculture, qui les oblige à être sédentaires.

Tels sont les Nanga, au sud du confluent de la Sanaga et de la Nban (rive droite). Il n'y a absolument pas à compter sur eux, car ils sont en pleine dégénérescence.

Les Yaundé sont des Pahouins; nous n'avons donc rien à ajouter à ce que nous avons dit de cette race. Malheureusement leurs guerres avec les Yatenga ont parfaitement désolé le pays.

Les Woute, au centre, avaient formé par la guerre un grand état esclavagiste. L'Islam avait d'ailleurs constitué d'autres états organisés du même type, dans la région des Savanes.

Comme le Wouté, ils jouissent d'une civilisation rela-

tive et qui ne pourra que croître depuis que la guerre en a été bannie.

Tel est le Bamoum, vaste état, entre le Wkam et le Nbam (100.000 habitants, dont 20.000 dans sa capitale qui est un important marché) et les sultanats de Banyo, Tidati et Ngaoundéré.

Dans la région de l'Adamoua, et jusqu'au Tchad, nous retrouvons nos vieilles connaissances, les Peuhls et les Haoussas, les premiers conquérants et, avec l'émir Adama, fondateurs d'un empire, les seconds commerçants.

Le Bornou est occupé par les Kanouri et les nomades arabes Chouas.

§ II. *La Réglementation et son histoire*

Pays à mandat, comme le Togo, le Cameroun est régi par des règlements analogues.

L'esclavage y est, comme d'ailleurs dans nos propres colonies, pourchassé; le contrat collectif passé par le chef de village au profit de simples colons, et sans l'assentiment individuel des engagés, interdit.

Tels sont les principes dominants.

La traite est encore pratiquée, si l'on peut dire, « selon « un mouvement orienté S. E. — N. W. traversant précisé-
« ment les circonscriptions islamisées du Nord-Came-
« roun (1) ». (Rapport 1921). Mais qu'on ne s'imagine pas que de ces longs convois d'esclaves où les retardataires

(1) Voici une autre raison intéressant directement cette étude pour laquelle nous devons préférer le christianisme à l'islamisme dans nos possessions.

étaient impitoyablement abattus cheminient encore par ces districts.

« Le dernier fait de cette nature paraît avoir été jugé par
« le Tribunal de N'gaoundéro en 1918, — c'est-à-dire à
« une époque où la secousse de la guerre et la pénurie du
« personnel administratif avaient provoqué une récurrence
« de la traite chez les commerçants nomades, — les
« Haoussas en particulier. » (*Op. cit.*)

Les seuls « faits de traite » ordinairement poursuivis en application du traité de 1905, ne sont plus guère qu'individuels, et tels qu'on en rencontre dans toute l'Afrique noire. Le Tribunal de Doumé en a jugé quatorze de 1917 à 1922. Encore ces faits se rattachent-ils à cet esclavage de case que nous retrouvons toujours avec les mêmes sources, les mêmes règles, les mêmes sanctions de notre part, et la même apathie des serfs à s'affranchir.

« A peu près nul dans le Sud Cameroun et les pays côtiers,
« le chiffre des personnes attachées à la clientèle d'un lamido peut être fixé pour les circonscriptions du Nord à
« dizaines de milliers. Restent en dehors de cette classification les populations agricoles soumises par la race conquérante, et qui, sans avoir été dépossédées complètement du sol, n'en conservent en fait que la jouissance et
« semblent avoir été réduites à une sorte de colonat par les
« vainqueurs. » (*Op. cit.*)

« Encore aujourd'hui une population se trouve peu
« rassurée par quarante années d'occupation européenne et
« redoute d'abandonner la montagne où elle s'est réfugiée
« comme dans une forteresse naturelle pour ne pas se
« laisser asservir par les Peuhls : les Kindis. C'est que la

« conquête par les premiers équivalait à la réduction à un
« colonat des travailleurs agricoles au profit de la race con-
« quérante; elle exposait en même temps les vaincus à plus
« que l'asservissement : à la vente dans un pays lointain
« avec le long trajet d'exil qui la précédait plus à redouter
« encore peut-être. » (*Op. cit.*)

L'esclavage de case s'éteint cependant « du fait que rien
« ne vient le renouveler, et l'on peut dire que le statut des
« anciens serfs se prescrit au point que seules des survi-
« vances individuelles se peuvent observer. »

« Un détail rappelle parfois qu'il y en a eu dans un temps
« qui n'est pas très éloigné : Dans une foule d'indigènes, à
« quelque marché, à quelque travail, apparaît une tête cou-
« verte d'une perruque en peau de singe noir : c'est un
« homme de condition servile à qui un tabou interdit de
« montrer ses cheveux en public. L'homme n'est nullement
« humilié et se fait, comme un véritable chef, suivre d'une
« femme porte-chaise et d'un enfant porte-pipes. » (Rap-
port précité.)

Le travail est libre et individuel, régi par un décret du
2 août 1922. Il est inutile que nous le reproduisions car il
est en tous points semblable à celui précité au Togo (1).

En fait le travail par engagements collectifs — avec inter-
médiaire du chef — existe encore, mais au seul profit de
l'administration. En effet : le gouvernement est assuré d'ap-
porter dans l'exécution du contrat de travail toutes garan-
ties nécessaires à l'intérêt de l'indigène. On ne peut en
demander autant au commerçant avant tout préoccupé de
son propre intérêt.

(1) Les deux seuls articles supplémentaires étant relatifs à la procédure
devant les « tribunaux de race » institution qui n'existe pas au Togo.

Enfin ce mode de recrutement se substitue à la réquisition directe et évite ainsi de heurter de front les mœurs de l'indigène.

Le Régime des prestations a été réglementé par un arrêté au 1^{er} juillet 1921 (pièce n° 17). Etablie uniquement pour les travaux de vicinalité, elle est limitée à 10 jours et rachetable au taux de 1 franc. Seuls les infirmes et les militaires en sont exempts.

Il y a, dans ce court arrêté, deux points à retenir.

« Rentrent principalement dans les travaux à effectuer
« au moyen de la prestation, les travaux de grande vicinalité; l'entretien des sentiers avoisinants incombant aux
« villages d'une part, sans qu'il soit besoin de leur imposer,
« par un texte, un travail qu'ils accomplissent normalement
« et dans leur intérêt sans injonction spéciale et, d'autre
« part, les travaux publics de grande envergure : construction de route, voie ferrée, faisant intervenir un forfait
« pour le travail des collectivités indigènes ou l'allocation
« d'un salaire journalier normal. » (Rapport précité, Chapitre VII.)

D'un autre côté, par une heureuse modification du régime allemand, il frappe également tous les indigènes, n'exemptant plus les commerçants et agents indigènes des Compagnies Européennes, et même de l'administration non plus que les cathéchistes, « en un mot tous les membres de
« classes sociales d'un rang plus élevé, mais qui précisément
« sont les plus favorisés de la fortune. Or, s'il était admissible qu'ils soient exemptés de la prestation en matière,
« il était choquant qu'ils n'y participent pas en espèces. »
(Examen du budget du Cameroun de 1921.)

Et l'on peut même dire que cela s'étend également aux Européens puisqu'ils sont frappés d'une taxe de voirie de 25 francs.

Les travaux publics de grande envergure sont donc exécutés par des engagés. Ces derniers sont le plus souvent recrutés par contrat collectif (1).

Le portage est de plus en plus réduit à cause du plus grand nombre de routes carossables où le transport par auto remplace celui à tête d'homme.

La population étant assez dense, les principaux inconvénients du portage, dus à sa fréquence, sont évités. Le gouvernement se charge encore de recruter des porteurs pour les particuliers, c'est la dernière forme de contrainte au profit des particuliers qui subsiste depuis notre arrivée (2). Les Allemands, au contraire, ne se faisaient pas faute d'y avoir sans cesse recours. Le gouvernement a d'ailleurs fixé, pour les porteurs qu'il fournit une charge limitée de 25 kilogs, très inférieure à celle que réclament les indigènes, contractant librement et individuellement. L'étape de 30 kilomètres est payée 1 fr. 50 et 0 fr. 40 pour le retour sans charge. Quand les porteurs sont recrutés en masse, il faut une permission spéciale pour garantir les droits et la santé de l'indigène, conformément à l'arrêté du 30 octobre 1916.

(1) Au prix de 1 fr. 50 pour les manœuvres et de 2 à 8 francs pour les artisans par jour.

(2) En fait on a rarement besoin de l'intervention de l'Etat. Les indigènes s'engagent volontiers comme porteurs.

CONCLUSION

Nous avons vu ce qu'il faut penser de la valeur éducative du travail forcé. Loin d'inciter l'indigène à travailler il l'en détourne.

Au contraire, il ressort de l'exposé précédent que l'indigène est en général parfaitement perfectible, qu'il acquiert relativement vite le goût, non directement du travail, mais des jouissances que celui-ci procure. Or, n'est-ce pas là qu'en est l'immense majorité des ouvriers européens? C'est donc uniquement dans ce sens qu'il faut agir.

On invoque, il est vrai, l'intérêt du colon. Il semble qu'il y ait là encore trace d'une vieille erreur qui a causé la perte de beaucoup de colonies. Dans les colonies d'exploitation le « colon » n'est là que de passage, souvent il n'est que le représentant d'une firme métropolitaine. Il paraît inutile de revenir sur l'erreur qu'il y a à considérer les colonies (1) comme de simples terres d'exploitation, que l'on rejettera après en avoir tiré tout le suc. Moralement, économiquement, politiquement, c'est la plus pure erreur; sa conclusion logique est le Pacte colonial — on sait ce qu'il vaut — et ce qu'il coûte.

(1) Pour le développement V. HARMAND, *Domination et Colonisation*.

Encore une fois « le véritable colon c'est l'indigène ». C'est donc vers son éducation que doivent porter tous les efforts. L'instruction pratique, le développement du commerce, sous son sens le plus général, tels sont les meilleurs éducateurs. « Il faut éviter avec soin toute mesure hâtive « destinée à révolutionner leurs habitudes. Il faut seulement chercher à les faire évoluer lentement. » (BrueI.)

La cause paraît généralement entendue. Selon le vœu de l'Association Nationale Française pour la protection légale des travailleurs (12 et 19 juin 1902), le contrat de travail est, le plus généralement « individuel et librement consenti ». Dans les contrats collectifs passés par l'intermédiaire du chef on s'assure cependant que la volonté de l'engagé n'a pas été arrachée par force ou par ruse. Le chef n'intervient plus guère que comme leader des noirs et aussi, il faut bien le dire, trafiquant de sa force morale.

Ceci est vrai pour les contrats collectifs passés avec des particuliers. Mais pour les contrats collectifs pour travaux publics il arrive souvent que les administrateurs réquisitionnent par l'intermédiaire du chef le nombre nécessaire de travailleurs.

C'est que, pour les travaux publics le problème se pose de toute autre manière. Le travail public est fait dans l'intérêt de la colonie — souvent pour lui éviter un mal moins grand. — Vaut-il mieux laisser subsister le portage ou réquisitionner en une bonne fois tous les noirs nécessaires à la construction des voies où pourront passer les autos? Evidemment des deux maux il faut choisir le dernier. C'est ainsi que M. Goffin, ingénieur en chef du chemin de fer au Congo belge conclut,

Sur 2.000 nègres employés — et de force — 150 moururent en un mois. — Chaque jour il trouvait devant la porte de sa case le cadavre d'un ouvrier que ses compagnons apportaient en signe de protestation.

« Mais, écrivait-il, que faire? Il était d'une nécessité vitale de construire cette ligne de chemin de fer pour supprimer le bien plus terrible impôt du portage humain au long de cette route de caravane entre le Haut et le Bas-Congo, sentier sinistre, jalonné de cadavres (1) ».

La corvée est une nécessité absolue pour la colonie, n'en déplaise aux humanitaires, et même la corvée non rachetable, pendant les premiers temps. Tout ce que l'on peut faire c'est de la réglementer sagement, de façon à ne pas trop heurter l'indigène, à ne pas l'arracher à contre-temps à ses cultures, et enfin, à lui assurer, avec une rémunération suffisante — en cas de travaux de longue haleine — que toutes les précautions d'hygiène ont été prises.

L'exemple le plus instructif sur la nécessité de maintenir avec le travail forcé au seul profit de l'État, la corvée, est celui de la Hollande.

Les prestations furent supprimées dans ses Indes dès 1857. On était immédiatement obligé de les rétablir.

Ceci était rapporté par M. van Kohl, dans la discussion

(1) La main-d'œuvre au Congo. M. Goffin s'élève en outre contre la pseudo-paresse du noir. Il est arrivé, dit-il, imbu de cette idée : il en constate la fausseté. Après s'être efforcé d'enrayer la terrible mortalité, il prit le parti pour intéresser le noir au rapide achèvement de la voie d'user du salaire à la tâche. « Le résultat immédiat fut extraordinaire. Le travail doubla aussitôt d'un jour à l'autre ». Selon lui le noir est, somme toute, aussi capable que le blanc ou le jaune, mais il n'a pas le goût du travail pour le travail lui-même, il lui faut un stimulant immédiat. Les 99/100 de nos ouvriers n'ent sont-ils pas là?

bien instructive aussi, du rapport de M. Nouet. M. Nouet avait, après un exposé excellent, conclu à la suppression de la corvée. Mais M. Chaillet-Bert amena la question sur le terrain pratique. Comment venir à bout des indispensables travaux publics ? Et la série des amendements qui furent successivement proposés — des orateurs qui, selon la remarque du président, concluaient à l'opposé de leurs prémisses — prouve bien la quasi impossibilité où l'on est de concilier l'humanité avec la nécessité.

Tout bien pesé il me paraît que la contrainte ne doit plus être employée qu'au profit de l'Etat, pour éviter, par des travaux publics nécessaires des maux plus grands. Qu'importe que 500 ouvriers périssent à l'assainissement de Dakar si leur sacrifice sauve la vie de 100 personnes par an ? Naturellement, il faudra employer aux travaux les plus malsains, les condamnés, pour lesquels le travail forcé devra toujours être substitué à la prison.

Mais pour les indigènes honnêtes eux-mêmes les travaux publics demeureront la seule raison pour laquelle la contrainte devra être employée. Le procédé van den Bosch lui-même, si tentant soit-il, a de gros inconvénients et n'est que très rarement applicable. D'ailleurs son seul résultat est de procurer des capitaux à la colonie ou à la métropole.

Quel mode de corvée employer ?

Le « service obligatoire » du travail fournirait une main-d'œuvre de longue haleine. Le tout est de savoir s'il serait bien accepté de l'indigène. Il aurait d'ailleurs, comme service militaire, une certaine valeur éducative, comme lui aussi il aurait ses inconvénients. La prestation demeurera

toujours nécessaire pour les travaux de petite vicinalité tels que le rechargement des pistes en latérite, etc...

Il est un dernier point sur lequel nous aimerions à revenir : la personnalité du « statut » du travail, si l'on peut dire.

Certes, il n'est pas douteux qu'on éveillerait ainsi, de race à race, des jalousies. Mais on éveillerait aussi de l'émulation. La pierre d'achoppement paraît plutôt être dans la complication fantastique que cela amènerait. Peut-être vaut-il mieux se contenter du système actuel qui, décentralisant la réglementation des prestations en laisse le soin aux gouverneurs, ceux-ci, souvent, se conformant pour chaque cercle, aux nécessités locales.

Il y a cependant quelques exemples de la personnalité de la réglementation : en Indo-Chine, où les Moïs sont plus frappés que les Annamites. Enfin pour l'impôt, les Maures et les noirs de la rive droite du Sénégal sont différemment imposés, et même il y a une idée analogue dans l'arrêté du 3 juillet 1922, au Togo sur l'impôt personnel: art. 5 § 2.

« Le tarif base est déterminé chaque année, après avis des commandants de cercle et peut varier par régions ou *peuplades*, suivant ressources de celles-ci. »

En somme, la législation du travail dans nos colonies, — empressons-nous d'en excepter la Nouvelle-Calédonie — est sage, protégeant bien l'indigène, assurant une main-d'œuvre suffisante pour les travaux publics. Ce qu'on peut lui reprocher c'est de disposer de moyens de sanction en cas de rupture au contrat, insuffisants; encore une fois le système pénal des colonies hollandaises a toutes nos sympa-

thies : sain pour l'indigène en même temps que très coercitif et utile à la colonie.

Il est des législations étrangères plus douces, il faut s'en méfier. Les colonies sont loin de la métropole, loin du gouverneur, des chefs de cercle; aussi, si ils ne trouvent pas dans la loi des moyens suffisants de contrainte s'en remettent-ils à des mesures de fortune. On a ainsi l'antithèse souvent signalée entre la remarquable législation du Congo belge et la brutalité légendaire des blancs de ce pays (1). Empressons-nous de faire des exceptions.

Les colonies françaises elles-mêmes ne sont pourtant pas absolument exemptes de ce mal.

« Les Commandants des cercles traversés par le tracé au chemin de fer ont été chargés de recruter les travailleurs par voie d'engagement libre; mais dans la pratique ils sont forcés de prescrire à chaque village d'en fournir un certain nombre. » (Rapport Nouet précité.)

S'il en faut croire encore M. Valmor, les Hovas que, pour la plus grande joie de M. Levoy-Beaulieu, le général Galliéni signalait comme très empressés à se rendre sur les chantiers publics (après la suppression du régime de contrainte légale), auraient été recrutés par le même moyen.

Il n'y a en somme rien à redire à ces pratiques mais seu-

(1) C'est d'ailleurs ce que constatait — sur un point spécial il est vrai — l'exposé des motifs du décret du 20 janvier 1921 remaniant le décret 1910 sur les contrats de travail au Congo belge.

« Il est arrivé que des aventuriers ont pu commettre impunément des abus que le décret n'avait pas prévus, que d'autres ont réussi à se soustraire à l'exécution d'amendes et de dommages-intérêts qui leur étaient infligés ».

Suit l'exposé de quelques procédés employés.

lement quand elles sont nécessitées par l'intérêt de la colonie.

Il nous paraît, à en juger par les opinions d'hommes expérimentés, que sauf absolue nécessité, ce travail forcé doit être banni. Le travail obligatoire, plus intéressant, ne paraît pourtant pas avoir la valeur éducatrice qu'on lui attribue. Le moyen le plus sûr d'amener l'indigène au travail paraît donc simplement de développer ses désirs en développant autour de lui notre commerce.

Vu : *Le Doyen,*

BERTHELEMY.

Vu : *Le Président,*

ROLLAND.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

APPELL.

PIÈCES

N° 1. — Louage de service dans l'Uganda. (Protectorat britannique). Ordonnance n° 19 du 12 décembre 1913

ART. 41. — ... Le magistrat peut...

b) ... ordonner l'exécution du contrat, et dans le cas où il pourrait accorder des dommages-intérêts pour toute violation de celui-ci, il peut, au lieu d'accorder des dommages-intérêts pour la totalité ou pour partie seulement, ordonner à la partie contrevenante de fournir une caution à sa satisfaction pour l'accomplissement de la partie du contrat restée en souffrance; si la partie néglige ou refuse de fournir une caution, il peut l'envoyer en prison jusqu'à ce qu'elle la fournisse: toutefois la durée de l'emprisonnement ne pourra pas dépasser trois mois.

d) ... il peut, en dehors de l'annulation du contrat et de la libération des parties, infliger à chaque partie une amende n'excédant pas 200 roupies et, à défaut de paiement, un emprisonnement avec ou sans travaux forcés d'un mois au plus.

ART. 42. — Tout serviteur sera passible d'une amende n'excédant pas le montant d'un mois de gage et à défaut de paiement, d'un emprisonnement avec ou sans travaux forcés

d'un mois au plus, lorsqu'il se rend coupable d'un des délits suivants :

1° Si, après avoir conclu un contrat il néglige ou refuse, sans motif licite, de commencer son service au moment fixé;

2° Si, sans permission ou autre motif licite, il s'absente des installations de son patron ou d'un autre endroit désigné pour l'accomplissement de son travail;

3° Si, pendant les heures de travail, il se rend incapable en s'enivrant, de faire convenablement son travail;

4° S'il néglige de faire un travail qui lui incombe et s'il fait mal et sans soin un travail prescrit par le contrat et qui, par sa nature, réclamait une exécution soigneuse;

5° Si, sans permission et pour son propre usage, il emploie un cheval, un véhicule ou d'autres objets appartenant à son patron;

6° Si, dans le but de troubler la bonne entente, il emploie un langage grossier, insolent ou injurieux à l'égard de son patron ou d'une personne placée par ce dernier au-dessus de lui;

7° S'il refuse d'obéir à un ordre de son maître ou d'une personne placée au-dessus de lui, ordre auquel il était de son devoir de se conformer;

8° S'il donne un faux nom ou une fausse adresse en concluant ou à l'effet d'obtenir un contrat de service.

ART. 43. — Tout serviteur sera passible d'un emprisonnement avec ou sans travaux forcés de deux mois au plus ou d'une amende n'excédant pas le montant de deux mois de gages dans le cas où il se rend coupable de l'un des actes suivants :

1° Si volontairement, par cessation volontaire de son

travail ou à la suite d'ivresse il commet un acte de nature à causer la perte immédiate, l'endommagement ou à faire courir un danger sérieux à un objet confié à ses soins par l'employeur ou par une autre personne pour être délivré à ou pour le compte de son employeur;

2° Si, par cessation volontaire de son travail ou à la suite d'ivresse il refuse ou néglige de faire un acte licite qui lui incombe pour conserver en sûreté un objet confié à ses soins par son employeur ou par une autre personne pour être délivré à ou pour le compte de son employeur;

3° Si, en qualité de pâtre, il néglige d'informer son maître de la mort ou de perte d'un animal confié à ses soins qu'il allèguera être mort ou avoir été perdu à la première occasion opportune après avoir découvert cette mort ou cette perte, ou, s'il néglige de conserver pour l'usage ou l'inspection de son maître une ou plusieurs parties des animaux dont il allègue la mort et que son maître lui avait ordonné de conserver, à moins que ce pâtre ne prouve, à la satisfaction du tribunal, la mort de l'animal, ou si son maître prouve que cet ou ces animaux dont il allègue la perte n'auraient pu être définitivement perdus sans sa faute;

4° Si, étant employé dans une autre qualité que celle de pâtre, il allègue la perte d'un objet confié à ses soins par ou pour son maître et que celui-ci parvient à prouver que l'objet en question n'aurait pas été perdu sans sa faute;

5° Si, sans motif licite, il abandonne le service de son maître avec l'intention de ne pas y retourner.

ART. 44. § 1. — Aucune amende payée ni aucun emprisonnement subi en vertu de la présente ordonnance par un serviteur n'aura pour effet d'annuler le contrat de service.

§ 2. — Aucun salaire ne deviendra payable à un serviteur pour ou pendant la durée de son emprisonnement en vertu de la présente ordonnance.

ART. 45. — Lorsqu'une contravention dont s'est rendu coupable un serviteur en vertu de la présente ordonnance provient du fait de s'absenter lui-même ou de quitter le service du maître, la durée de son absence peut, à la demande de ce dernier et au gré du magistrat, être ajoutée au terme du service ordinairement fixé. Dans ce cas, le magistrat condamnant le serviteur sera tenu de constater dans le jugement la durée de l'absence et de l'attester par un certificat de sa main à délivrer à l'employeur. La durée mentionnée dans ce certificat sera censée être ajoutée au terme original du service par tous les tribunaux et dans tous les endroits.

ART. 46. — Chaque fois qu'un objet de l'employeur sera perdu ou endommagé à la suite d'un acte ou d'une omission volontaire de son serviteur, le magistrat pourra, s'il le juge convenir, fixer le montant de la compensation pour cette perte ou ce dommage et prendre telle ordonnance qui lui semble juste et raisonnable quant au paiement de cette compensation, soit en une fois, soit par des retenues sur les gages déjà gagnés ou autrement; toutefois, aucun paiement à prélever sur les gages ne pourra excéder la moitié du salaire mensuel ou hebdomadaire du serviteur, si les retenues doivent être payées respectivement tous les mois ou toutes les semaines.

ART. 47. — Tout serviteur qui reçoit de son employeur une avance sur ses gages et qui quitte son service sans bonnes raisons, avant que cette avance ne soit complète-

ment remboursée ou gagnée complètement par le travail, sera passible d'un emprisonnement avec ou sans travaux forcés de trois mois au plus, ou d'une amende n'excédant pas 250 roupies.

N° 2. — Ordonnance du Gouverneur d'Afrique Orientale Allemande du 5 février 1913. (Conditions juridiques des travailleurs indigènes).

ART. 4. — Si un travailleur n'a pas travaillé au moins vingt jours par mois il peut être puni sans l'intervention du patron.

ART. 8. — Pour les travailleurs admis conventionnellement pour plus d'un mois... de travail et avec lesquels il n'a pas été stipulé des conditions contraires, l'employeur peut retenir une somme suffisante du salaire comme garantie pour les dommages qu'il pourrait subir du chef de violation du contrat par les travailleurs.

Cette retenue, ainsi que celle pour remboursement d'avances de salaire ne peuvent dépasser par mois la moitié du salaire.

Les sommes retenues doivent être payées aux travailleurs après l'expiration de son contrat de travail pour autant qu'elles n'aient pas été employées.

Une dette du travailleur au patron après l'expiration du contrat ne l'oblige pas à des prestations ultérieures.

ART. 21. — Les peines disciplinaires applicables d'après l'article 17 du décret du Chancelier de l'Empire concernant

l'exercice de la juridiction criminelle et du pouvoir disciplinaire à l'égard des indigènes dans les protectorats allemands de l'Est africain, du Cameroun et du Togo (1), du 22 avril 1896, peuvent, à la demande des employeurs, être infligées aussi bien par le commissaire de district que par les fonctionnaires compétents en vertu du décret précité.

N° 3. — Arrêté du Gouverneur général de l'Indo-Chine du 11 Novembre 1918, portant réglementation sur la main-d'œuvre agricole indigène et l'organisation d'une inspection du travail.

TITRE X

Pénalités

ART. 61. — *Engagés.* — Les infractions énumérées ci-après seront punies d'une amende de 1 à 15 francs, d'un emprisonnement de 1 à 15 jours ou de l'une de ces deux peines seulement.

1° Réclamation non fondée, sauf le cas de bonne foi, de l'engagé ne tombant pas sous l'application de l'art. 373 du Code pénal;

2° Absence de plus de 24 heures de l'exploitation, non autorisée par l'engagiste et n'ayant pas pour objet de porter plainte au représentant de l'administration ou au tribunal;

3° Infliction volontaire sur sa personne de plaies ou blessures entraînant une incapacité de travail;

(1) Voir II^e partie, chapitres III et IV.

4° Refus, sans excuse valable, d'obéir à un ordre légitime de l'engagiste ou de ses représentants; détérioration volontaire aux immeubles de l'engagiste en dehors des articles 434, 435, 436, 437, 451, 456, 458 du Code pénal; les engagés qui exerceront de mauvais traitements aux animaux dont ils ont la garde seront punis conformément aux dispositions de l'article premier de l'arrêté du 29 avril 1908.

5° Obtention d'un emploi à l'aide de faux certificats au sujet de la moralité, de l'habileté et des qualités professionnelles, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application de l'article 162 du Code pénal ainsi que de l'article 405;

6° Tapage et scandale sur l'exploitation, même en cas de réclamations justifiées.

7° Absence injustifiée du travail.

Les infractions, ci-après énumérées, seront punies d'une amende de 1 à 10 francs et d'un emprisonnement de 1 à 3 jours ou de l'une de ces deux peines seulement.

1° Refus par l'engagé de présenter son livret d'identité à toute réquisition de l'autorité.

2° Refus ou omission de se rendre à l'infirmerie de la plantation à l'hôpital, sortie de ces établissements sans autorisation régulière.

3° Omission sans excuse valable d'exécuter le travail.

4° Vente ou échange de rations fournies par l'employeur aux termes du contrat. La même peine est applicable à l'engagé qui achète ou échange.

(Cet arrêté n'a été modifié que sur de simples points de détails par celui du 27 janvier 1919.)

N° 4. — Décret du 7 avril 1911. A. E. F.

ART. 5. — L'engagiste peut se faire représenter par un Fondé de pouvoir, *mais l'engagé doit être présent en personne*. L'agent de l'administration s'assure de l'identité de celui-ci et de sa volonté libre de contracter.

ART. 6. — Le contrat est soumis à l'adhésion de l'engagé au moment même où le recrutement de celui-ci a lieu et est, autant que possible, signé par lui...

ART. 13. — En cas de rupture ou de résiliation du contrat en cours d'engagement, les frais de rapatriement incombent à l'engagiste, sauf quand le contrat a été rompu par la faute de l'engagé.

ART. 22. — Quiconque, à l'aide de menaces, violences ou manœuvres frauduleuses a exploité la bonne foi des indigènes ou entravé l'exercice de leur libre volonté, soit pour les amener à s'engager, soit au contraire pour les détourner de contracter des engagements de travail est passible d'un emprisonnement de six jours à deux mois et d'une amende de 16 à 100 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des autres peines de droit commun qui pourraient être encourues de ce chef. En cas de récidive, les coupables sont passibles d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 300 à 1.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 23. — Quiconque, à l'aide de menaces, violences, dons, promesses ou manœuvres frauduleuses a déterminé ou excité les travailleurs engagés, à abandonner, pendant le

cours de leur engagement l'exploitation ou atelier auquel ils étaient attachés, est passible d'un emprisonnement de un mois à 6 mois, et d'une amende de 16 à 500 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 24. — L'art. 463 du Code pénal est applicable dans tous les cas prévus au présent décret.

ART. 27. — Si l'absence résulte de la seule volonté du travailleur elle est illégitime et donne lieu, en faveur de l'engagiste, à une retenue de salaire double du temps de l'absence sans que le montant de cette retenue puisse, toutefois, dépasser le salaire d'un mois.

En cas de récidive ou si l'absence dure plus de 30 jours, la résiliation du contrat est prononcée de plein droit au profit de l'engagiste qui n'est plus tenu au rapatriement de l'engagé et bénéficie à titre de dommages et intérêts de la moitié des salaires restant acquis à l'engagé, après prélèvement des sommes nécessaires au payement de l'impôt et à la récupération des déboires de toute nature effectués par l'engagiste.

N° 5. — Arrêté du 9 Avril 1915

Réglementant les prestations des indigènes en A. E. F.

ARTICLE PREMIER. — Il est institué un régime de prestations portant sur les travaux ci-après indiqués :

a) Entretien des rues des villages et débroussaillage des alentours.

b) Aménagement et entretien des gués et des lavoirs avoisinant les villages.

c) Aménagement des pistes, ponceaux et digues à intérêt vicinal et entretien des pistes télégraphiques.

d) Construction et entretien des paillottes pour les marchés et de gîtes d'étapes.

ART. 2. — La construction des chemins ne présentant pas un intérêt vicinal doit faire l'objet non de prestations, mais de travaux rénumérés.

ART. 3. — Les chefs de circonscription ou leurs délégués fixent, après une entente avec les chefs de groupes ou de villages, les périodes d'exécution des travaux d'intérêt local.

ART. 4. — Tous les indigènes adultes sont astreints aux travaux de prestations et doivent fournir sept journée de travail par an.

ART. 5. — Les Lts Gouverneurs sont chargés...

Brazzaville, le 9 avril 1915.

MERLIN.

N° 5 bis. — Arrêté du 23 Décembre 1916 complétant celui du 9 avril 1915, réglementant les prestations des indigènes en A. E. F.

ARTICLE PREMIER. — L'art. 4 de l'arrêté du 9 avril 1915 est modifié et complété ainsi qu'il suit :

Sont astreints aux travaux de prestation qui ne peuvent excéder sept journées de travail par an, tous les indigènes adultes, sous réserve des exceptions suivantes :

1° Les vieillards et les infirmes.

2° Les militaires de tout grade et les gardes régionaux en activité de service.

ART. 2. —

MERLIN.

N° 6. — Arrêté du 24 août 1916 relatif au rachat des prestations

ARTICLE PREMIER. — Les indigènes astreints aux travaux de prestations réglementés par l'arrêté du 9 avril 1915 pourront racheter ces prestations dans les cas et dans les conditions qui seront fixées chaque année par les Lts Gouverneurs.

Cette mesure n'est applicable qu'aux prestataires habitant les centres urbains de Bangui Brazzaville, Libreville et Port-Gentil où les éléments de la population sont tels que le travail ni le remplacement ne sont pratiquement possibles.

ART. 2. — Les arrêtés pris par les Lts Gouverneurs...

ART. 3. — Le taux de rachat ne pourra être supérieur à 0 fr. 75 par journée de prestation.

ART. 4. — Le présent arrêté...

MERLIN..

N° 7. — Arrêté du 27 novembre 1916. (Gabon)

ARTICLE PREMIER. — Les indigènes des centres urbains de Libreville et Port-Gentil qui justifieront que par suite de leurs occupations habituelles, le travail sur les chantiers de prestations ou le remplacement leur est impossible sont

autorisés, sur leur demande, à racheter la prestation à laquelle ils sont assujettis en vertu de l'arrêté du 9 avril 1915.

ART. 2. — Le rachat porte sur la totalité du nombre des journées de prestations à fournir par les indigènes.

ART. 3. — Le taux de rachat des prestations est fixé à 0 fr. 50 par journée de prestation.

GUYON.

N° 8. — Arrêté du 1^{er} décembre 1916 déterminant les conditions de rachat de prestations au Moyen-Congo

ARTICLE PREMIER. — Le taux du rachat des prestations est fixé à 0 fr. 50 par journée de travail pour les indigènes astreints à l'impôt des captations habitant le centre urbain de Brazzaville.

ART. 2. — Cette taxe sera perçue... au profit du budget municipal et employé à des travaux de voirie.

CARDE.

N° 9. — Arrêté du 30 septembre 1916. (Oubangui)

ART. PREMIER. — Les prestations fixées par l'arrêté du 9 avril susvisé, pourront être rachetées par les indigènes soumis à ce régime dans le périmètre urbain de Bangui, moyennant le versement d'une somme de 0 fr. 50 par journée de travail imposée pendant l'année 1917.

ART. 2. — Le montant du rachat des prestations sera perçu au profit du budget municipal.

LEPRINCE.

(Enfin, et toujours dans le même sens a été rendu l'arrêté du Gouv. général, du 11^{er} décembre 1919.)

N° 10. — Rapport au Président de la République Française

Monsieur le Président,

Le gouvernement général de l'Afrique équatoriale française va bientôt entreprendre de grands travaux publics nécessitant l'emploi d'une main-d'œuvre active et nombreuse.

Déjà l'attention des pouvoirs publics avait été attirée sur les conditions du travail dans ce groupe de colonies, et la nécessité d'une réglementation s'imposait. L'extension que prendront les travaux publics ne permet plus de différer l'établissement d'un régime assurant aux indigènes, avec la rémunération de leur travail, des conditions suffisantes d'hygiène et de bien-être.

Un projet de réglementation a donc été préparé à cet effet. Après avoir rappelé que le travail est libre en Afrique équatoriale française, il prescrit à l'occasion de tout engagement pour une durée supérieure à trois mois, l'établissement d'un contrat stipulant les obligations réciproques des parties intéressées ; ce contrat élaboré par les soins de l'autorité administrative qui sera partie en cause en tant que tutrice des indigènes s'exécutera sous son contrôle. Des arrêtés du gouverneur général fixeront les dispositions relatives au recrutement des travailleurs, à leur logement, à leur nourriture, au paiement de leurs salaires, aux soins à leur donner en cas de maladie, au repos à leur accorder, etc.

Le projet prévoit en outre que les litiges entre engagés

et engagistes seront tranchés par des conseils d'arbitrage et il fixe les peines qui pourront sanctionner les infractions au régime ainsi établi.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

A. SARRAUT.

ARTICLE PREMIER. — *Le travail est libre* dans tout le territoire de l'Afrique équatoriale française. Les indigènes peuvent s'engager à leur gré, soit à forfait, soit comme journaliers, soit comme ouvriers permanents.

ART. 2. — L'engagement de tout ouvrier permanent pour une durée prévue supérieure à trois mois donne obligatoirement lieu à l'établissement d'un contrat de travail stipulant les obligations réciproques des parties en cause.

Il en sera de même pour tout engagement d'ouvrier à forfait quand le délai supposé pour l'exécution de la tâche fixée sera également supérieur à trois mois.

Le contrat de travail est individuel ; un arrêté du gouverneur général fixera les conditions dans lesquelles un engagiste pourra passer un contrat collectif avec les chefs reconnus des groupements indigènes.

ART. 3. — Des arrêtés du gouverneur général établiront les clauses types à insérer dans tout contrat individuel ou collectif. Ces clauses relatives notamment au logement des tra-

vailleurs, à leur nourriture, au payement de leurs salaires, aux soins à leur assurer en cas de maladie ou d'accident, et aux conséquences de cette maladie ou accident quant aux salaires et au contrat lui-même, aux repos à leur accorder, à leur rapatriement en fin de contrat, et d'une manière générale à la surveillance de leurs conditions d'existence pendant la durée de l'engagement, devront être adaptées à la race des engagés, à leurs mœurs et coutumes et à la nature du travail qui leur sera demandé.

En aucun cas un contrat ne pourra être passé pour plus de deux ans, sauf prorogation consentie d'un commun accord entre les parties. Dans ce cas, le nouveau contrat donnera lieu aux mêmes formalités que le contrat primitif.

ART. 4. — Le recrutement des travailleurs se fera avec l'assentiment et sous le contrôle de l'autorité administrative, qu'il s'agisse des besoins d'entreprises d'intérêt public ou d'entreprises privées. Un arrêté du gouverneur général en fixera les modalités.

ART. 5. — Dans tous les contrats de travail l'autorité administrative sera partie en cause en tant que tutrice des indigènes.

Elle devra notamment s'assurer si le travailleur s'engage librement, comme il est dit à l'article 1^{er} du présent décret.

Le contrat de travail sera d'ailleurs rédigé par ses soins et inscrit à sa date sur un registre qu'elle conservera par devers elle.

Les dispositions essentielles de ce contrat seront portées sur un livret de travail remis à chaque intéressé, le dispositif en sera fixé par arrêté du gouverneur général.

ART. 6. — Quiconque, à l'aide de menaces, violences ou manœuvres quelconques aura trompé la bonne foi ou *pesé indûment* sur la volonté des indigènes, dans le but soit de les amener à s'engager, soit au contraire de les en détourner, sera passible d'un emprisonnement de six jours à deux mois et d'une amende de 16 à 500 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des autres peines de droit commun qui pourraient être encourues de ce chef. En cas de récidive, les coupables seront passibles d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 500 à 1.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 7. — Quiconque, à l'aide de menaces, violences, dons, promesses ou manœuvres quelconques aura déterminé ou excité des travailleurs déjà engagés à abandonner, pendant le cours de leur engagement, l'entreprise, l'exploitation ou l'atelier auquel ils étaient attachés, sera passible d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 16 à 500 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 8. — Toute entrave apportée par l'engagiste à l'exercice du contrôle de l'administration et toute infraction aux paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 2 du présent décret relatif à l'obligation de l'établissement d'un contrat pour tout ouvrier permanent ou à forfait, sera puni d'une amende de 1 à 15 fr. et, en cas de récidive, d'une amende de 16 à 500 francs.

ART. 9. — Toutes autres infractions aux arrêtés du gouverneur général pris pour l'exécution du présent décret seront punies d'une amende de 1 à 15 francs et dans le cas de récidive d'une amende 16 à 500 francs.

ART. 10. — L'article 463 du code pénal est applicable dans tous les cas prévus aux articles précédents.

ART. 11. — L'exécution des diverses clauses du contrat sera contrôlée par tous agents habilités à cet effet par arrêté du gouverneur général.

Les litiges entre engagés et engagistes seront tranchés conformément aux dispositions des articles 12 et suivants instituant des conseils d'arbitrage du travail indigène en Afrique équatoriale française.

ART. 12. — Des conseils d'arbitrage connaissent des contestations individuelles ou collectives entre les ouvriers ou employés indigènes et leurs employeurs, relatives aux conventions réglementant les rapports des employeurs et des indigènes employés ou ouvriers, que les conventions soient contenues dans un contrat ou résultent d'ailleurs d'un engagement verbal ou de l'usage des lieux pour tout engagement inférieur ou égal à trois mois.

ART. 13. — Les conseils d'arbitrage sont créés par arrêté du gouverneur général dans les chefs-lieux de circonscription ou de subdivision et en dehors de ces localités partout où ces conseils seront rendus nécessaires par suite de l'affluence des travailleurs ou de l'importance des entreprises. L'arrêté portant création des conseils d'arbitrage fixe, pour chaque conseil, sa juridiction territoriale.

ART. 14. — Le conseil d'arbitrage est composé suivant le cas :

Du chef de circonscription, ou du chef de subdivision ou d'un fonctionnaire désigné par arrêté du gouverneur général (président) ;

D'un colon français, assesseur ;

D'un indigène, assesseur ;

De deux assesseurs suppléants, l'un français, l'autre indigène, appelés à siéger en cas d'empêchement ou de récusation des assesseurs titulaires ;

Un fonctionnaire désigné par le président est attaché au conseil en qualité de secrétaire.

ART. 15. — Les assesseurs français et indigènes titulaires et suppléants sont désignés par le gouverneur général.

ART. 16. — Les fonctions d'assesseurs titulaires et suppléants des conseils d'arbitrage sont gratuites.

ART. 17. — L'action est introduite par simple lettre de la partie demanderesse ou par déclaration verbale faite au secrétaire ou au président du conseil.

Le secrétaire délivre un reçu de la lettre ou de la déclaration.

ART. 18. — Dans les trois jours à dater de la réception de la demande écrite ou verbale, le président ou le secrétaire du conseil, au nom du président, cite les parties dans le délai de huitaine. La citation est valablement faite soit par lettre recommandée, soit par le ministère de tout agent de la force publique, soit enfin par un fonctionnaire de l'administration civile commis à cet effet par le président.

La citation ou la lettre qui en tient lieu doit contenir les jours, mois et an, les nom et profession du demandeur, l'indication de l'objet de la demande, le jour et l'heure de la comparution.

ART. 19. — Les parties peuvent comparaître en personne ou par mandataire dûment autorisé.

L'audience est publique. Le président dirige les débats, interroge et confronte les parties, fait comparaître à sa discrétion les témoins cités à la diligence des parties ou par lui-même dans les formes indiquées à l'article 18, procède à tous les constats ou expertises.

La police de la salle d'audience et des débats appartient au président revêtu des pouvoirs attribués aux juges de paix par les articles 11 et 12 du code de procédure civile.

ART. 20. — La récusation n'est admise que contre les assesseurs et dans les cas suivants :

1° Quand ils auront un intérêt personnel dans l'affaire ;

2° Si dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu procès criminel entre eux et l'une des parties ;

3° S'il y a procès civil existant entre eux et l'une des parties.

La récusation sera formée en séance. Le conseil statuera immédiatement. Si la demande en récusation est rejetée il sera passé outre aux débats ; si elle est admise, l'affaire sera renvoyée à la prochaine séance où siègeront le ou les assesseurs suppléants.

ART. 21. — Les débats clos, le conseil délibère immédiatement en secret. Le jugement est rédigé sur l'heure et l'audience reprise pour sa lecture.

ART. 22. — La minute du jugement sera transcrite par le secrétaire sur le registre du conseil. Elle sera signée par le président et le secrétaire.

ART. 23. — La procédure devant le conseil d'arbitrage est gratuite. Les frais d'enquête, d'expertise, d'expéditions du jugement, les indemnités de déplacement qui pourraient

être allouées aux témoins entendus seront fixés par arrêté du gouverneur général.

Les citations, procès-verbaux d'enquête, expéditions du jugement sont dispensés de tout droit de timbre et d'enregistrement.

ART. 24. — Le jugement est exécutoire, sauf appel, quarante-huit heures après sa lecture en audience publique, dès qu'une expédition a été délivrée à l'une ou l'autre des parties. Mention de cette délivrance, de sa date et de son heure est faite par le secrétaire en marge du jugement.

Le jugement peut ordonner l'exécution immédiate, nonobstant appel et à titre de provision, jusqu'à concurrence de 500 francs, sans qu'il soit besoin de fournir caution. Pour le surplus, l'exécution provisoire ne peut être ordonnée qu'à la charge de fournir caution.

ART. 25. — L'exécution des condamnations est poursuivie à la requête du secrétaire du conseil et dans un délai minimum quand ces condamnations ont été prononcées au bénéfice de l'ouvrier et de l'employé. En ce cas, l'exécution est poursuivie avec le bénéfice de l'assistance judiciaire.

ART. 26. — La non-exécution par l'indigène des obligations pécuniaires ou en nature résultant d'un jugement du conseil d'arbitrage le rend passible de la contrainte par corps pour une durée qui n'excédera pas un mois et qui, dans tous les cas, sera fixée par le conseil dans le prononcé du jugement.

Cette non-exécution est constatée par le ministère d'un agent de la force publique ou fonctionnaire de l'administration commis par le président, à la requête de la partie

bénéficiaire. La prise de corps est ensuite ordonnée par le président.

ART. 27. — Les jugements des conseils d'arbitrage sont définitifs et sans appel lorsque le chiffre de la demande n'excède pas 500 francs en capital. Au-dessus de 500 francs, les jugements sont sujets à appel devant la justice de paix à compétence étendue ou le tribunal de première instance du ressort.

Le chiffre des demandes reconventionnelles n'entre pas en ligne de compte pour la limitation de la compétence.

ART. 28. — L'appel est interjeté dans les formes indiquées à l'article 17 et dans les quarante-huit heures qui suivent la lecture du jugement entre les mains du président ou du secrétaire du conseil.

L'appel est transmis par le président à la justice de paix à compétence étendue ou au tribunal de première instance du ressort avec une expédition du jugement et des mémoires déposés par les parties en première instance et en appel.

Mention de l'appel est faite par le secrétaire en marge de la minute du jugement. Le tribunal d'appel juge sur mémoire.

Le jugement est rendu dans le mois de l'appel.

ART. 29. — Si une partie fait défaut en première instance, il est passé outre. Signification du jugement est faite par le secrétaire du conseil à la partie défaillante quand la partie défaillante est le patron ; par le bénéficiaire du jugement, si la partie défaillante est l'employé ou l'ouvrier indigène et que le jugement a été prononcée contre elle.

Si, dans les quarante-huit heures après la réception de la

signification, le défaillant ne fait pas opposition au jugement dans les formes prescrites à l'article 17, le jugement est immédiatement exécutoire.

Sur opposition, le président convoque à nouveau les parties comme il est dit à l'article 18 ; le nouveau jugement nonobstant tout défaut, est immédiatement exécutoire.

ART. 30. — Les conseils d'arbitrage établis comme il est dit à l'article 13 peuvent être supprimés ou voir leur juridiction territoriale modifiée par arrêtés du gouverneur général.

ART. 31. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

ART. 32. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et de la colonie de l'Afrique équatoriale française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à bord de l'*Edgar-Quinet*, le 4 mai 1922.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

A. SARRAUT.

N° 11. — Questionnaire destiné à faciliter
la préparation des rapports annuels des puissances.
(Mandat B).⁽¹⁾

I. *Esclavage.*

a) 1. Quelles sont les mesures prises en vue d'assurer la suppression du commerce des esclaves ?

2. Quels sont les résultats obtenus ?

b) 1. L'esclavage est-il reconnu légalement ?

2. L'esclavage domestique ou autre existe-t-il encore ? (statistique).

3. Quelles sont les principales causes de l'esclavage ? (jeu, boisson, etc.).

4. La mise en gage d'une personne est-elle reconnue légalement ?

5. Sous quelles conditions un esclave peut-il recouvrer sa liberté ?

6. Quelles sont les mesures prises ou en voie de réalisation afin de pourvoir à l'émancipation des esclaves et de faire disparaître tout esclavage domestique ou autre ?

7. Y a-t-il un délai fixé pour l'émancipation des esclaves ? Dans l'affirmation quel est ce délai ?

II. *Travail.*

a) 1. Des mesures ont-elles été prises pour assurer, conformément à la partie XIII du traité de Versailles, la prise en considération des conventions ou recommandations des Conférences internationales du travail ?

(1) Procès verbaux de la 2^e session tenue à Genève du 1^{er} au 11 août 1922.

2. Ces conventions ou recommandations sont-elles en application ?

3. Par quelles autres dispositions le travail libre est-il protégé ?

b) 1. Quelles sont les mesures destinées à assurer l'interdiction du recours au travail forcé pour d'autres objets que les travaux et les services publics essentiels, et quels sont les résultats effectifs de ces mesures ?

2. Pour quels travaux et services publics exige-t-on le travail forcé de l'indigène ? Comment est réglementé ce travail ?

3. Existe-t-il d'autres formes de travail forcé telles que prestations ou corvées ? Dans l'affirmative comment sont-elles réglementées ?

c) 1. Comment est organisé et réglementé le recrutement de la main-d'œuvre nécessaire aux entreprises privées ? l'Administration intervient-elle dans ce recrutement ?

2. L'administration autorise-t-elle le recrutement dans le territoire sous mandat de main-d'œuvre à destination d'un autre territoire ? Dans l'affirmative, sous quelles conditions ?

3. Quelles sont les mesures de contrainte et les mesures disciplinaires autorisées à l'égard des travailleurs indigènes ?

4. De quels pouvoirs dispose l'administration pour contrôler les contrats de travail pour en assurer le respect de la part de l'employeur comme de la part de l'employé, et d'une façon générale pour éviter les abus en cette matière ?

III. *Trafic... etc.*

Les mêmes dispositions sont répétées pour les pays à mandats C qui sortent d'ailleurs du cadre de cette II^e partie.

TITRE I^{er}

N^o 12. — Togo

Contrats de travail

ARTICLE PREMIER. — Le recours au travail des indigènes peut avoir lieu, soit par simple engagement d'après les usages locaux, soit par conventions verbales, soit par contrats de travail, tels qu'ils sont définis ci-après, lorsque la durée des services excède trois mois.

Toutes conventions de travail sont de la compétence des conseils d'arbitrage qui font l'objet du titre 2 du présent décret.

ART. 2. — Sont qualifiés contrats de travail, aux termes du présent décret, les contrats passés entre employeurs français, ou de nationalité étrangère reconnue, ou indigènes, d'une part, et employés indigènes, d'autre part, pour un travail déterminé, dans une entreprise commerciale, industrielle ou agricole nettement définie, et emportant pour la personne ou la société qui la dirige l'inscription au rôle des patentes ou la possession d'un titre régulier d'exploitation, à la condition que l'engagé, par la nature du travail à fournir, ne se trouve pas lui-même dans l'obligation de payer patente.

Sont exclus de la présente définition les contrats ou engagements pour fournitures de denrées ou produits déterminés, à acheter par l'engagiste, le louage pour un service domestique personnel ou occasionnel.

Sont également exclus de la présente définition les contrats stipulant une durée de travail effectif inférieure à quinze jours par mois ou qui portent sur une durée inférieure à trois mois.

ART. 3. — La durée de l'engagement par voie de contrats, tels qu'ils viennent d'être définis, ne sera pas inférieure à trois mois, ni supérieure à deux années, ou sera fonction de l'importance d'un travail déterminé, sous réserve que sa durée effective ne sera ni inférieure à trois mois, ni supérieure à deux années.

ART. 4. — Les contrats de travail sont obligatoirement soumis au visa de l'administration. Ce visa est donné par le chef de la subdivision administrative, soit du lieu où le contrat est passé, soit du lieu où l'indigène est employé.

ART. 5. — Les contrats de travail doivent obligatoirement contenir les énonciations suivantes :

1° Les nom, prénoms, nationalité, profession et domicile de l'employeur, et, s'il agit pour le compte d'une société, la date et la nature de ses pouvoirs;

2° Les nom, prénoms, surnom, âge, sexe de l'employé; les noms de son village et du chef du village, tels qu'ils figurent au rôle d'impôt de capitation;

3° La nature exacte du travail à fournir;

4° La durée de l'engagement;

5° Le taux du salaire, les époques et le mode de paiement, la durée du travail;

6° L'engagement par l'employeur de loger convenablement l'employé, de le nourrir, sauf stipulation contraire à l'indication du salaire, de le bien traiter, et de respecter ses coutumes, en toute chose non contraire aux bonnes mœurs;

7° Toutes les dispositions utiles à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs;

8° La déclaration que l'engagé est libre de tout engagement antérieur;

9° L'engagement par l'employeur de faciliter, suivant des modalités arrêtées de concert avec le chef de subdivision intéressé, le recouvrement des impôts de l'employé pendant la durée du contrat et des impôts dont il pourrait être redevable au moment de l'engagement;

10° Mention des clauses particulières du contrat: avances faites à l'employé au moment de l'engagement, conditions et délais de remboursement, rapatriement en fin de contrat, etc.;

11° Mention des clauses qui pourront être édictées par arrêté du commissaire de la République.

ART. 6. — Les contrats, en langue française, sont établis en triple exemplaire sur titre fourni par l'engagiste, et conforme au modèle établi par arrêté du commissaire de la République. Un exemplaire est destiné à l'employeur, le second à l'employé, le troisième aux archives de la subdivision du visa.

ART. 7. — Le chef de subdivision, avant d'apposer son visa, donne lecture et fait traduire le contrat aux parties. L'employeur aura la faculté de se faire représenter par un mandataire de son choix, régulièrement autorisé. Il sera fait mention de ces formalités et les signatures seront certifiées: au cas d'illettrés, mention sera faite.

ART. 8. — Tout employeur est tenu d'avoir un contrôle de son personnel conforme au dispositif fixé par arrêté du commissaire de la République.

ART. 9. — Tout ouvrier ou employé doit être muni d'un livret de travail délivré par l'administration locale.

ART. 10. — Les contrats de travail peuvent être résiliés;

Par consentement mutuel des parties;

Par la volonté de l'une des parties, dans les cas qui peuvent être prévus au contrat ;

Par décision du conseil d'arbitrage;

Par arrêté du commissaire de la République en conseil d'administration.

Avis de la résiliation est donné au chef de la subdivision intéressée dans le plus bref délai.

ART. 11. — Sont réputés fictifs, et partant nuls, les contrats de travail stipulant des obligations essentiellement différentes, quant à leur nature et quant à leur durée, de celles que l'engagé exécutera, quelles que soient les raisons de cette différence, et quelles que soient les conditions des parties hors les termes du contrat lui-même.

Sont également réputés comme fictifs les contrats de travail passés par personnes interposées pour le compte de tiers, que le tiers ait ou n'ait pas qualité pour engager lui-même, que le consentement des engagés ait été ou non acquis.

Est réputé comme constituant engagement fictif la sous-location des services d'un engagé, quelles que soient la durée de cette sous-location, ses conditions, et que l'engagé soit ou non consentant.

TITRE II

Conseils d'arbitrage

ART. 12. — Les conseils d'arbitrage de travail indigène sont créés par arrêtés du commissaire de la République sur la proposition des chefs de circonscription. L'arrêté de création fixe pour chaque conseil son siège et son ressort.

ART. 13. — Le conseil d'arbitrage est composé:

Du chef de circonscription ou du chef de subdivision président;

D'un colon assesseur titulaire, de nationalité française ou de nationalité étrangère reconnue, et d'un colon assesseur suppléant, de nationalité française ou de nationalité étrangère reconnue;

D'un assesseur indigène titulaire et d'un assesseur indigène suppléant;

Un fonctionnaire désigné par le président remplit les fonctions de secrétaire du conseil.

Art. 14. — Les assesseurs colons et les assesseurs indigènes, titulaires et suppléants, sont désignés chaque année par arrêté du commissaire de la République. Ils doivent prêter serment, avant d'entrer en fonctions, entre les mains du chef de la circonscription de leur résidence; en cas de nécessité, le serment peut être prêté par écrit.

Les fonctions d'assesseur titulaire et suppléant aux conseils d'arbitrage sont gratuites.

Art. 15. — Les conseils d'arbitrage connaissent des contestations individuelles ou collectives entre les employés indigènes et leurs employeurs, relatives aux conventions réglementant les rapports entre employeurs et employés indigènes. Ils prononcent sur l'interprétation des conventions, leur validité et sur les voies d'exécution nécessaires.

Les arrêtés portant création des conseils d'arbitrage fixent, pour chaque conseil, sa compétence territoriale.

ART. 24. — Le non-exécution par un indigène des obligations pécuniaires ou en nature résultant d'un jugement

du conseil d'arbitrage le rend passible de la contrainte par corps, pour une durée qui n'excédera pas un mois et qui, dans tous les cas, sera fixée par le conseil dans le prononcé du jugement. La non-exécution est constatée par le ministre d'un agent de la force publique, fonctionnaire de l'administration commis par le président.

ART. 25. — Les jugements sont définitifs et sans appel, lorsque le chiffre de la demande n'excède pas 500 fr. en capital. Au-dessus de 500 fr., l'appel est interjeté devant le tribunal de première instance.

ART. 26. — L'appel est interjeté dans les formes indiquées et le tribunal d'appel statue sur mémoire et rend son jugement dans le mois de l'appel.

TITRE III

Pénalités

ART. 27. — Quiconque, à l'aide de menaces, violences, dons, promesses, manœuvres frauduleuses ou dolosives, aura, par lui-même ou par l'intermédiaire de tiers, amené ou tenté d'amener un ou plusieurs indigènes à contracter des engagements fictifs, sera passible d'un emprisonnement de six jours à deux mois et d'une amende de 16 à 100 fr. ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des autres peines de droit commun qui pourraient être encourues de ce chef. En cas de récidive, les coupables, sont passibles d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 300 à 1,000 fr. ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 28. — Quiconque, dans les conditions prévues à l'article précédent, aura, par lui-même ou par intermédiaire, détourné ou tenté de détourner un ou plusieurs indigènes, de contracter des engagements, sera passible des peines prévues audit article.

Art. 29. — Sera passible des mêmes peines, quiconque, dans les mêmes conditions, aura par lui-même ou par intermédiaire, tenté de déterminer ou déterminé un ou plusieurs indigènes, déjà engagés, à rompre leur engagement, que cela soit ou non dans le but de passer contrat avec les travailleurs en cause.

Art. 30. — Sera passible d'un emprisonnement de six à quinze jours et d'une amende de 50 à 100 fr., en cas de récidive, d'un emprisonnement d'un mois au moins, et d'un an au plus et d'une amende de 50 à 100 fr. tout engagé qui aura détourné ou dissipé les avances en numéraires, vivres, instruments agricoles ou industriels, bétail, sans exécuter le travail pour lequel il a été engagé, si les valeurs détournées n'excèdent pas 25 fr. et dans tous les cas s'il y a récidive, l'emprisonnement sera d'un mois au moins et d'un an au plus et l'amende de 100 à 500 francs.

Tout indigène qui aura sciemment souscrit un contrat réputé fictif au sens du présent décret.

Tout indigène convaincu d'avoir sciemment excipé d'un contrat de travail ne lui appartenant pas.

Tout indigène qui, lié par un contrat de travail, n'en observe systématiquement pas les clauses et cela dans le but d'obliger l'employeur et résilier le contrat.

ART. 31. — Tout indigène qui, sans motif plausible, aura rompu un contrat de travail.

Tout indigène qui, lié par un contrat de travail, sera convaincu de rupture de contrat, ne pourra se prévaloir de son contrat pour alléguer un domicile certain et la possession de moyens de subsistance dus à l'exercice d'une profession régulière.

ART. 32. — L'article 463 du code pénal est applicable aux infractions susvisées.

ART. 33. — Le commissaire de la République peut, en conseil d'administration, donner ordre qu'aucun contrat d'engagement ou de rengagement ne sera passé pendant une période qui ne pourra excéder deux années par l'engagiste qui aura subi une condamnation pour mauvais traitements envers ses engagés, manquements graves aux obligations résultant du contrat, passation de contrats fictifs ou bénéfice de contrats analogues passés par intermédiaire. La durée de l'interdiction peut être abrégée en conseil d'administration. Pour les mêmes motifs, le commissaire de la République peut, par décision prise en conseil d'administration, retirer à l'engagiste en cause tout ou partie de ses engagés.

ART. 34. — La suspension du droit d'engager ou de rengager, ainsi que le retrait partiel ou total des engagés, ne peuvent être réalisés que lorsque l'engagiste est mis en demeure de fournir par écrit, dans le délai de quinzaine qui précède la réunion du conseil d'administration, les raisons qu'il a à faire valoir contre la mesure envisagée.

ART. 35. — Le ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 décembre 1922.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le ministre des Colonies,

A. SARRAUT.

N. 13. — Extraits de la Circulaire (Art. 121)

...L'impôt travail reliquat de l'Administration allemande, était en contradiction foncière avec nos institutions. Purement fiscal, souvent peu humain dans ses applications, il ne visait qu'à l'exploitation intensive du pays au profit du dominateur sans tenir aucun compte de l'intérêt et du bien-être de l'indigène. Constituant à mon sens une atteinte manifeste aux obligations que nous imposait le Traité de Versailles il était urgent qu'il disparût.

L'impôt travail étant supprimé la question de l'établissement d'une nouvelle taxe ne se pose pas ici aussi simplement que dans une Colonie française, elle est forcément dominée par certaines considérations particulières.

En premier lieu, pour si peu humains que fussent les Allemands, il convient d'observer qu'ils n'ont jamais assujéti les femmes ou les enfants à un impôt quelconque. Pour des raisons politiques faciles à comprendre, nous ne pouvons, à ce point de vue, qu'imiter leur exemple.

En second lieu nous ne devons jamais perdre de vue que le Togo est un pays à mandat. Les étrangers ont cou-

tume de reprocher à notre Administration Coloniale une politique exagérément fiscale. Il importe, par une législation appropriée de montrer à la Société des Nations que dans ce Territoire soumis à sa surveillance les charges qui pèsent sur nos sujets n'ont rien d'accablant et qu'en outre elles s'adaptent par la variété de leurs taux aux facultés contributives de chacun.....

En outre, au Togo la population n'est pas une, elle se compose de deux éléments bien distincts, d'un côté, dans les régions côtières principalement, une importante proportion d'éléments évolués, de l'autre dans l'intérieur des peuplades frustes et souvent arriérées.

Serait-il équitable dans ces conditions d'instituer une taxe unique pour tout le Territoire et tous les contribuables sans distinction?

Enfin le développement unique du Togo doit constituer un des principaux devoirs de la puissance mandataire dans l'intérêt de l'indigène dont le bien-être est évidemment lié à celui de la prospérité du pays.

Or, il est prouvé que le système de l'impôt personnel a toujours eu sur la situation économique la plus heureuse influence en incitant l'indigène à travailler et à tirer parti des ressources locales.

Telles sont les considérations politiques et économiques qui ont dû être envisagées et dont s'est inspiré l'Arrêté qui vous est transmis.....

L'article 8 prévoit que la taxe personnelle pourra être à titre exceptionnel acquittée en nature. Ces exceptions ne devront être admises que dans le cas d'absolue nécessité et quand il sera bien établi que le numéraire fait défaut.....

En tout cas, stipule l'article 9, le recouvrement ne pourra en être opéré qu'au moment jugé le plus favorable par l'Administrateur c'est-à-dire autant que possible en dehors de l'époque des cultures.....

J'attire tout particulièrement votre attention sur l'article 15. Il pourra arriver que soit par mauvaise volonté, soit par manque réel de moyens un indigène ou un village entier se déclare incapable de payer l'impôt. ,

Dans ce cas vous aurez la faculté de faire usage de vos pouvoirs disciplinaires, mais *je désire essentiellement qu'au lieu d'infliger la prison ou l'amende aux indigènes punis pour faute se rapportant à l'impôt, vous les astreigniez chaque fois que cela sera possible, à effectuer à leur bénéfice exclusif des plantations vivrières ou industrielles; vivrières quand celles-ci sont insuffisantes dans le pays, industrielles dans le cas contraire.*

Ces dernières pourront consister en cotonniers, cacaoyers, caféiers, palmiers à huile, cocotiers, kapokiers, etc., etc., suivant que l'une ou l'autre de ces essences se trouvera ou non dans son habitat.

Il ne s'agit de rien moins que de créer des ressources aux populations qui en sont insuffisamment dotées vous vous trouverez ici dans votre rôle d'Administrateur qui est de mettre en valeur les Cercles dont l'Administration vous est confiée.....

Lomé, le 4 juillet 1922.

Le Commissaire de la République,

BONNECARRÈRE.

N° 14

*ARRÊTÉ No. 121 supprimant l'impôt travail et créant un
impôt personnel au Togo.*

Le Gouverneur des Colonies,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commissaire de la République.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'impôt travail est supprimé dans
les Territoires du Togo occupés par la France.

ART. 2. — Il est remplacé par une taxe personnelle qui
sera perçue à compter du 1^{er} Janvier 1923 et dont l'assiette,
et les modes de perception sont déterminés ci-après :

ART. 3. — La taxe personnelle est due par tout mâle
adolescent ou adulte capable de travailler.

ART. 4. — Cette taxe comprend cinq taux correspondant
à cinq catégories différentes de contribuables.

ART. 5. — La première catégorie comporte un tarif de
base auquel sont assujettis les indigènes possédant de faibles
ressources. Les autres contribuables sont réparti entre les
deuxième, troisième, quatrième et cinquième catégories sui-
vant leur degré de fortune.

Le tarif-base est déterminé chaque année après avis des
Commandants de Cercle et peut varier par régions ou peu-
plades suivant les ressources de celles-ci.

Les tarifs des quatre dernières classes déterminées égale-
ment chaque année sont uniformes pour le Territoire du
Togo.

Les contribuables ainsi surtaxés font l'objet d'un rôle spécial, nominatif.

ART. 6. — La classification des contribuables est établie chaque année au mois de Juillet par une Commission comprenant : dans les Cercles de Lomé, Anécho, Atakpamé et Palimé : l'Administrateur Commandant de Cercle, Président, un Commerçant Européen et le Conseil des Notables, dans les autres Cercles : l'Administrateur, Président, un Commerçant Européen, s'il en existe, et de quatre à dix Notables indigènes.

ART. 7. — Le procès-verbal de la délibération est adressé au chef-lieu accompagné des listes de classement des contribuables. Celles-ci sont soumises pour approbation au Conseil d'administration.

ART. 8. — Exceptionnellement dans les Cercles de Sokodé et Sansanné-Mango et seulement sur les points où il est établi que le numéraire fait défaut, certains produits pourront être reçus au titre de l'impôt indigène.

Ces produits seront déterminés et leurs taux de rétrocession fixées chaque année par arrêté pris en Conseil d'administration.

ART. 9. — La taxe est due dès le commencement de l'exercice. Elle est perçue au cours de l'année fiscale au moment jugé le plus favorable par l'Administrateur.

ART. 10. — Chaque indigène reçoit après s'être acquitté de sa contribution, soit un jeton de métal, soit un ticket portant le millésime de l'année à laquelle se rapporte l'impôt et le montant de la taxe payée ou à défaut une quittance détachée d'un registre à souche. Il doit conserver ce jeton

ou ce ticket par devers lui et le présenter à toute réquisition.

En cas de paiement d'ensemble fait par un chef pour un canton ou un village, il sera remis au chef, indépendamment d'une quittance globale régulière, un nombre de jetons ou tickets correspondant au nombre de contribuables que représente le chiffre de l'impôt versé. Le Chef est tenu de remettre ces jetons ou tickets aux intéressés.....

ART. 12. — Il est accordé aux divers chefs qui servent d'intermédiaires aux Commandants de Cercle pour la levée de l'impôt une remise variant de 3 à 10 %.....

ART. 13. — Les Chefs d'exploitations agricoles, commerciales et industrielles, Européens ou Indigènes, sont tenus de fournir sur l'identité et le revenu de leurs employés (ouvriers, travailleurs, traitants (tous les renseignements nécessaires sur la levée de l'impôt.

ART. 14. — Sont exempts de l'impôt : les tirailleurs, les gardes de Cercle et les agents de police.....

N° 15. — *Extrait de la circulaire* (Ar. n° 422)

.....Les prestations en nature ainsi instituées sont destinées à l'entretien des voies de communication à l'exclusion de tous autres travaux, elles ont été établies sur le modèle des prestations en nature que peuvent instituer les communes de France pour l'entretien des chemins vicinaux et ruraux reconnus et dont la réglementation est contenue dans les lois du 21 Mai 1836 et du 20 Août 1881.

Le caractère particulier des prestations instituées par

mon arrêté, est d'être un impôt acquittable soit en nature, soit en argent.

Il est en effet de quatre journées de travail, conversibles au gré du contribuable en argent à un taux qui sera fixé annuellement par arrêté, le Conseil d'Administration entendu.

Il pèse aussi bien sur les Européens que sur les Indigènes mâles valides âgés de 18 à 50 ans. Vous vous attacherez à démontrer aux indigènes de votre Circonscription que les prestations en nature n'ont rien de comparable à l'ancien impôt travail institué par les Allemands, impôt qui avait pour but suivant leur politique de colonisation, l'exploitation intensive au profit de l'Allemagne de gens et des choses du Togo.

1° L'impôt que j'ai établi est très léger si je le compare à ce qui se fait dans les Colonies du groupe de 'A. O. F. où les prestations en nature peuvent avoir une durée maximum de douze jours;

2° Tous les contribuables ont la faculté de rachat;

3° Enfin elles ne font aucune distinction de races et de personnes puisque les Européens y sont assujettis aussi bien que les indigènes.

Je n'ignore pas que des critiques sévères ont été dirigées contre le principe même des prestations pour Européens. C'est dit-on l'ancien régime et la corvée! Le grief est peu fondé; à l'inverse de l'ancienne corvée les prestations sont limitées (4 jours); elles sont rachetables et même d'emblée perçues en argent si le contribuable Européen n'a pas fait d'option. Aussi bien remarquerez-vous que les Européens

qui voudraient s'acquitter en nature ont à jouer un simple rôle de surveillance.....

J'attacherai du prix à ce que l'exécution des prestations en journées de travail ne compromette en rien le développement économique du pays et qu'elle ne soit exigée à moins de circonstances tout à fait exceptionnelles qu'en dehors des époques de culture ou de cueillette; c'est dans ce but que j'ai laissé à votre entière initiative la fixation de l'époque d'exécution de votre Cercle.....

Dans les cas où vous auriez à engager des travailleurs en vue de seconder la main-d'œuvre prestataire insuffisante, travailleurs pour lesquels aucune capacité n'est exigée, je vous conseille vivement d'employer des indigènes qui se trouveraient dans l'impossibilité de payer leur impôt personnel.

Vous leur procurerez ainsi les ressources nécessaires qui leur permettront de s'acquitter d'un des devoirs les plus impérieux de tout bon Français.

Le Commissaire de la République,

BONNECARRÈRE.

N° 16

ARRÊTÉ No. 122 instituant un impôt dit de prestations en nature dans les Territoires du Togo placés sous l'autorité de la France.

Le Gouverneur des Colonies,

ARRÊTE :

BUT ET CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DE LA TAXE

ARTICLE PREMIER. — Il est institué dans les Territoires du Togo placés sous l'autorité de la France un impôt dit de prestations en nature destiné à l'entretien des voies de communication (routes et ponts) et des pistes télégraphiques, à l'exclusion de tous autres travaux.

ART. 2. — Les prestations en nature sont fixées dans toute l'étendue des Territoires du Togo à quatre journées de travail par an.

Tout contribuable astreint aux prestations en nature peut se libérer soit en journées de travail, soit en argent.

Le tarif de la conversion en argent de la journée de travail est fixé annuellement par arrêté du Commissaire de la République en Conseil d'Administration.

ART. 3. — Sont passibles des prestations en nature tous les individus européens ou assimilés et indigènes de sexe masculin valides de 18 à 50 ans à l'exception des militaires, gardes de Cercle, préposés des douanes et gardes forestiers.

Sont considérés comme valides les contribuables capables d'effectuer en nature le travail de prestations alors même qu'ils seraient atteints d'infirmités quelconques.

ART. 4. — Le contribuable qui désire s'acquitter en argent doit faire connaître son option à l'avance soit à son chef de groupement, soit à son chef de circonscription.

L'option doit se faire avant le 1^{er} Septembre de chaque année.

Le contribuable européen qui n'a pas opté avant cette date est imposé d'office en argent.

Le contribuable indigène qui n'a pas opté avant le 1^{er} Septembre doit d'office fournir en nature les quatre journées de travail prévues à l'article 2.

Cette option se fait pour la totalité des journées de prestations.

.

EXÉCUTION DE PRESTATIONS EN JOURNÉES DE TRAVAIL

ART. 6. — Les prestations en nature sont exécutoires après approbation des rôles par le Commissaire de la République; cette approbation est donnée et notifiée avant le 31 décembre.

Les prestataires Européens qui ont opté pour le paiement en nature sont tenus de faire leurs prestations aux dates qui leur sont fixées par l'Administration.

Ils assumeront, sous l'autorité du Chef de leur circonscription, la surveillance des travaux exécutés par les prestataires indigènes.

ART. 7. — Les prestations en nature peuvent être exécutées en une ou plusieurs fois. La fixation de la période de leur exécution est laissée à l'initiative des Chefs de Circonscription.

PLAN DE CAMPAGNE

ART. 8. — Le programme des travaux d'entretien des voies de communication à effectuer par la main-d'œuvre prestataire est établi au mois de Septembre de chaque année par les Chefs de circonscription après avis du Conseil des Notables.

Il doit préciser la part de ces travaux incombant à chaque village ou groupement avec toutes les indications utiles.

En règle générale chaque village ou groupement ne doit effectuer les prestations qui lui incombent que dans les limites des terrains dépendant de ces villages ou groupements.

Toutefois, quand il y a inégalité exagérée dans le nombre des habitants de plusieurs villages ou groupements voisins, la part des travaux mise à leur charge peut être déterminée non d'après les limites de leur Territoire mais proportionnellement au chiffre de leurs habitants.

ART. 9. — Aurent droit à la ration en nature ou à une indemnité représentative les prestataires employés à plus de 20 kilomètres de leur résidence habituelle.

Le taux et la valeur de la ration ainsi délivrée seront déterminés par le Commissaire de la République en même temps que les taux de rachat de la journée de prestation.

ART. 10. — Ne peuvent être exécutées que les prestations ayant fait l'objet du programme ci-dessus visé et soumis à l'approbation du Commissaire de la République qui l'arrête définitivement.

Cette décision doit intervenir de façon à être notifiée au Chef de circonscription intéressé au plus tard le 1^{er} Nov.

ART. 11. — Les prestations sont accomplies sous l'autorité des Commandants de Cercle ou des chefs de subdivision et sous la surveillance des agents de l'Administration.

ART. 12. — Le Chef de circonscription délivre un ticket établi sur le modèle du ticket d'impôt de capitation aux indigènes qui ont accompli en nature leur quatre journées de prestation.

.

RECouvreMENT DES PRESTATIONS RACHETÉES

.....ART. 14. — Les prestataires indigènes qui ont opté pour le rachat de leurs prestations et qui ne peuvent se libérer en argent sont tenus à exécuter les quatre journées de travail prévues à l'article 2 du présent arrêté.

En cas de mauvaise volonté manifeste il peut leur être fait application des peines disciplinaires.

Lomé, le 3 juillet 1922.

BONNECARRÈRE.

N° 17. — ARRÊTÉ

ARTICLE PREMIER. — Il est institué dans les Territoires du Cameroun un régime de prestations portant sur les travaux de vicinalité.

ART. 2. — Sont astreints aux travaux de prestations, dont la durée est fixée à dix journées par an, tous les indigènes adultes à l'exception des vieillards et des infirmes, des

militaires de tous grades et des gardes régionaux en activité de service.

ART. 3. — La prestation est personnelle, toutefois les assujettis pourront la racheter au taux de un franc par journée.

ART. 4. — Les Chefs de circonscription ou leurs délégués, fixent, après entente avec les Chefs de groupe ou de villages, les périodes d'exécution des travaux par la prestation.

ART. 5. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} juillet 1921 sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 1^{er} juillet 1921.

CARDE.

N° 18. — AVIS

Les colons européens demeurant à Tananarive auront la faculté d'employer la main-d'œuvre pénitentiaire dans les conditions de prix suivant :

1° 0 fr. 20 pour une demi-journée (3 h. 1/2 de travail effectif, soit du matin, de 7 heures à 10 h. 1/2, soit le soir, de 1 heure à 4 h. 1/2) et pour toute corvée de moins d'une demi-journée;

2° 0 fr. 30 pour une journée de travail aux mêmes heures du matin et du soir, et pour toute corvée de plus d'une demi-journée;

3° 0 fr. 20 pour une corvée de nuit de moins de 3 heures (vidanges).

Les gardiens qui surveillent reçoivent...

Ce traitement des prisonniers et gardiens sera versé à la caisse des prisons au bureau du commissaire de police, etc.

1900 (sans date indiquée). Encore en vigueur dans ses dispositions essentielles.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux :

- Aspe-Fleurimand*. — La main-d'œuvre aux colonies.
- Babled*. — Mouvement de la Législation coloniale (1896-1906), Marseille 1907.
- Bernard (A.)*. — La main-d'œuvre coloniale (questions diplomatiques et coloniales, T. X.)
- Bry et Perrault*. — Lois du Travail industriel (chap. sur la réglementation du travail aux colonies), Paris, Larose et Ténin.
- Clouzot et Level*. — Art nègre et océanien (Devambez).
- Congrès Colonial International*, 1895 et 1900
- Congrès de Sociologie Coloniale*, 1900.
- Cuvillier-Fleury*. — La main-d'œuvre dans les colonies françaises de l'Afrique occidentale et du Congo (thèse 1907), Paris.
- Dislère*. — Traité de Législation coloniale (1914), Paris, Dupont, 2 vol.
- Delafosse*. — Les Noirs d'Afrique (Payot, 1921).
- Girault*. — Traité de Législation et d'Economie coloniale (Larose, 1922), Paris, T. II et III.
- Goffin (Louis)*. — La main-d'œuvre au Congo (chemin de fer du Congo), Bruxelles.
- Hubert (L.)*. — Politique africaine, Paris, 1918. — L'Eveil d'un monde, Paris, 1909.
- Harmand*. — Domination et Colonisation (Flammarion et Vaillant, bibl. Phil. scient.).
- Institut Colonial International*. — La main-d'œuvre coloniale, 1897-1899.
- Johnston (Harry)*. — George Grenfell and the Congo, Londres 1908, 2 vol.
- Langlois des Essart*. — La main-d'œuvre en Indo-Chine (1907).

- Leroy-Beaulieu (P.)*. — De la Colonisation chez les peuples modernes (6^e éd., 1908, in-8°).
- Mangin (Gl.)*. — La France d'Afrique, III. — L'Afrique noire (1^{re} « Opinion » du 30 mars 1923).
- Merighnac (A.)*. — Précis de Législation et d'Economie coloniales (Larose, 1912).
- Meynier (Col.)*. — L'Afrique noire (Flammarion et Vaillant, Bibl. Philo. scient.).
- Recueil de Législation et de Jurisprudence coloniale (Daresté, Appert.).
- Recueil international de Législation coloniale (3 vol., 1912-1913), publiés à Bruxelles sous le patronage de l'Institut Colonial International.
- Robin (R.)*. — La question de la main-d'œuvre dans les colonies d'exploitation française (thèse 1899). Jouve in-8°.
- Société des Nations. — Commission permanente des mandats. — Procès verbaux.
- Session d'octobre 1921, session d'août 1922.
- Vignon*. — Un programme de politique coloniale (Paris 1919, in-12).

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE III. — *Système Van den Bosch*.

Guyot (G.). — Le Problème de la main-d'œuvre à Sumatra (thèse 1910, Paris) côte Est.

Leroy Beaulieu. — De la Colonisation (colonies de plantation hollandaises).

CHAPITRE IV. — Corvée.

M. Nouet. — Rapport au Congrès de Soc. col.,

Sabatier. — Main-d'œuvre à Madagascar (thèse 1904).

APPENDICE

Emploi des condamnés aux Travaux publics.

Van Kohl, Girault. — Rapports au Cong. de Soc. col.

II^e PARTIE

Ouvrages généraux sur les races de l'Afrique centrale :

Deniker. — Races et peuples de la Terre. — Schleicher, 1900, in-8°.

E. Reclus. — Géog. Universelle.

CHAPITRE I. — *A. O. F.* — *Delafosse.* — Haut Sénégal Niger 1912, in-8°, 3 vol., Paris, Larose.

Annuaire du gouvernement général de l'A. O. F. (Larose, 1921).

CHAPITRE II. — *A. E. F.* — *Bruel.* — Afrique Equatoriale Française, 1918, grand in-8°.

Le Congo Français au point de vue économique (Melun 1909).

CHAPITRE III. — *Togo.*

Rapport au Ministre des Colonies sur l'Administration des territoires occupés du Togo, pendant l'année 1921, Paris, Lahure 1922, in-8°.

Martin. — *Togo et Cameroun* (Publicat. du Comité de l'Afrique française).

CHAPITRE IV. — *Cameroun.*

Examen du Budget du Cameroun pour 1921.

E. Sembvitzki (Süsserotts Kolonial bibli. n° 16, Kamerun, Berlin, 1909.

Berke (*Theodor.* — Antropologische Beobachtungen au Kamerunnegern (thèse Strasb. 1905).

Rapport au Ministre des Colonies sur l'administration des territoires occupés du Cameroun, pendant l'année 1921, Paris, Lahure, 1922, grand in-8°.

Imp. LA TYPO-LITHO, Malakoff (Seine)
